

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 387 - OCTOBRE 2026

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 387

Viandes bovines

Gros bovins

France

- L'inflation générale à 3,1% sur un an en septembre
- France : Légère hausse du cheptel allaitant au 1er septembre

Jeunes bovins

Europe

- Un marché européen hétérogène

Femelles

Europe

- Marché ferme des femelles en UE

Maigre

- Les prix du broutard en difficulté

Veaux de boucherie

- Retard à l'allumage pour les veaux français

Veaux laitiers

- Les veaux laitiers sous les 100 €

Lait de vache

Collecte laitière

- Les États-Unis, premier moteur de la croissance de production de lait
- Un été éprouvant, un hiver incertain pour les élevages laitiers

Commerce extérieur

- L'excédent commercial laitier français en forte hausse

Marché des produits laitiers

- Divergences du côté des commodités laitières

Viande ovine

France

- La cotation française reste entre ses niveaux de 2024 et 2025

UE et monde

- Les cotations entrée abattoir augmentent au sein de l'UE

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre

- Hausse des fabrications en août

Viande caprine

- Abattages stables sur la période de Pâques

Pénurie de fourrages 2026 : quelques conseils pour adapter vos conduites

Marché européen équilibré

Dernière révision le 20 octobre 2026

Viandes bovines » Gros bovins » France »

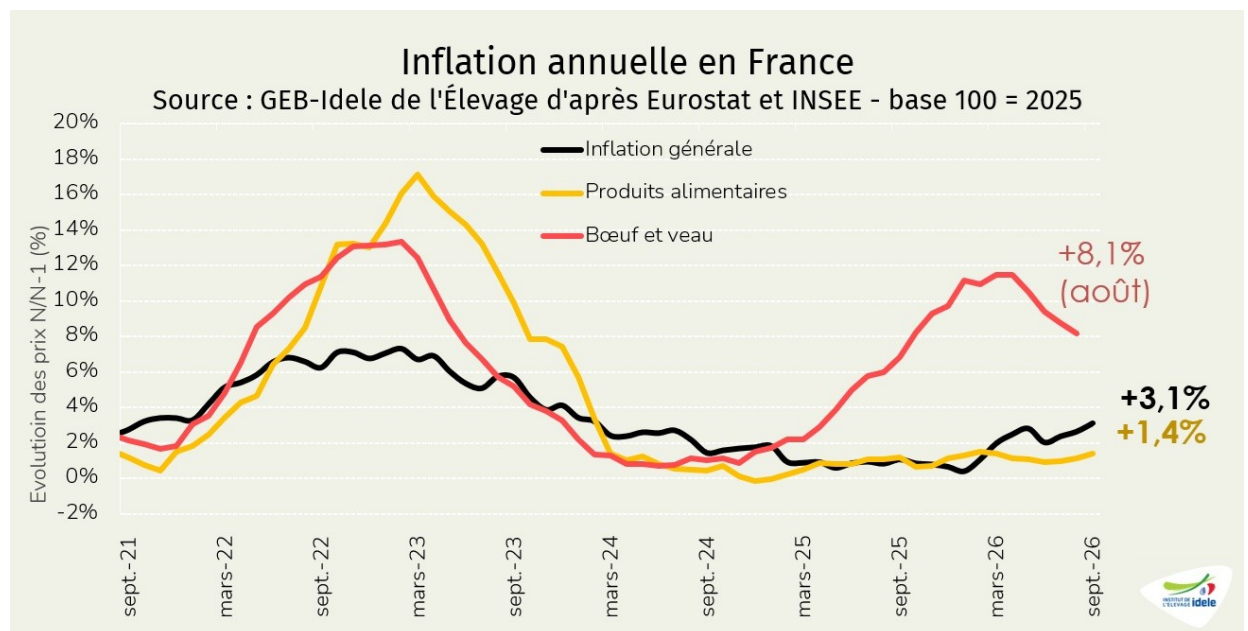
L'inflation générale à 3,1% sur un an en septembre

Dernière révision le 20 octobre 2026

L'inflation générale poursuit une hausse liée à la guerre au Moyen-Orient et aux canicules estivales qui ont impacté la chaîne de production alimentaire française. L'inflation sur le bœuf ralentit doucement. Le disponible consommable de viande bovine et de veau a diminué sur huit mois, du fait du recul des abattages et des importations.

En août l'inflation générale rebondit, celle sur le bœuf ralentit

En septembre selon l'INSEE, l'inflation générale des prix en France a progressé à 3,1% sur un an, contre 2,4% un mois plus tôt. Les prix des produits pétroliers ont bondi à +21% sur un an contre +16,7% un mois auparavant. L'alimentaire augmentait modérément, à 1,4% contre 1,1% le mois précédent sur un an. L'alimentaire frais poursuit une accélération très rapide (+9,5% sur un an, contre +5,9% un mois plus tôt et +3,8% en juillet) du fait des canicules et sécheresses qui ont raréfié les fruits et légumes de fin d'été. **Le prix du bœuf et veau poursuivait sa décélération, à +8,1% sur un an en août (dernière donnée connue) contre +9,4% deux mois plus tôt.**



Disponibilités intérieures de viandes bovines réduites

Les disponibilités intérieures de bœuf et de veau ont reculé de 1,4% /2025 entre janvier et août 2026, pour un total de 903 000 téc (-13 000 téc). Les abattages CVJA de gros bovins et de veaux ont reculé de 2% sur huit mois selon le SSP (-19 000 téc) et les importations de 6% (-14 000 téc) tandis que les exportations se réduisaient de 15%.

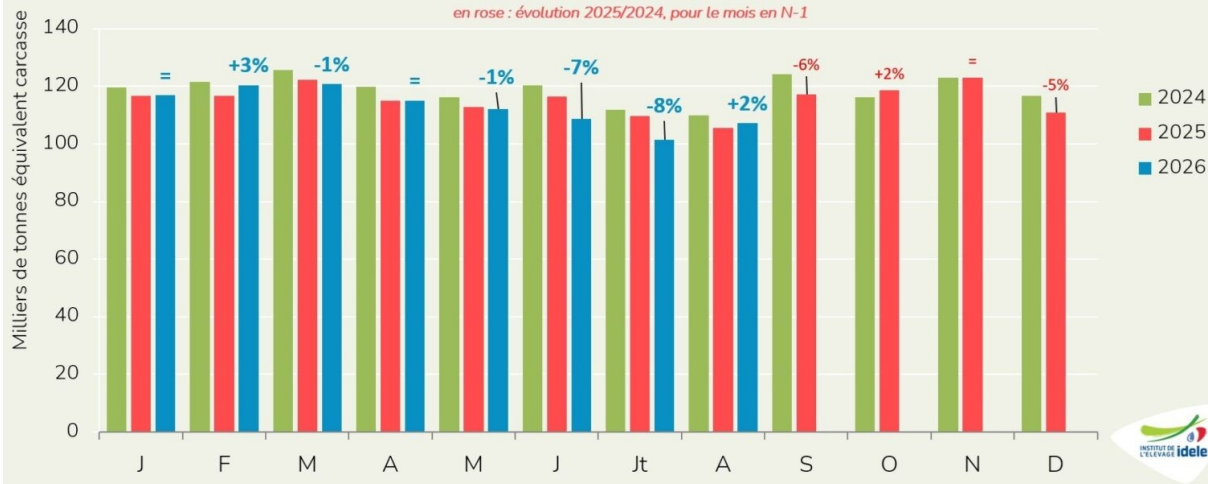
Attention, ce calcul ne tient pas compte des variations de stocks de viande en abattoir qui peuvent influencer sur les volumes d'un mois sur l'autre ou sur de plus longues périodes.

Consommation apparente de viandes bovines en France, calculée par bilan

Source : GEB-Idele d'après SSP (et Douanes pour le dernier mois affiché)

en bleu : évolution 2026/2025 pour le mois

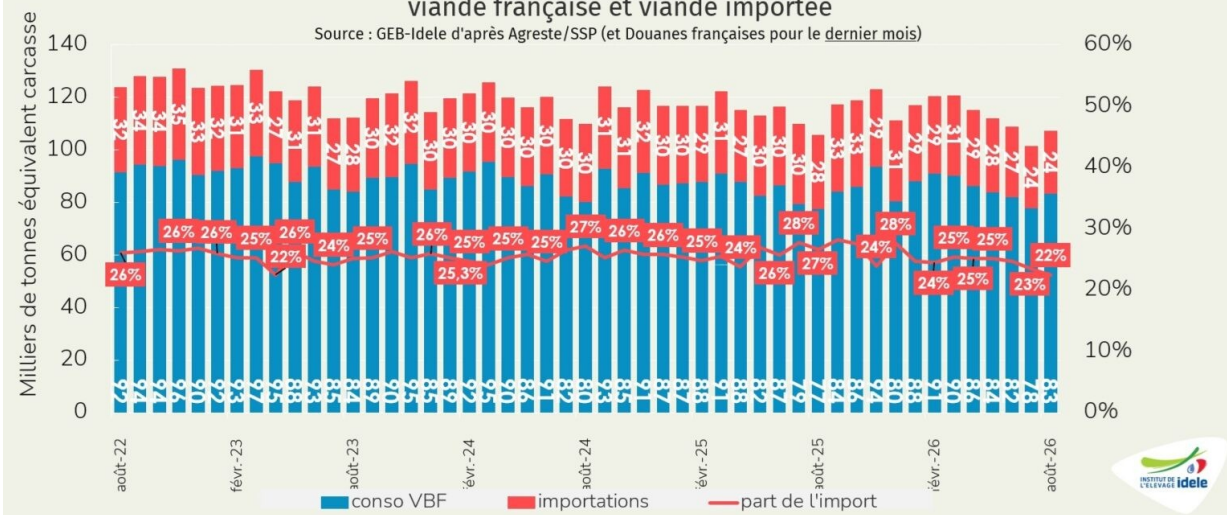
en rose : évolution 2025/2024, pour le mois en N-1



La forte baisse des importations depuis le début de l'année (-14 000 téc) a entraîné **une baisse de la part des imports dans la consommation en cumul depuis le début de l'année, à 24%,** contre 26% en 2025 sur la même période.

Consommation apparente de viandes bovines : viande française et viande importée

Source : GEB-Idele d'après Agreste/SSP (et Douanes françaises pour le dernier mois)



Depuis l'entrée en vigueur du Brexit commercial début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. Plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas, afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

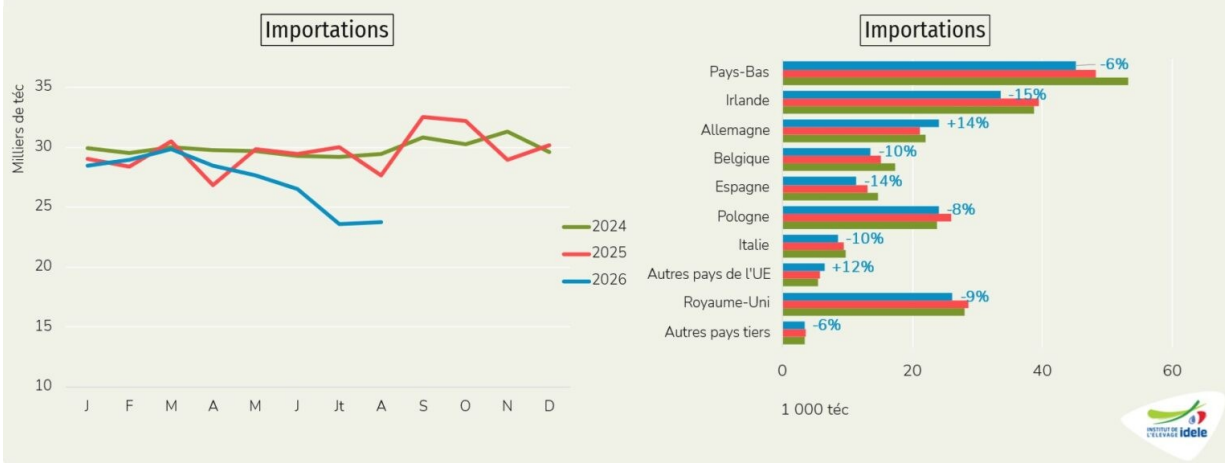
Les importations de viande ont plongé en été

De janvier à août 2026, les importations de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée se montaient à 217 000 téc, en recul de 6% /2025. Les importations ont particulièrement reculé en juin (-10% /2025), juillet (-21%) et août (-14% par rapport à un mois d'août 2025 déjà en forte baisse). Les importations d'août 2026 ont été d'autant plus faibles que les abattages ont progressé en France ce mois-là de 5% en gros bovins (dont +12% en vaches laitières et +3% en jeunes bovins laitiers) et de +1% en veau selon le SSP.

Importations françaises de viande bovine* et provenances (8 mois)

*viande réfrigérée, congelée et transformée

Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



En cumulé sur huit mois, les importations ont reculé depuis de nombreux partenaires :

- **les Pays-Bas, premier fournisseur de la France**, à 45 000 téc (-6% /2025, -3 000 téc),
- **l'Irlande : -15%** /2025 (-6 000 téc), à 33 500 téc. Sur la même période, la production de viande bovine irlandaise issue de vaches a reculé de 7% selon Eurostat.
- **le Royaume-Uni (-9%, -2 500 téc)** à 26 000 téc.
- **la Pologne (-8% /2025, -2 000 téc)**, à 24 000 téc, la production de viande bovine polonaise reculant de 9% sur la même période.
- **la Belgique (-12%)**, à 13 500 téc.
- **l'Espagne (-14%, -2 000 téc)** à 11 000 téc, le pays exportant davantage de viande de jeunes bovins vers l'Italie (+7% /2025, +1 500 téc), la Grèce (+22%, +2 000 téc) et vers l'Algérie (+9% /2025, +1 500 téc). De plus, les abattages de vaches espagnoles, autre catégorie de viande exportée vers la France, ont reculé de 4% au cours des sept premiers mois de l'année.
- **l'Italie: -10%**, -1 000 téc, à 8 500 téc.
- **depuis les pays tiers hors Royaume-Uni (-6% /2025)** pour un total modéré de 3 500 téc, **surtout de la viande uruguayenne** (1 400 téc, +26% /2025). Les origines brésilienne (1 400 téc, -20% /2025) et argentine (300 téc, -42% /2025) reculaient nettement.

Depuis le début de l'année, nos importations n'ont progressé que depuis l'Allemagne (+14% /2025 ou +3 000 téc) à 24 000 téc. La viande de réforme allemande a profité d'un différentiel de prix avec le prix français (48 cts/kg éc en moyenne depuis le début de l'année).

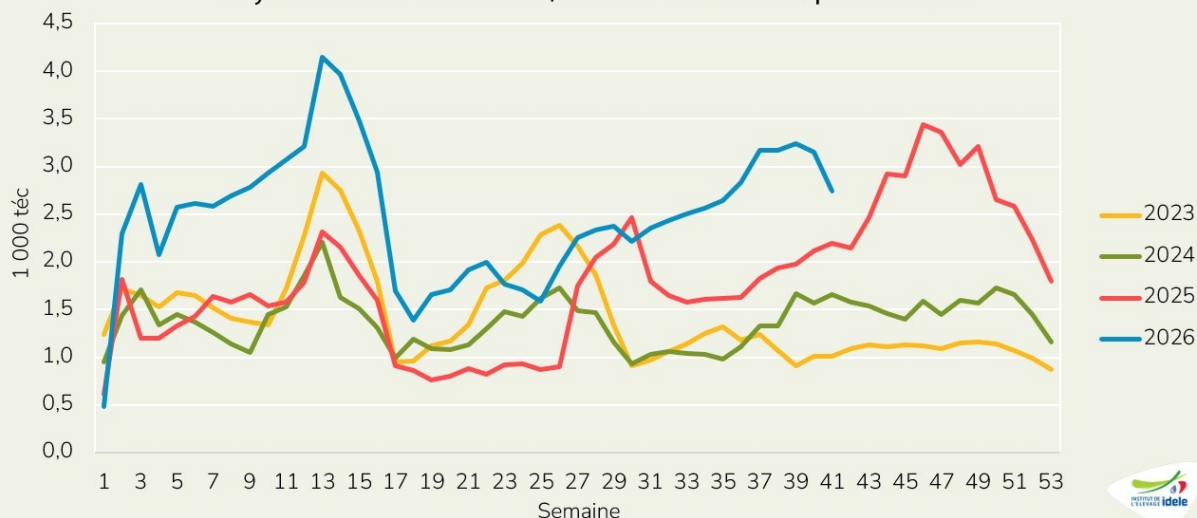
Les importations de viande bovine brésilienne commencent à refluer en UE

L'importation de viande brésilienne a été suspendue en UE depuis le 3 septembre du fait de la traçabilité incomplète des traitements antibiotiques sur l'ensemble de la durée de vie des bovins brésiliens (limitée à 90 jours actuellement), ce qui ne permet pas une lutte efficace contre l'antibiorésistance. Les viandes expédiées avant le 3 septembre sont cependant valablement importables.

Depuis la semaine 40 (semaine du 28 septembre), la base de données de la DG Taxud indique une baisse des imports de viande bovine brésilienne en UE, qui pourraient se tarir dans les prochaines semaines en tenant compte des trois semaines à un mois de trajet en bateau et du temps de dédouanement en arrivant dans les ports européens.

Importations hebdomadaires de viande bovine de l'UE-27 depuis le Brésil

Moyenne mobile 4 semaines / source : GEB-Idele d'après DG Taxud

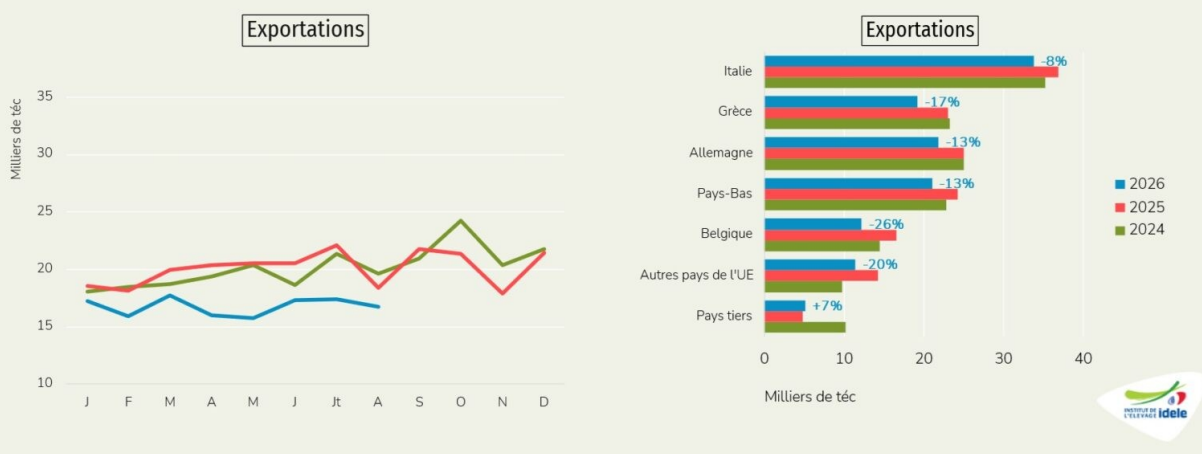


Les exportations françaises de viande bovine reculaient moins en août

En août 2026, les exportations françaises de viande bovine ont reculé de 9% par rapport à un mois d'août 2025 en net retrait. **En cumul sur les huit premiers mois de l'année, les expéditions françaises de viande bovine ont atteint 134 000 téc, en recul de 15% /2025 (-25 000 téc) et de 13% /2024.** L'écart de prix entre le jeune bovin français et allemand lui était défavorable sur le marché intracommunautaire jusque début août, où les prix allemands ont entamé une belle remontée, rattrapant ainsi le niveau de prix français depuis mi-septembre (semaine 38) (lire notre article sur les jeunes bovins).

Exportations françaises de viande bovine* et destinations (8 mois)

*viande réfrigérée, congelée et transformée
Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



En cumul de janvier à août 2026, les exportations françaises de viande bovine ont reculé vers :

- **l'Italie (-8% /2025** ou -3 000 téc par rapport au bon début de l'année 2025), à 34 000 téc,
- **vers l'Allemagne (-13% /2025**, -3 000 téc) à 21 000 téc,
- **vers les Pays-Bas (-13% ou -3 000 téc)** à 21 000 téc, en relation avec le recul des imports depuis le Royaume-Uni de 2 500 téc (flux de réexport),
- **vers la Grèce (-17% /2025**, -4 000 téc) à 19 000 téc. L'inflation à deux chiffres sur le bœuf en Grèce qui perdure depuis mars 2025 limite la demande.
- **vers la Belgique (-26% /2025)** à 12 000 téc,
- **vers les autres pays de l'UE (-20% /2025)** à 11 500 téc, notamment vers le Portugal et l'Espagne.

Seuls les envois vers les autres pays tiers, en dehors du Royaume-Uni, ont progressé (+7% /2025) à 5 000 téc, principalement vers la Suisse (+11% à 1 400 téc).

Viandes bovines » Gros bovins » France »

France : Légère hausse du cheptel allaitant au 1er septembre

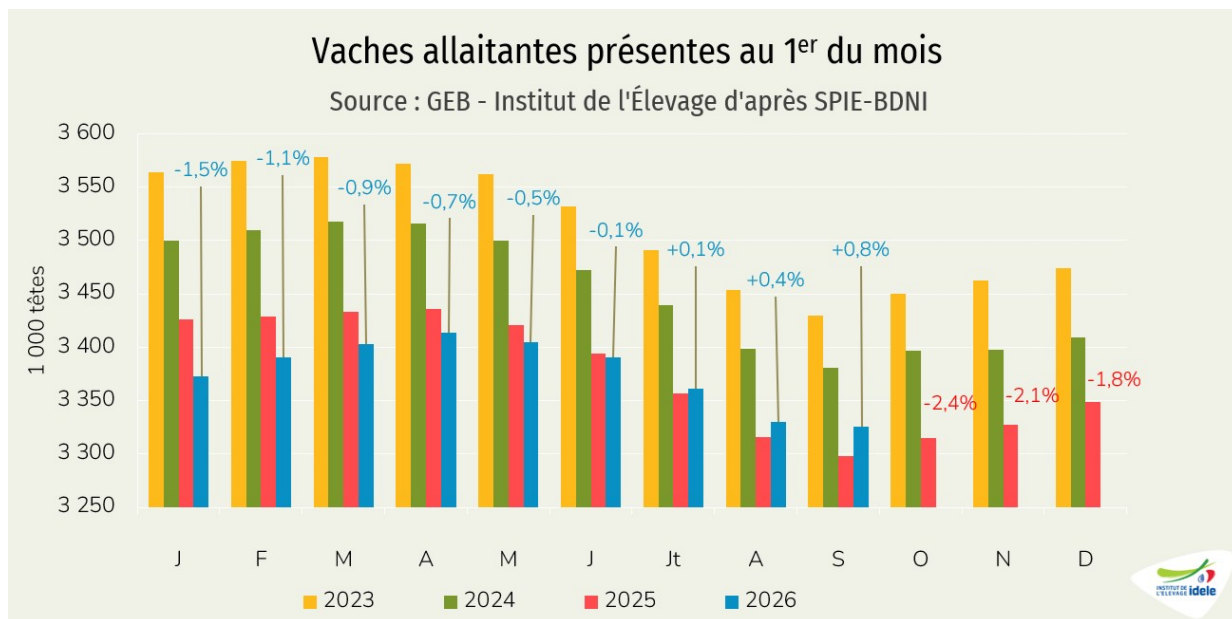
Dernière révision le 20 octobre 2026

Le cheptel allaitant confirme sa reprise après dix ans de décapitalisation. Les réformes allaitantes demeurent jusqu'ici très ralenties ce qui permet aux cours de résister à la baisse saisonnière. Les réformes laitières un peu plus nombreuses pèsent sur les prix des vaches les moins conformées. Les cours des jeunes bovins affichent une

hausse modeste face à des coûts en forte hausse.

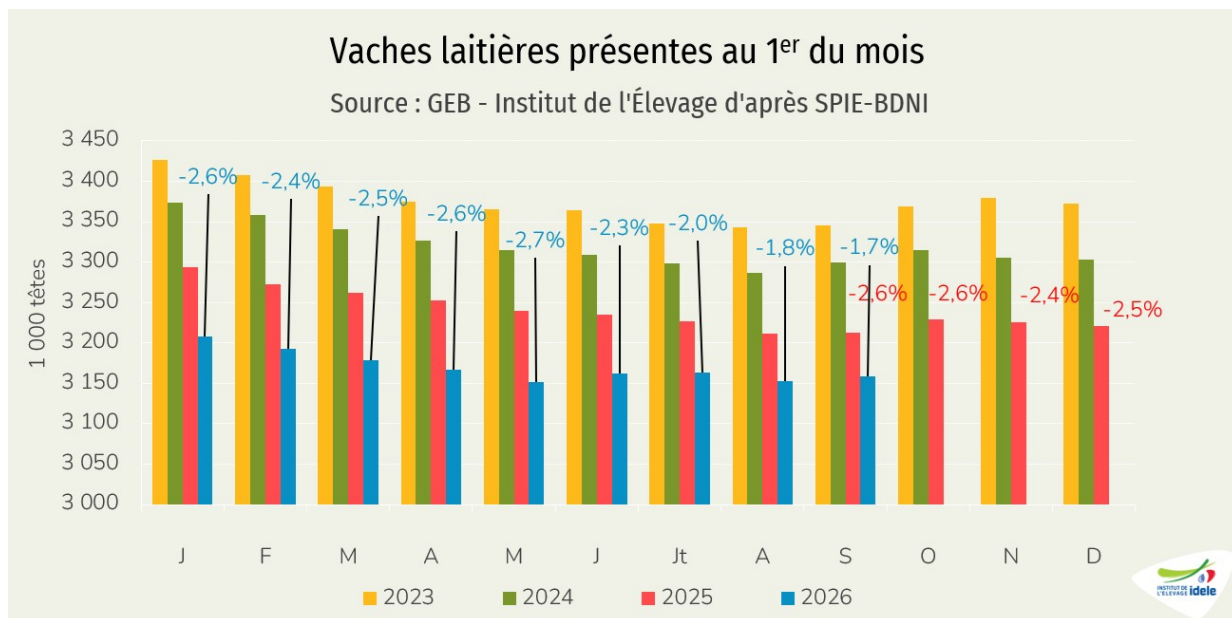
+0,8% pour le cheptel allaitant au 1er septembre

La décapitalisation allaitante a ralenti de façon continue depuis l'été 2025, grâce à la progression du prix des animaux et au retour d'une meilleure fertilité après les épisodes de maladies vectorielles. La tendance à la baisse du cheptel **s'est même inversée cet été**. Déjà en hausse de 0,4% au 1er août, **le nombre de vache allaitantes affichait une progression de 0,8% sur un an au 1er septembre**. À 3,326 millions de têtes, le nombre de vaches allaitantes restait toutefois inférieur de 1,6% à son niveau d'il y a deux ans et de 16% à celui d'il y a dix ans (-653 000 têtes).



Les abattages ayant été très limités en septembre, cette inversion de tendance pourrait être confirmée au 1er octobre.

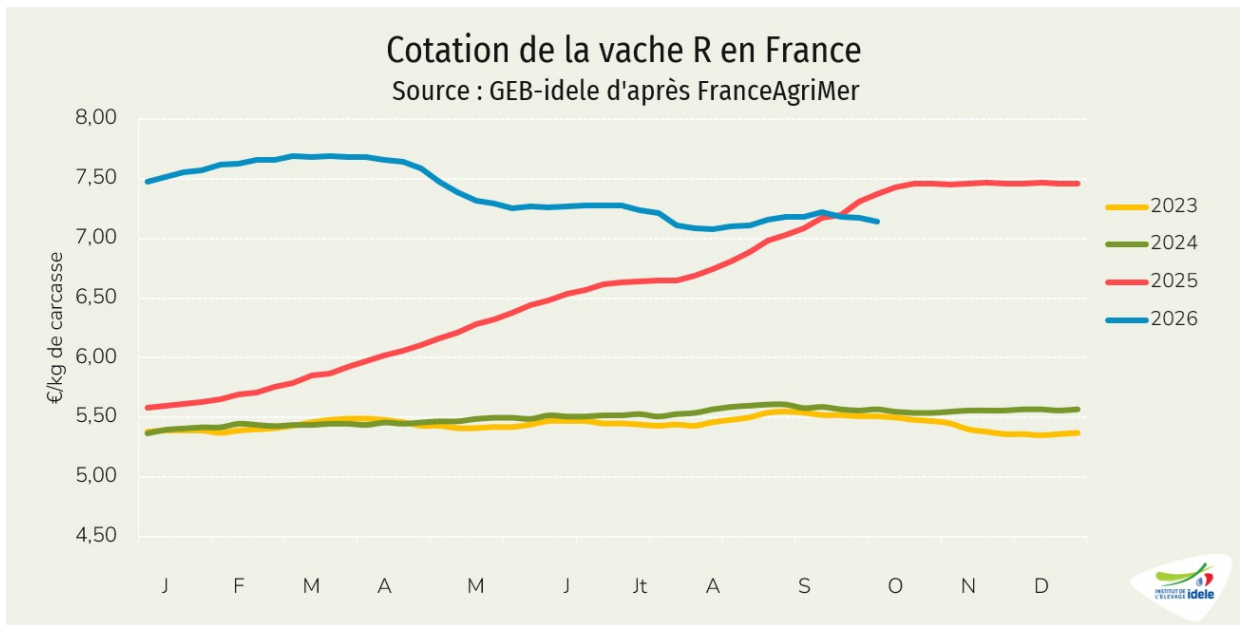
Le cheptel de vaches laitières restait en recul, mais la baisse continue de ralentir malgré les abattages dynamiques, grâce à de nombreuses entrées de génisses. Au 1er septembre, le cheptel français comptait 3,159 millions de vaches laitières (-1,7% /2025 et -4,3% /2024).



Peu de réformes allaitantes, les prix résistent

Comme depuis le début de l'année, les **abattages de vaches de type viande sont restés très ralentis** jusqu'au 10 octobre. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev sur les semaines 34 à 41, les effectifs abattus affichaient une baisse de 8,4% /2025, compensée partiellement par une hausse de 1,7% du poids moyen.

Ceci permet aux cotations des vaches de type viande de résister à la baisse saisonnière.

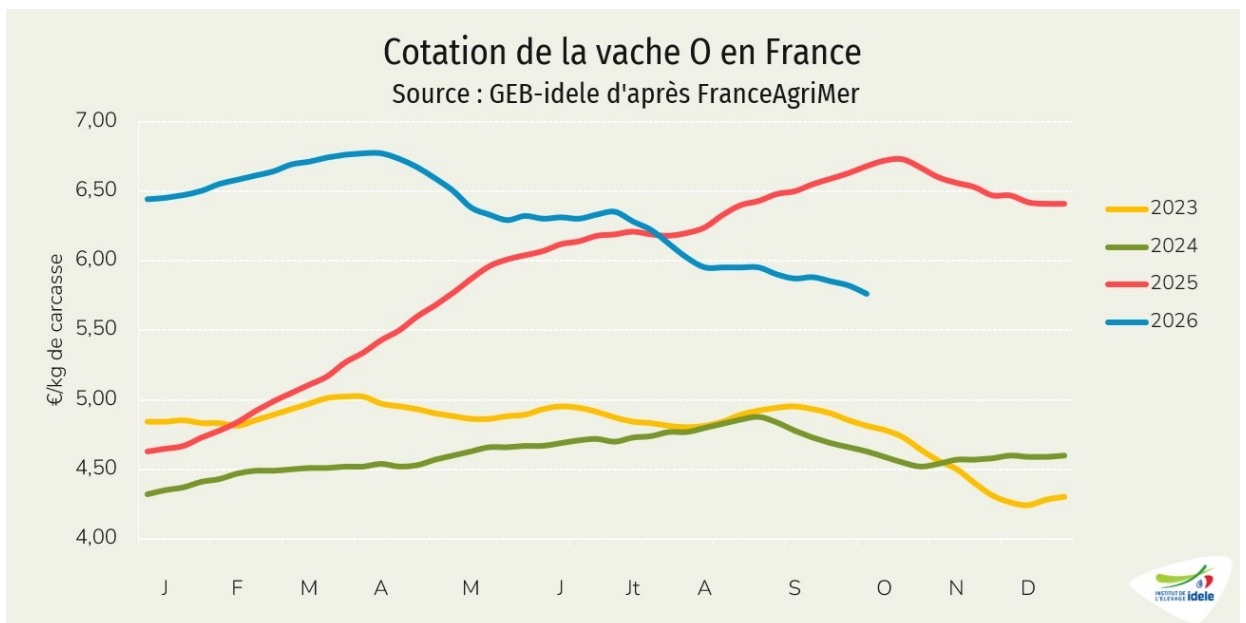


La cotation de la **vache R** a toutefois perdu 4 centimes en un mois pour s'établir à **7,14 €/kg de carcasse en semaine 41** (-3% /2025 mais toujours +18% /2024). Celle de la **vache U standard** a perdu 3 centimes, à **7,81 €/kg en semaine 41** (+2% /2025 et +28% /2024).

Les cotations des laitières sous pression

Les réformes laitières sont un peu plus nombreuses depuis la mi-août. Sur les semaines 34 à 41, les effectifs abattus ont été supérieurs de 5,6% à leur niveau de 2025 d'après Normabev, avec un poids moyen qui restait en hausse de 0,3% d'un an sur l'autre. Ceci vient équilibrer les baisse d'abattage dans les autres catégories.

Cette offre supplémentaire pèse quelque peu sur les cours. Les cotations des vaches laitières poursuivent leur baisse amorcée au cœur de l'été.



En semaine 41, la **vache O** avait perdu 19 centimes en huit semaines pour coter **5,76 €/kg de carcasse** (-14% /2025 mais toujours +24% /2024). La **vache P** avait perdu 13 centimes, à **5,33 €/kg** (-18% /2025 mais +24% /2024).

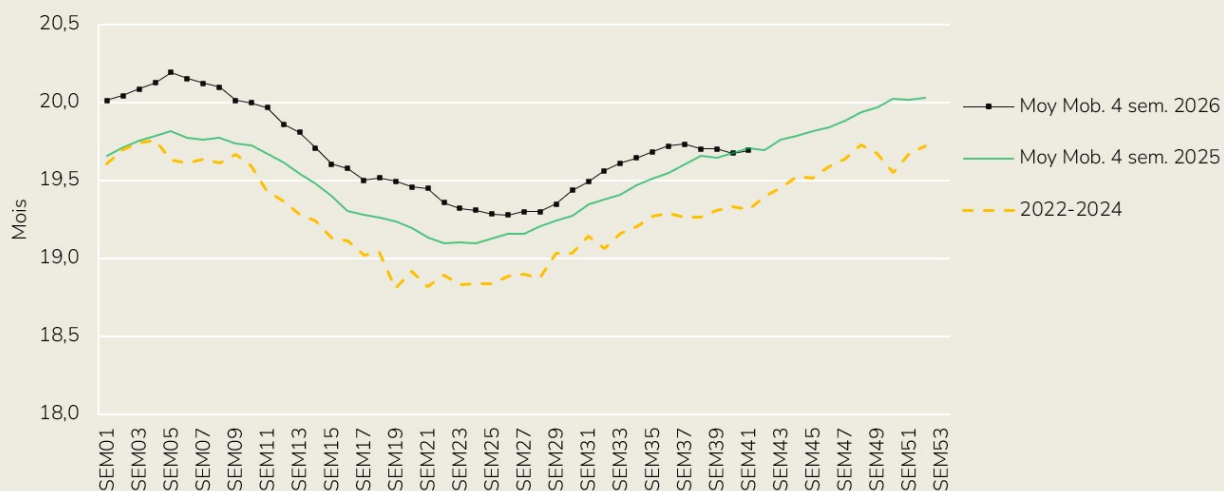
Des sorties de jeunes bovins dynamiques

Les abattages de jeunes bovins sont très dynamiques depuis fin août, ce qui a permis de répondre à une demande européenne qui se renforçait avec la rentrée de septembre. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, **le nombre de jeunes bovins de type viande abattus sur les semaines 34 à 41 était supérieur de 4,3% à son niveau de l'an dernier.**

Le **poids moyen** affichait en outre une hausse significative (**+2,8%**) probablement liée aux prix élevés des bovins maigres en 2025. En revanche, alors que l'**âge moyen** était plus élevé qu'en 2025 de l'ordre de 6 à 9 jours jusqu'à la fin de l'été, cet écart s'est réduit à zéro à partir de fin septembre, témoignant probablement de quelques sorties anticipées.

Age moyen à l'abattage des jeunes bovins de type viande

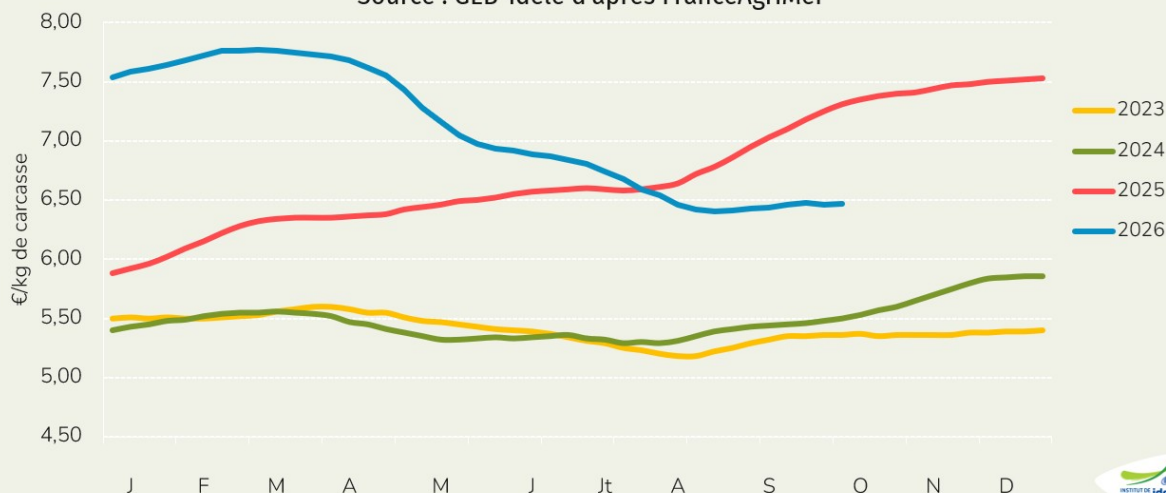
Source : Normabev, abattoirs de plus de 1500 tonnes



Les **cotations des jeunes bovins** ont regagné quelques centimes depuis l'été grâce à la remontée des prix en Italie et en Allemagne mais restent à la traîne par rapport à leurs homologues (lire notre article sur les jeunes bovins en Europe).

Cotation du jeune bovin U en France

Source : GEB-idele d'après FranceAgriMer

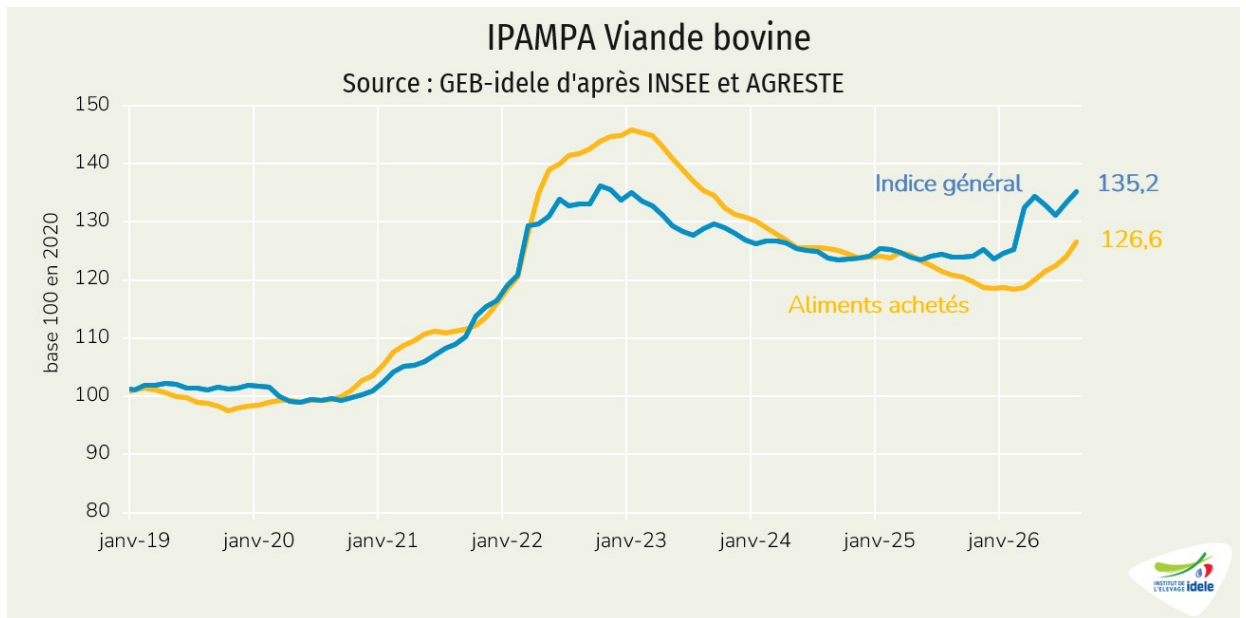


La cotation française du **jeune bovin U** a légèrement augmenté depuis fin août, à **6,47 €/kg de carcasse en semaine 41** (-11% /2025 mais +18% /2024). Celle du **jeune bovin R** était à **6,28 €/kg** (-12% /2025 et +18% /2024). Celle du **jeune bovin O**, à **5,58 €/kg**, restait sous la pression de la baisse des laitières (-16% /2025 et +18% /2024).

Hausse des prix des intrants

Les prix de l'énergie et des engrais ont flambé en mars avec le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz. Ils ne sont pas redescendus depuis et pèsent sur les coûts de production.

L'**IPAMPA viande bovine** (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) a **encore augmenté en août**. Il a atteint 135,2 (+9,2%/ août 2025). La flambée des postes énergie et lubrifiants (+59% /2025) et engrais et amendements (+15%) explique l'essentiel de la hausse. Le poste aliments achetés affichait quant à lui une augmentation de 5% /2025, hausse non négligeable pour les nombreux éleveurs qui pourraient être contraints d'acheter davantage d'aliment compte tenu des bilans fourragers tendus.



À noter, l'IPAMPA ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux ou les coûts des travaux par tiers, qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2024. Compte tenu de l'inflation de plus de 2% constatée en mai, le SMIC a été revalorisé automatiquement de 2,42% à partir du 1er juin, portant le montant brut horaire à 12,31 €.

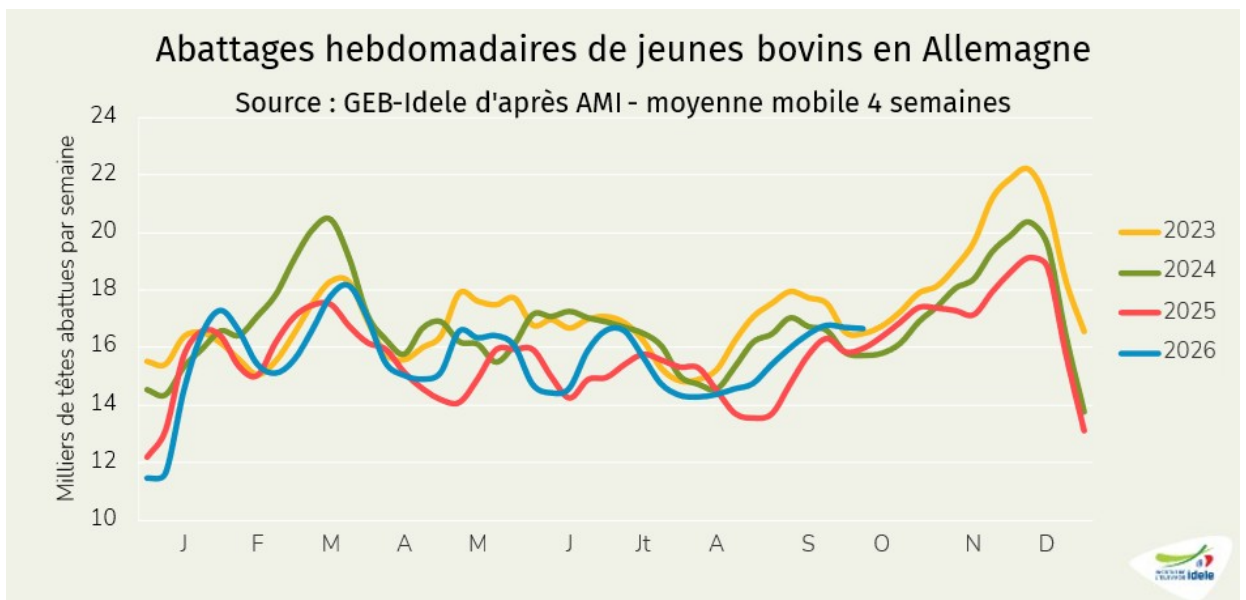
Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Un marché européen hétérogène

Dernière révision le 20 octobre 2026

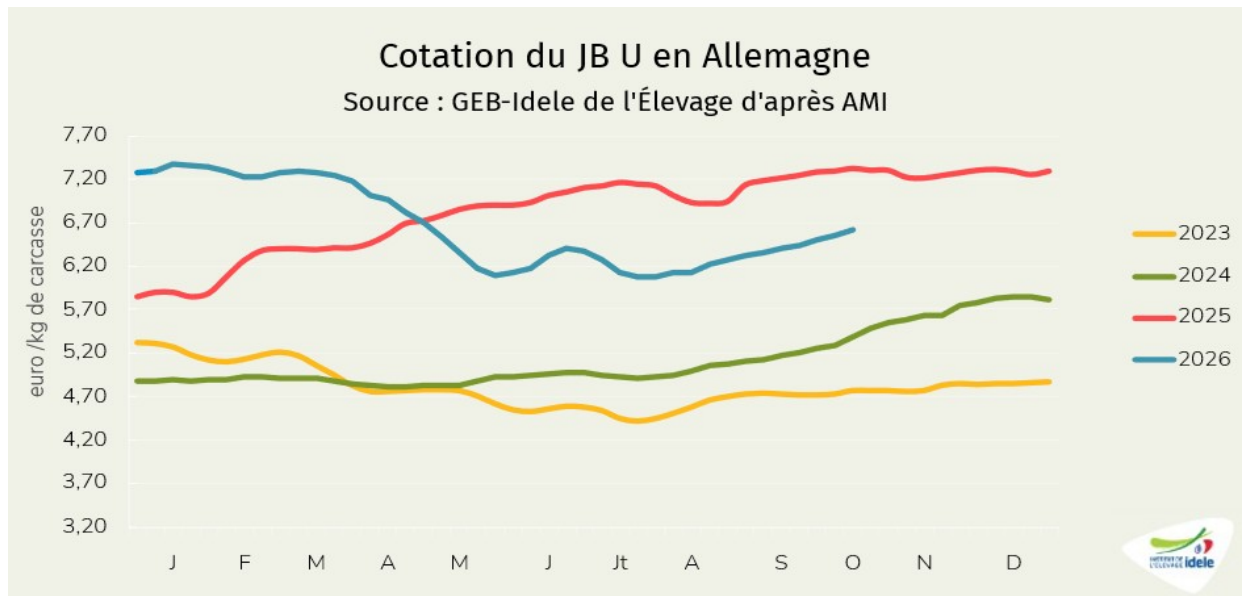
Le regain de dynamisme se poursuit sur le marché allemand mais s'est quelque peu essoufflé en Italie et en Espagne.

Allemagne : regain de consommation

Après un début d'été en recul, les abattages de jeunes bovins se raffermissent depuis août.



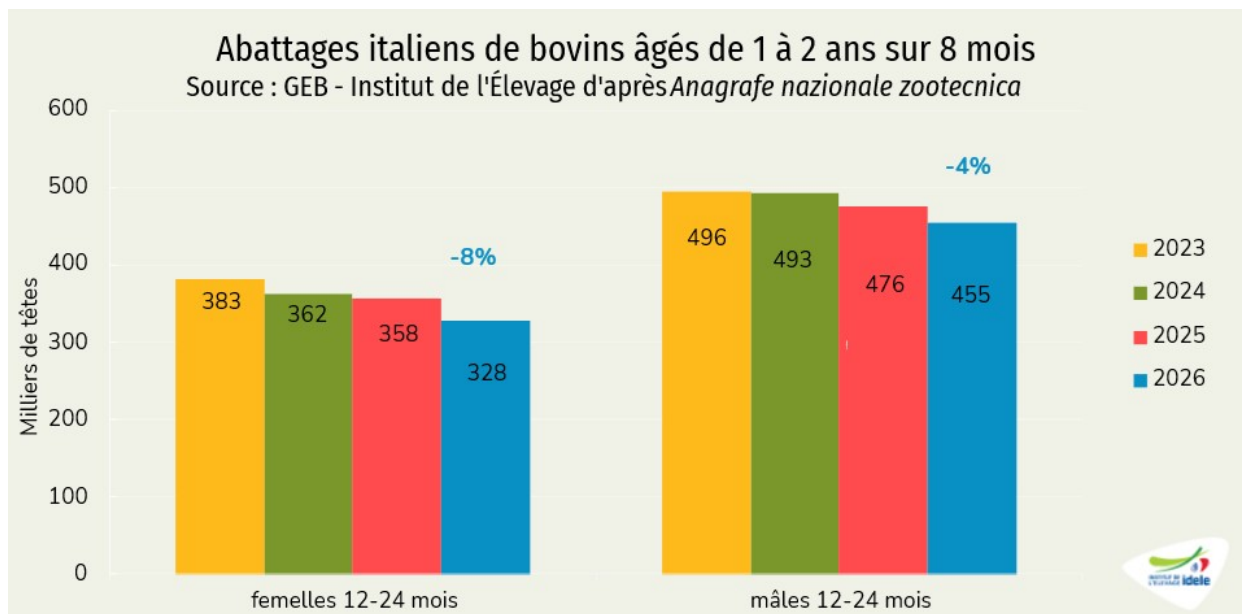
Sur les 4 dernières semaines (semaines 38 à 41), les abattages étaient en hausse de 4% sur un an, et repassaient au-dessus de leur niveau de 2024 à partir de la semaine 38 dans un contexte de reprise de la consommation en Allemagne après la période estivale. Cette dynamique de la consommation maintient les cours à la hausse sur les jeunes bovins.



En semaine 41, le jeune bovin U cotait à 6,62 €/kg de carcasse, en hausse de 3% sur un mois. Le niveau reste inférieur de 10% à celui de 2025 mais est largement au-dessus de celui de 2024 (+23%).

Italie : disponibilités limitées

Les abattages italiens sont en baisse sur les huit premiers mois de l'année, en partie en raison de la moindre disponibilité des broutards français depuis l'automne 2025, qui limite les entrées de jeunes bovins dans la filière d'engraissement italienne, déjà au ralenti.

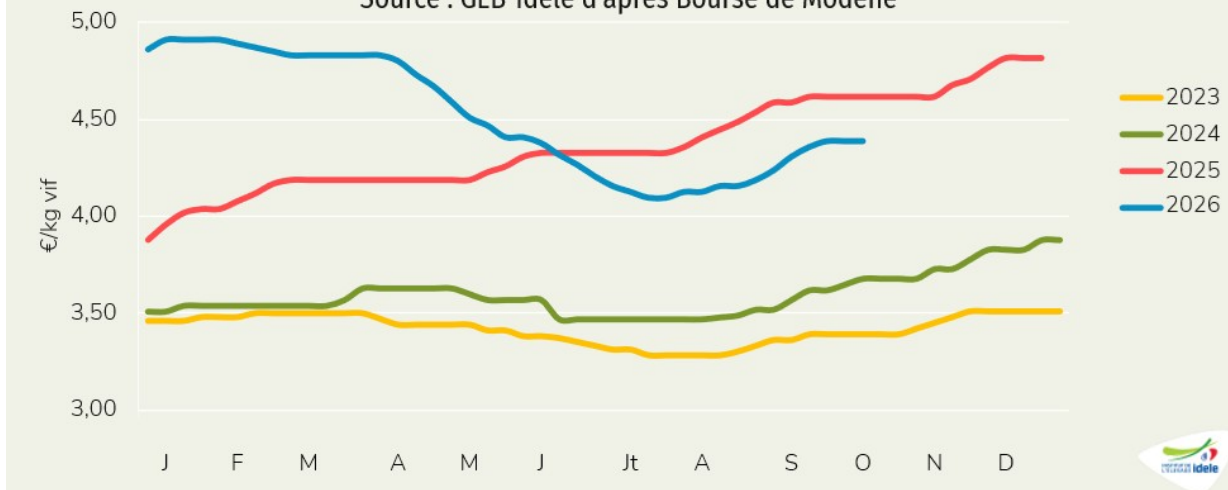


En cumul sur huit mois, 455 000 mâles (-20 700 têtes /2025) et 328 000 femelles (-29 700 /2025) ont été abattus en Italie d'après la base de données nationale d'identification.

À l'automne, les cours des taurillons italiens progressent sur un mois, mais semblent se stabiliser au cours des dernières semaines.

Cotation du JB charolais *Prima Qualità* à Modène

Source : GEB-Idele d'après Bourse de Modène



En semaine 41 à Modène :

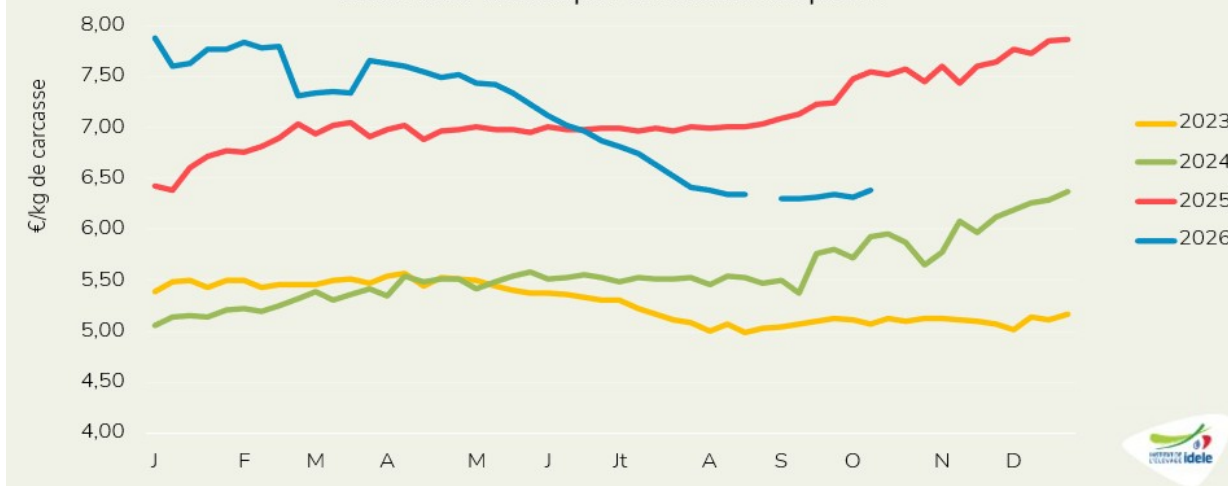
- Le **jeune bovin charolais Prima Qualità** cotait 4,39 €/kg vif, en hausse de 26 centimes sur un mois (-5% /2025 mais toujours +19% /2024),
- Le **mâle limousin Extra de 600-650 kg** cotait 4,91 €/kg vif, en hausse de 19 centimes sur un mois mais toujours en dessous de son niveau de 2025, à -1% (+23% /2024),
- Les **Limousines** sont stables en 2025, à 5,13 €/kg vif en semaine 41 (+3% /2025 et +27% /2024),
- Les **Charolaises** sont en baisse depuis mars, et cotent à 4,56 €/kg vif, en baisse de 2% par rapport à 2025 mais toujours au-dessus de leur niveau de 2024, à +20%.

Espagne : ralentissement des cours

En Espagne, le marché bovin montre quelques signes d'amélioration après la forte pression exercée par l'offre durant l'été. **Les disponibilités pour l'abattage se réduisent progressivement à l'automne** et le stock d'animaux lourds constitué en juillet et août s'est en partie résorbé selon la Bourse agricole et d'élevage Mercorleida S.A. Cette moindre pression de l'offre reste toutefois **insuffisante pour entraîner une hausse généralisée des prix, la demande de viande demeurant peu dynamique**. Les températures encore élevées et des habitudes de consommation qui restent estivales continuent de limiter les ventes.

Cotations du JB U en Espagne

Source : GEB-Idele d'après Commission européenne

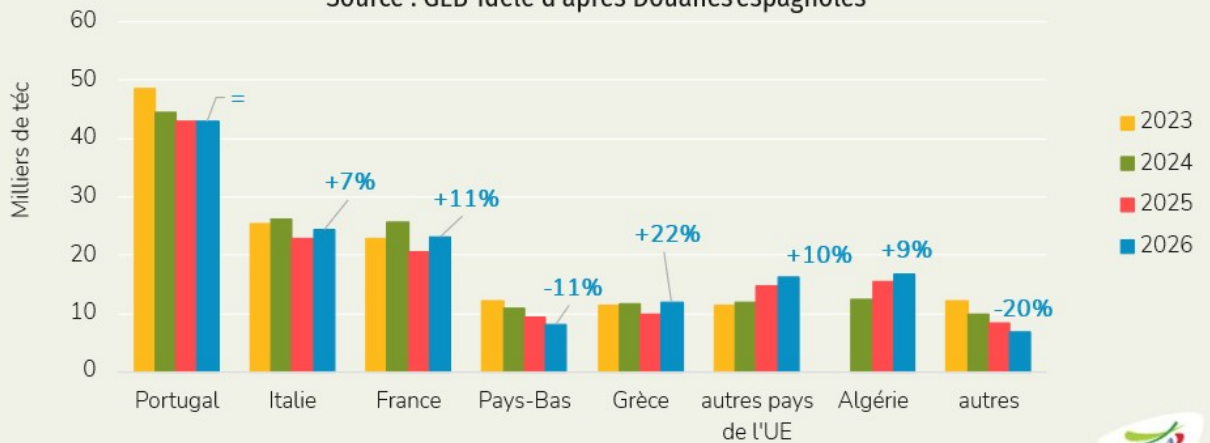


En semaine 41, le jeune bovin U cotait à 6,38 €/kg de carcasse, en hausse de 8 centimes sur un mois (-15% /2025).

Faute de consommation domestique, la viande espagnole a été orientée vers l'export. **Les exportations espagnoles de viande bovine étaient ainsi en forte croissance en juillet**, notamment vers la Grèce (+23% /2025) et l'Algérie (+31% /2025).

Exportations espagnoles de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée entre janvier et juillet (7 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes espagnoles



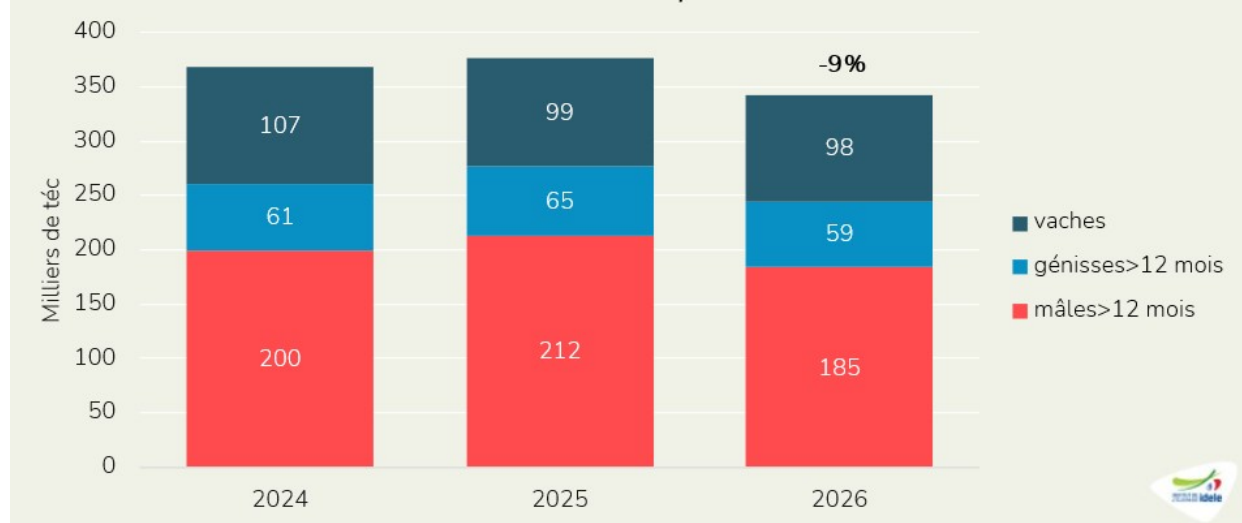
En cumul sur sept mois, les envois espagnols de viande bovine étaient en hausse de 4% /2025, à 150 600 téc. Les échanges vers le pourtour méditerranéen (Italie, Grèce, France, mais aussi Algérie) maintenaient leur croissance, tandis que les envois vers les autres pays tiers étaient toujours en recul, à -23% /2025 (-2 000 téc).

Pologne : réorientation des exportations

Les abattages polonais de gros bovins conservaient leur recul sur les sept premiers mois de 2026, tirés par la baisse des sorties de taurillons.

Abattages de gros bovins en Pologne sur 7 mois

Source : GEB-Idele d'après Eurostat

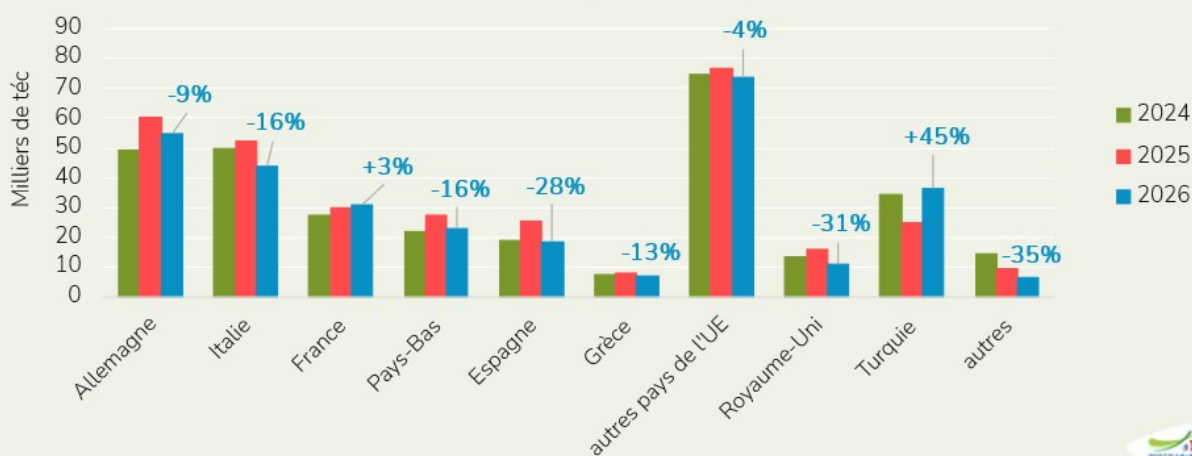


En cumul sur sept mois, seuls 535 000 mâles de plus d'un an ont été abattus, (-15% /2025), entraînant **un recul de la production de viande de taurillon à 185 000 téc** (-13% /2025). À l'inverse, les abattages de femelles sont stables sur huit mois.

À cette baisse durable de production de viande de gros bovins s'ajoute une réorientation des exportations.

Exportations polonaises de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée entre janvier et juillet (7 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes polonaises



Sur les sept premiers mois de l'année, les exportations polonaises de viande bovine restaient en recul vers la plupart des destinations, notamment l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et la Grèce, principaux marchés consommateurs de viande de taurillons. À l'inverse, les envois vers la Turquie progressaient de 45% /2025 (+11 100 t), contribuant à la réorientation des flux au détriment des autres destinations. **Les données plus récentes montrent toutefois un regain des exportations vers l'UE**, en hausse de 3% sur un an en juillet, notamment vers la Grèce et l'Espagne, malgré une nouvelle progression des envois vers la Turquie (+43% /2025).

Viandes bovines » Femelles » Europe »

Marché ferme des femelles en UE

Dernière révision le 20 octobre 2026

Les prix des vaches laitières en UE sont fermes, du fait de l'offre qui reste globalement restreinte, notamment en Allemagne.

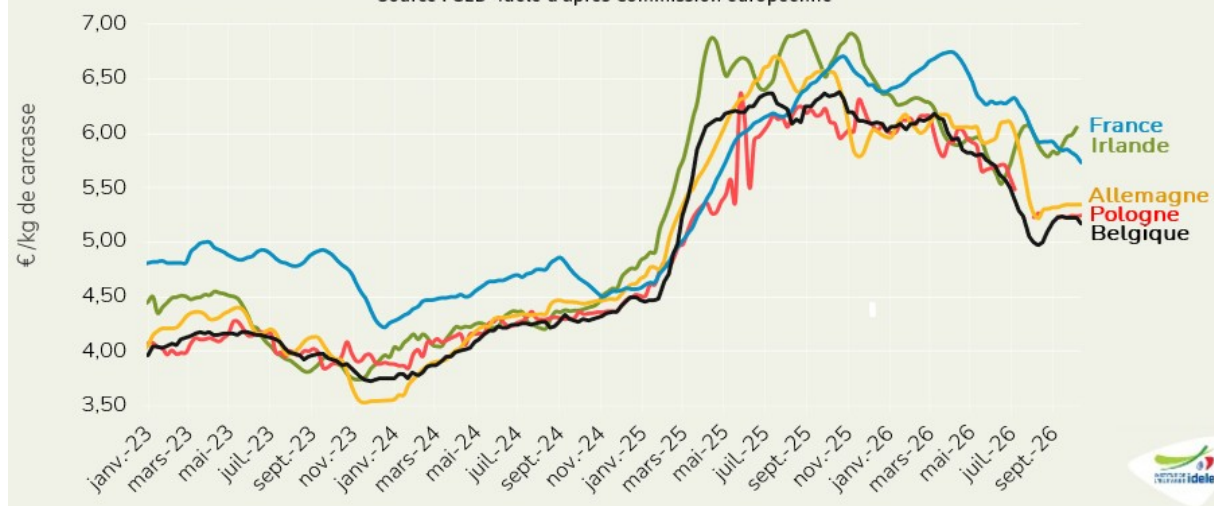
Prix des vaches en UE consolidés

Mi-octobre, les prix se stabilisaient dans de nombreux États membres, et remontaient même un peu en Irlande et aux Pays-Bas. En effet, les effectifs de vaches sont toujours aussi restreints et la fin de l'été caniculaire a pu favoriser une certaine reprise de la consommation en UE après un été atone. **Les variations étaient les suivantes entre début septembre et début octobre (semaines 37 à 41) :**

- La **cotation française de la vache O** s'établissait à 5,73 €/kg éc (-11 centimes en quatre semaines, -14% /2025, mais toujours +24% /2024), voir notre article sur le marché des gros bovins en France,
- La **vache O polonaise**, stable depuis quatre semaines, valait 5,25 €/kg éc en semaine 41 (-14% /2025, mais toujours +21% /2024),
- La **vache O allemande** gagnait un centime en quatre semaines, à 5,35 /kg éc (-18% /2025),
- La **vache O irlandaise** atteignait 6,05 €/kg éc en semaine 41, gagnant 24 centimes en quatre semaines.

Cotations des vaches O dans l'Union européenne

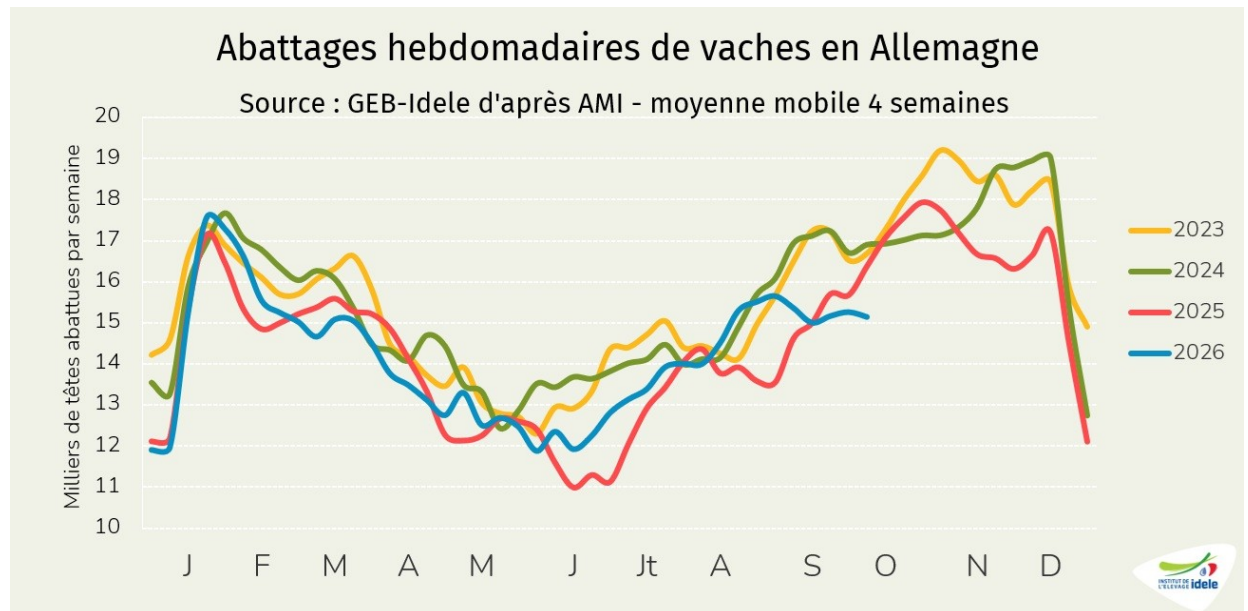
Source : GEB-Idele d'après Commission européenne



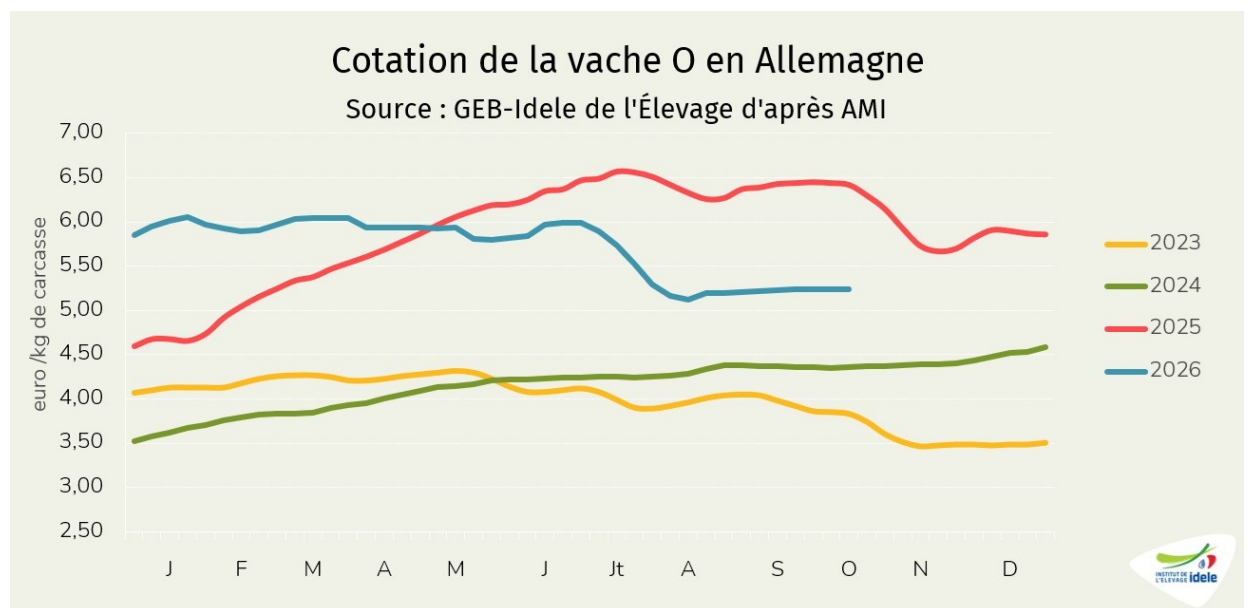
Allemagne : le prix de la vache O stabilisé

De mi-juillet à fin août, les abattages de vaches – presque exclusivement laitières en Allemagne – ont été plus

soutenus qu'en 2025, du fait de la sécheresse extrême qui a réduit la disponibilité en fourrage. **Mais depuis septembre, les abattages ont repris un rythme ralenti, après cette période d'anticipation.** Entre les semaines 38 et 41, les réformes de femelles étaient donc en recul de 8% comparées à 2025 et de 10% comparées à 2024.



Ce nouveau ralentissement des abattages témoigne avant tout du manque de bovins et de vaches en Allemagne. Selon AMI, les quantités de bovins disponibles pour abattage ne sont pas toujours suffisantes pour les abatteurs, avec une certaine hausse de la demande après la fin des canicules. **Le prix de la vache O est donc ferme, gagnant un centime en quatre semaines, à 5,24 €/kg carc en semaine 41**, un niveau en-dessous des maximums historiques de 2025 (-19%) mais encore bien au-dessus du niveau 2024 (+20%).

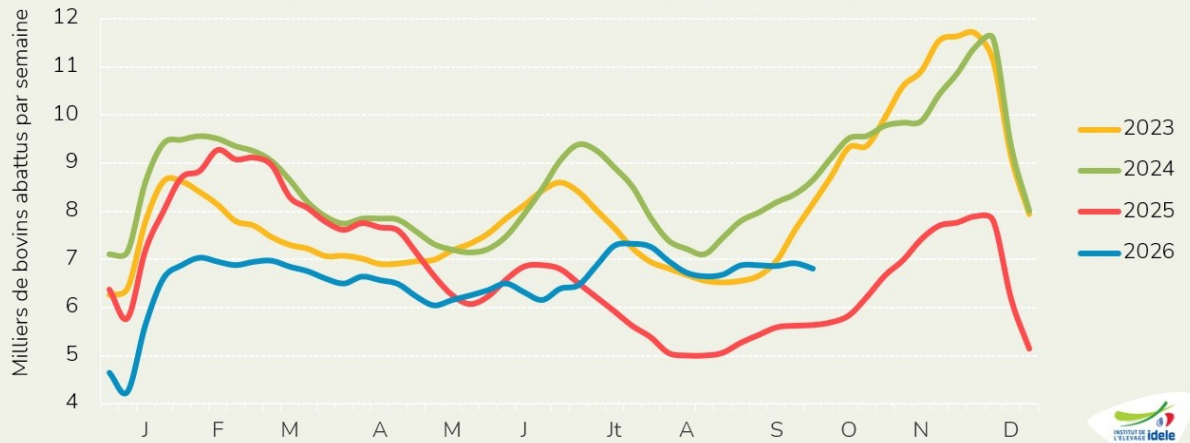


Irlande : le prix de la vache O en hausse

En Irlande, les abattages de vaches se situent depuis l'été à un niveau intermédiaire entre les volumes particulièrement bas de 2025 et ceux des années passées. **De début septembre 2026 à début octobre (semaines 37 à 40), les abattages de vaches étaient ainsi supérieurs à 2025 de 23%, mais en retrait de 17% /2024.**

Abattages hebdomadaires de vaches en Irlande

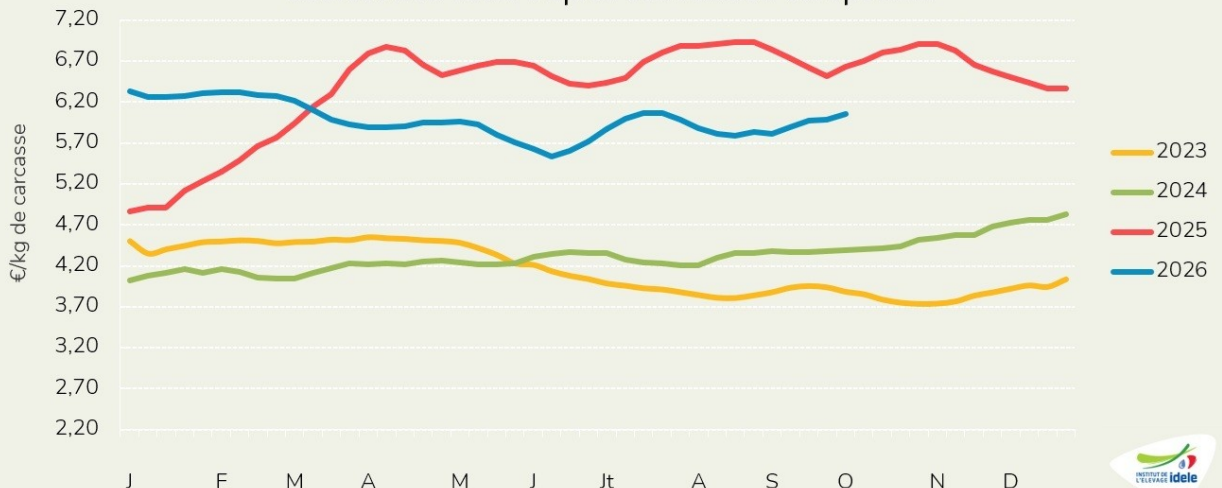
Source : GEB-Idele d'après ministère irlandais de l'Agriculture - Moyenne mobile 4 semaines



Bien que les abattages soient supérieurs à ceux de 2025, le prix de la vache O augmente, car les volumes abattus en Irlande restent modérés alors que la demande export semble plus ferme. On observe en effet dans certains États membres une certaine reprise de la consommation grâce au retour de températures moins élevées. La vache O irlandaise cotait donc 6,05 €/kg carc en semaine 41, gagnant 24 centimes en quatre semaines (-9% /2025 mais encore +38% /2024).

Cotation de la vache O en Irlande

Source : GEB-Idele d'après Commission européenne



En juillet, les exportations de viande bovine irlandaise ont été dynamiques : +6% /2025, à 42 000 téc, grâce à un fort rebond des envois vers le Royaume-Uni (+16%, à 20 000 téc) et vers la France. Ces expéditions plus importantes en juillet avaient tiré les prix des vaches O irlandaises à la hausse, hausse qui a repris depuis septembre.

Exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée, congelée et transformée en juillet (1 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes irlandaises



Cependant, au global sur les sept premiers mois de l'année, les exportations irlandaises étaient en recul de 9% /2025 (-27 000 téc), du fait notamment du recul de la production de viande bovine irlandaise de 4% sur la période (-12 000 téc) et d'envois cumulés plus modérés vers son premier marché, le Royaume-Uni (-8%). Ce dernier ne requiert plus la mention de l'origine de la viande en RHD, ce qui nuit à l'origine irlandaise, au profit de viandes de pays tiers meilleur marché (voir article du Irish Farmer's Journal). Sur sept mois en 2026, l'origine irlandaise a représenté 51% de la viande bovine importée par les Britanniques, contre 64% il y a deux ans, tandis que les pays tiers sont passés de 17% de part de marché à 35% sur la même période au Royaume-Uni.

Enfin, l'Irlande diversifie encore ses envois. Elle vient d'exporter ses premiers volumes de viande bovine vers le Vietnam, après l'ouverture du marché début 2026 (voir article de BordBia).

Viandes bovines » Maigre »

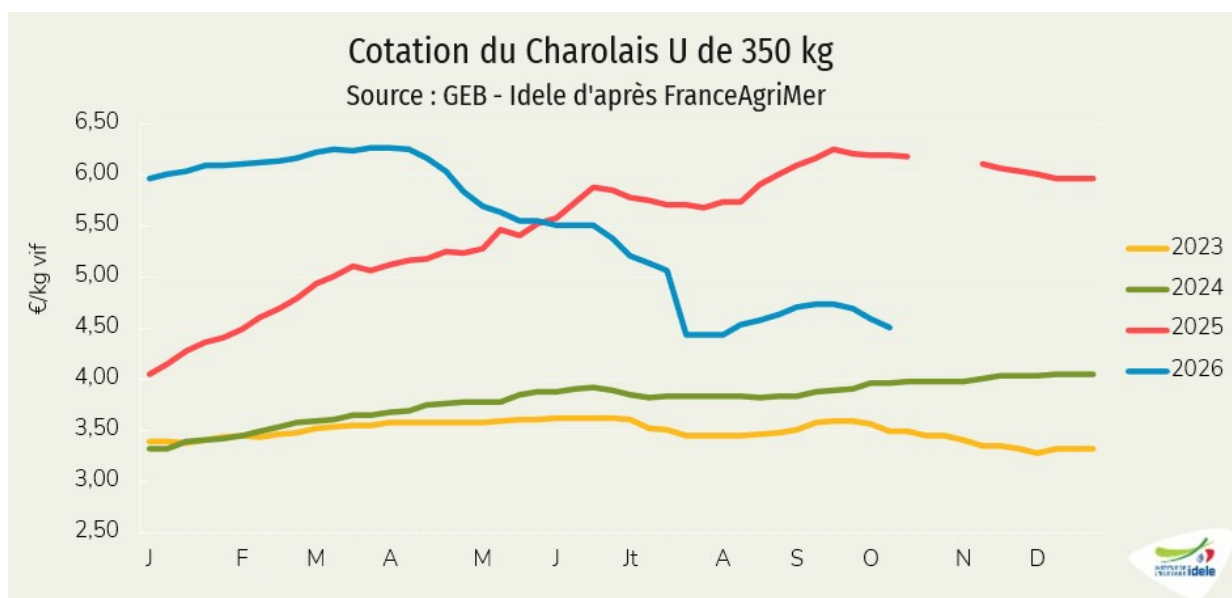
Les prix du brouillard en difficulté

Dernière révision le 20 octobre 2026

Alors que la demande export est sur une bonne dynamique depuis la fin de l'été, les cotations des bovins maigres sont reparties à la baisse sur le dernier mois.

Les cotations en recul à l'entrée de l'automne

Après un léger rebond en septembre, porté par la reprise de la consommation à la rentrée qui a permis de libérer de nombreuses places dans les ateliers d'engraissement, les cotations reculent depuis le début de l'automne. Le recul touche toutes les catégories, y compris les femelles.



En semaine 41 :

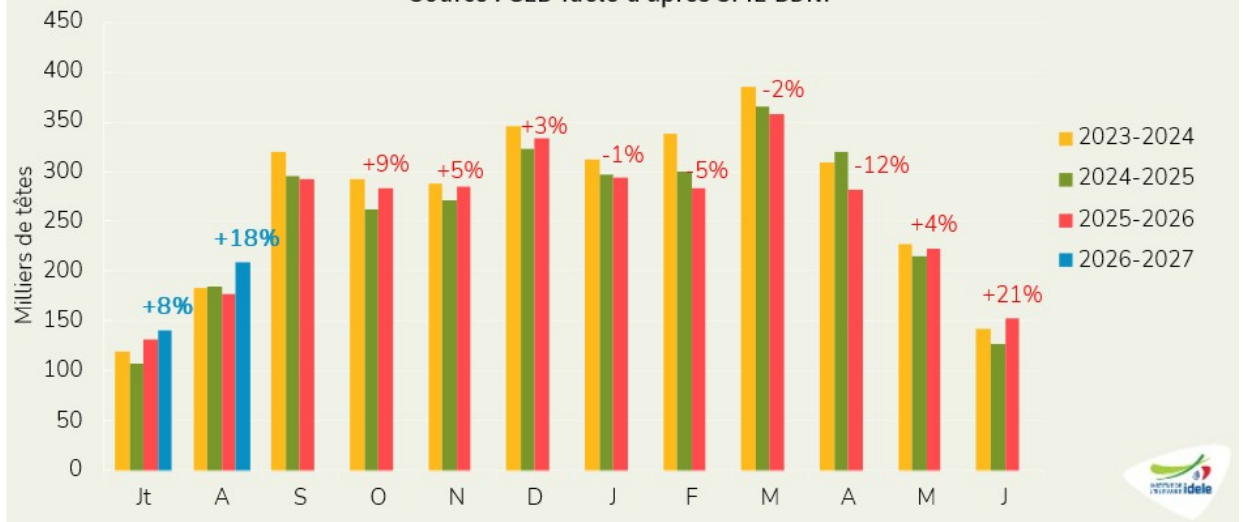
- Le **Charolais U de 350 kg** cotait 4,50 €/kg vif, en baisse de 23 centimes sur un mois,
- Le **Charolais U de 450 kg** cotait 4,15 €/kg vif, avec 24 centimes de moins sur un mois,
- Le **Limousin E de 350 kg** cotait 4,90 €/kg vif, en recul de 10 centimes sur un mois,
- Le **Croisé R de 300 kg** cotait 4,78 €/kg vif, en baisse de 18 centimes sur un mois,
- La **Limousine E de 270 kg** cotait 5,00 €/kg vif, avec 25 centimes de moins sur un mois.

Les naissances dynamiques à la fin de l'été

Les naissances étaient en forte hausse à la fin de l'été 2026, reprenant la tendance des dernières années, ralentie par les épisodes sanitaires, vers davantage de vélages d'automne.

Naissances de veaux de mère allaitante

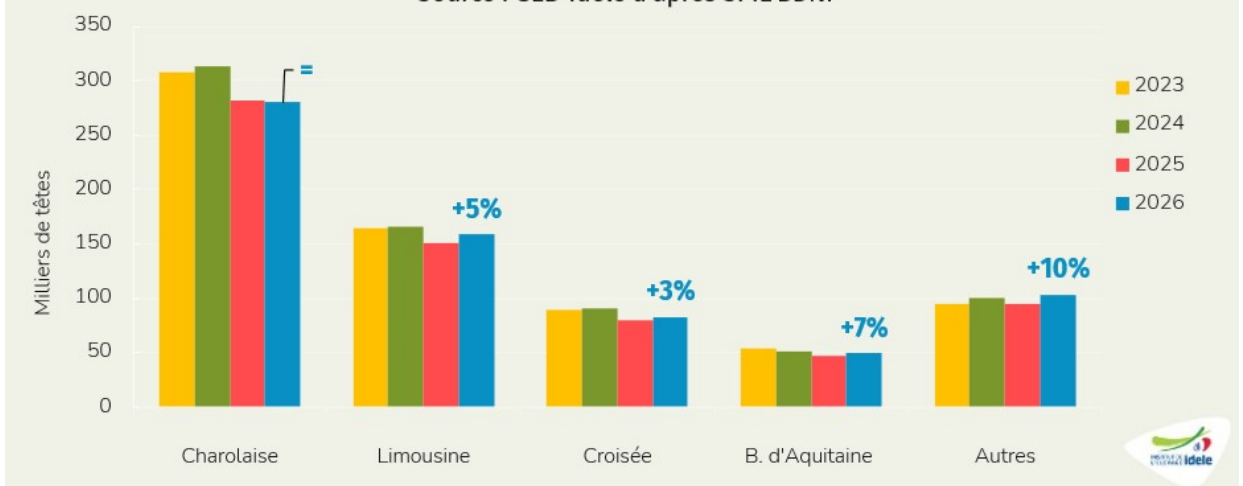
Source : GEB-Idele d'après SPIE-BDNI



Les **naissances de veaux de mère allaitante** ont connu une forte croissance sur le mois d'août, avec 209 000 veaux (+18% /2025, +32 000 têtes, +13% /2024). **En cumul sur huit mois**, les naissances atteignaient 1,945 millions de veaux, en légère hausse de 1% par rapport au cumul 2025 sur la même période, mais toujours en recul par rapport à 2024, à -3%.

Effectifs de mâles de mère allaitante de 6-12 mois, par race, au 1^{er} septembre

Source : GEB-Idele d'après SPIE BDNI



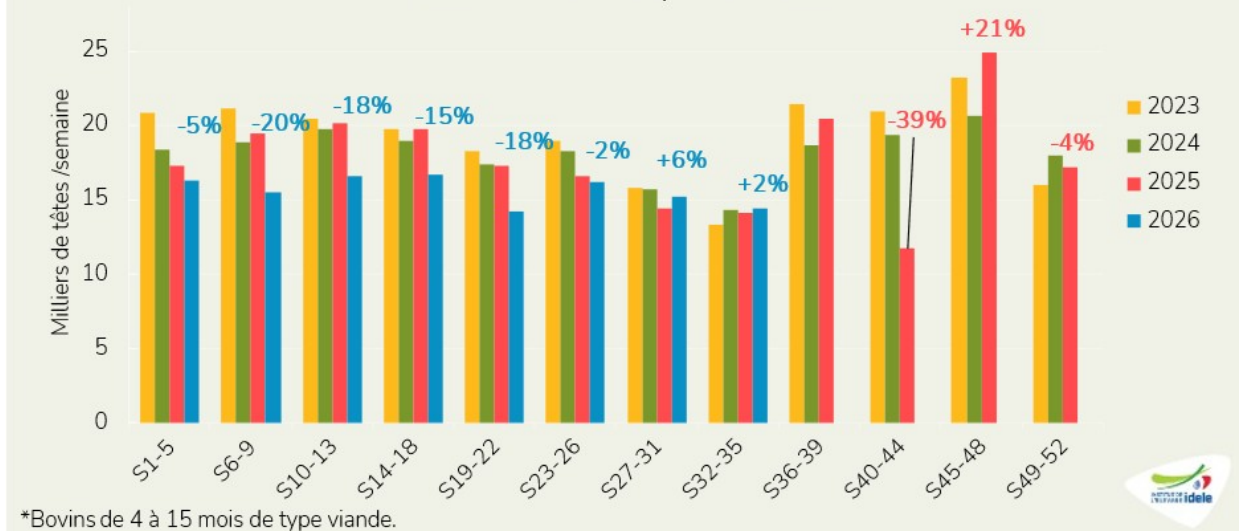
Au 1^{er} septembre 2026, **676 000 mâles allaitants de six à douze mois** étaient présents dans les élevages, soit 3% de plus qu'un an auparavant, mais en retrait de 5% par rapport à 2024. Les **effectifs de mâles allaitants de moins de six mois** étaient en hausse de 4% sur un an, à 635 000 têtes, mais en baisse de 4% comparé à 2024.

Des exportations dynamiques depuis l'été

D'après SPIE-BDNI, les exportations de broutards, très ralenties au 1^{er} semestre du fait du manque de disponibilités, ont retrouvé du dynamisme.

Exportations françaises de broutards* : moyenne hebdomadaire

Source : GEB-Idele d'après SPIE-BDNI

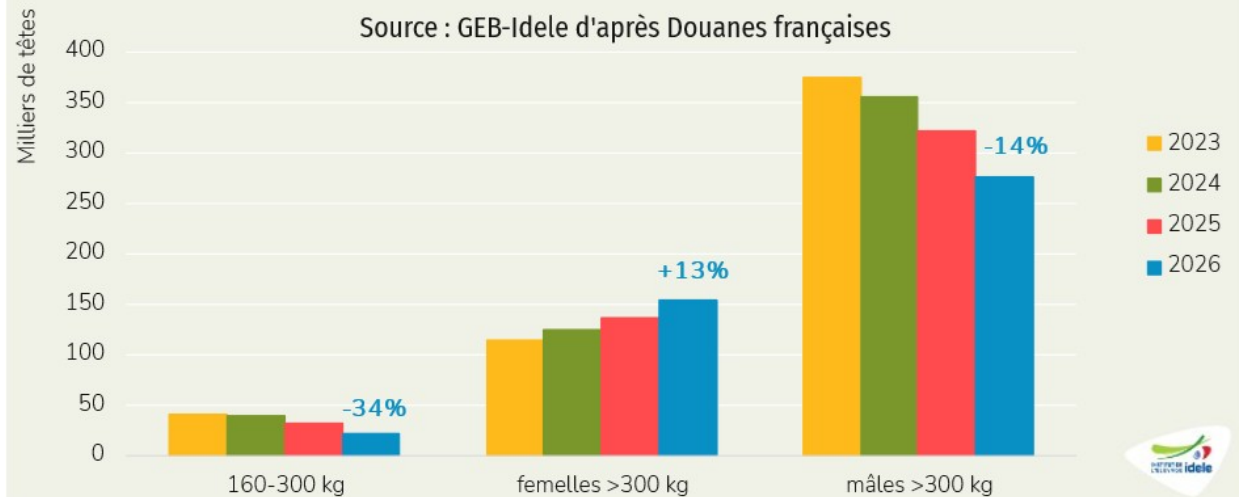


En août (semaines 32 à 35), 57 800 broutards ont été exportés, soit 1 000 têtes de plus qu'en août 2025, période alors affectée par le contexte de la DNC. Néanmoins, les exportations françaises restent en retrait sur l'ensemble de l'année. Les disponibilités limitées en début d'année ont creusé un retard que la reprise des envois n'a pas permis de combler. En cumul jusqu'au 20 septembre, 550 000 broutards ont ainsi été exportés, soit 10% de moins qu'en 2025.

D'après les Douanes, sur les huit premiers mois de l'année, comme pour l'ensemble des destinations, les ventes vers l'Italie ont reculé.

Exportations françaises de broutards vers l'Italie entre janvier et août (8 mois)

Source : GEB-Idele d'après Douanes françaises



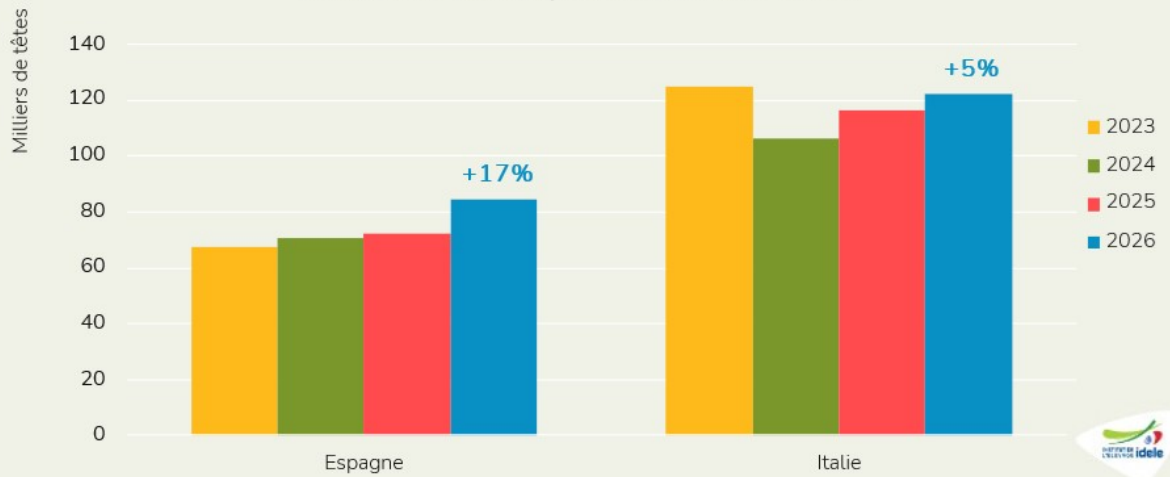
D'après les Douanes, 452 300 broutards ont été exportés vers l'Italie depuis janvier, soit une baisse de 8% /2025 (-11% sur l'ensemble des destinations). Alors que la viande de génisses restait demandée en Italie, **avec des exportations de femelles de plus de 300 kg en hausse sur août**, les envois de mâles lourds souffraient encore du ralentissement des sorties de taurillons.

Mais les besoins liés à la préparation des fêtes de fin d'année pourraient contribuer à redynamiser le marché.

D'après les données TRACES, sur les dernières semaines, les exportations vers l'Italie sont orientées à la hausse.

Envois français de bovins vifs vers l'Espagne et l'Italie des semaines 36 à 41

Source : GEB-Idele d'après DGAL, données TRACES



Du 31 août au 11 octobre, 122 200 bovins de tous types ont été exportés vers l'Italie, en hausse de 5% sur un an. La rentrée scolaire puis la perspective prochaine des fêtes de fin d'année ont redonné un peu de dynamisme aux sorties de taurillons en Italie (lire notre article dédié aux jeunes bovins en Europe), libérant les places pour de nouveaux broutards. La tendance positive est également visible en Espagne, à +17% /2025 sur les semaines 36 à 41.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Retard à l'allumage pour les veaux français

Dernière révision le 20 octobre 2026

Les cours des veaux néerlandais sont repartis nettement à la hausse en septembre. À l'inverse, les prix français tardent à repartir malgré la forte baisse de la production.

Les prix européens talonnent les prix français

Les cours des veaux de boucherie étaient en forte hausse aux Pays-Bas et en Italie depuis le début de l'automne, réduisant l'écart avec des prix français qui peinent à démarrer.

Cotation des veaux de boucherie en Europe

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer, de Kalverhouder et Bourse de Modène



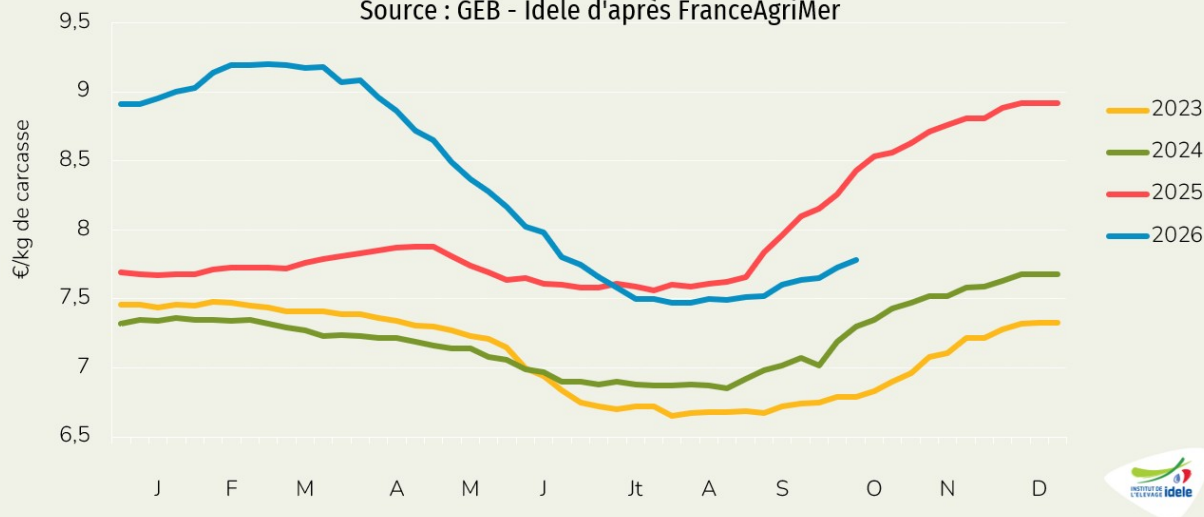
En semaine 41, les cotations européennes des veaux de boucherie étaient en nette hausse :

- Le **veau de boucherie pie-noir néerlandais** cotait 7,15 €/kg de carcasse (-7% /2025), en hausse de 55 centimes sur un mois,
- Le **veau de boucherie pie-noir italien** cotait 7,25 €/kg de carcasse (-6% /2025), gagnant 45 centimes en un mois.

En France, la hausse est moins rapide.

Cotation du veau rosé clair O élevé en atelier

Source : GEB - Idele d'après FranceAgriMer



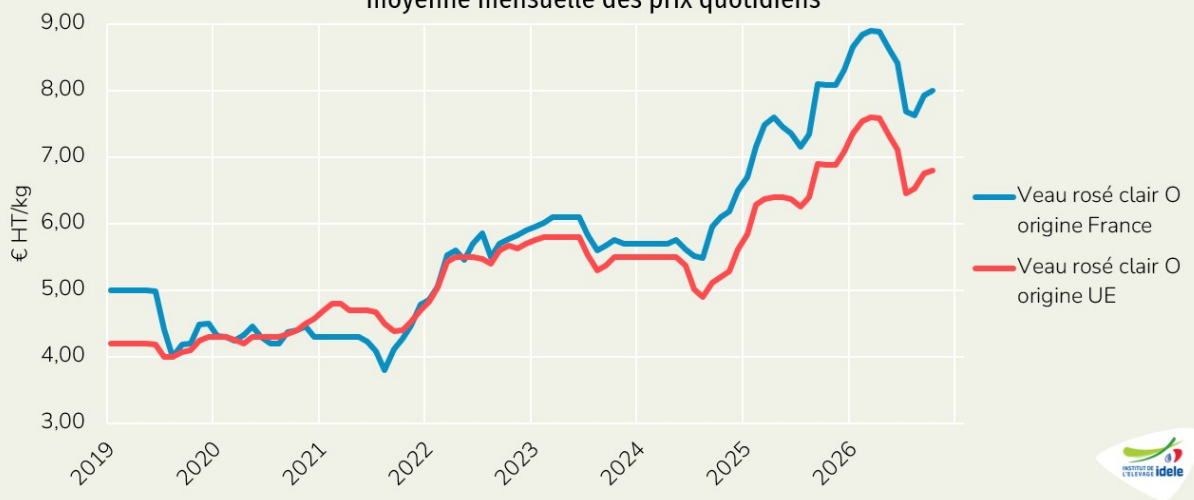
En semaine 41 :

- le **veau de boucherie rosé clair O** cotait 7,78 €/kg de carcasse (-8% /2025), en hausse de 18 centimes en quatre semaines,
- le **veau de boucherie rosé clair R** s'achetait à 8,44 €/kg de carcasse (-3% /2025), gagnant 21 centimes en un mois,
- le **veau sous la mère rosé clair U** se tenait mieux, à 12,08 €/kg de carcasse (+8% /2025).

La réduction de l'écart dans les cotations ne se traduisait pas encore sur les marchés de gros en France.

Prix des carcasses de veaux à Rungis

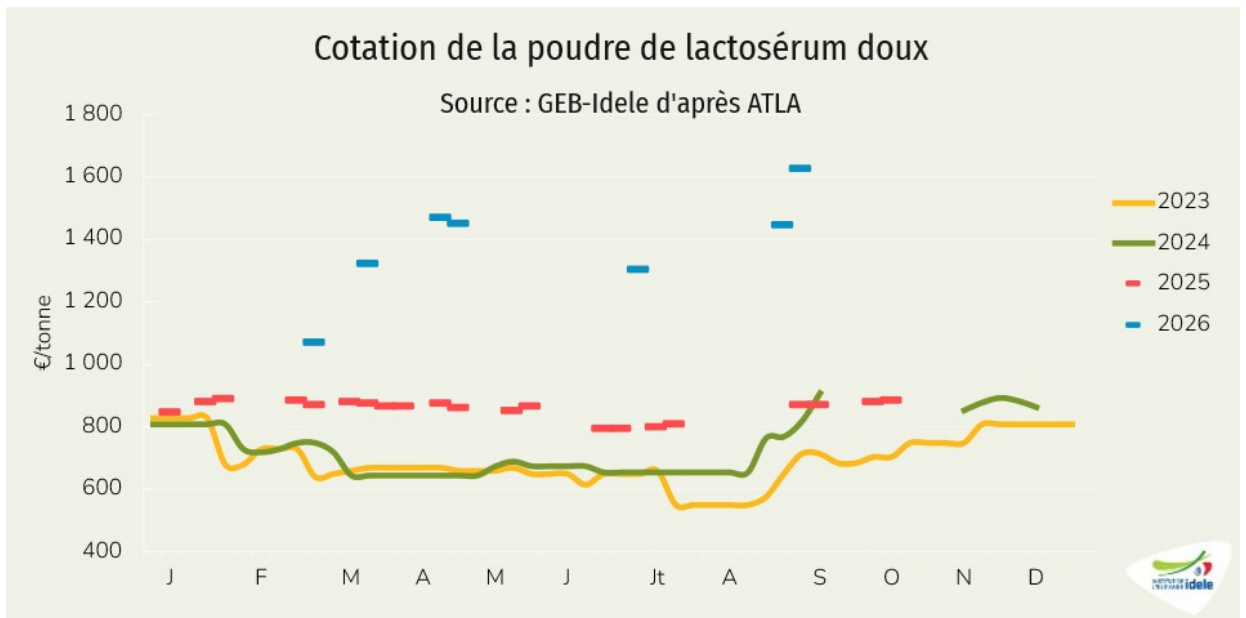
Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer, Réseau des nouvelles des marchés
moyenne mensuelle des prix quotidiens



En moyenne du 1^{er} au 12 octobre, les carcasses de veaux rosé clair O français s'échangeaient à 8,00 €/kg à Rungis, contre 6,80 €/kg pour les carcasses de veaux rosés clair O importées. Le resserrement des cotations entrée abattoir ne semble pas pour le moment avoir conduit à une baisse de l'écart des prix des carcasses.

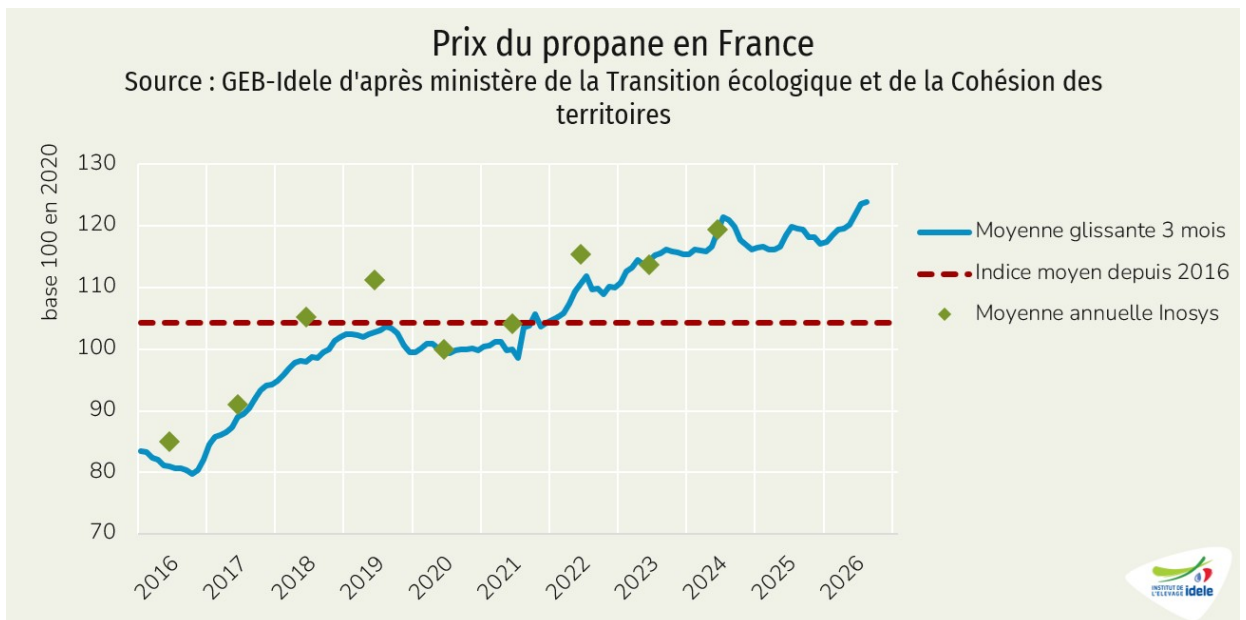
Hausse persistante des prix des moyens de production

Les prix des ingrédients laitiers restaient en forte hausse à l'automne 2026, reflet de marchés mondiaux en manque de matière.



En semaine 37 (dernière donnée disponible), la **poudre de lactosérum doux** cotait ainsi 1 630 €/tonne, en hausse de 755 € sur un an. La **poudre de lait écrémé**, moins utilisée mais présente dans certaines rations de démarrage et pour les veaux les plus qualitatifs, bondissait à 3 240 €/tonne en semaine 40 (+1 070 €/2025). Pour en savoir plus, lisez notre article dédié au marché des commodities laitières.

Les prix de l'énergie ont également connu une nette hausse en fin d'été.



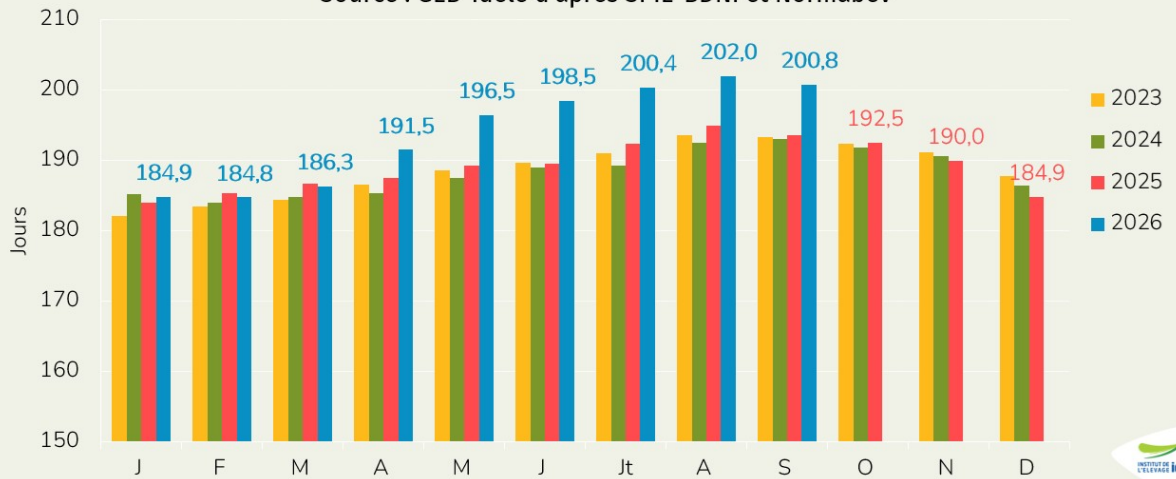
En août, l'**indice de prix du propane** atteignait 123,2 points, son plus haut niveau jamais atteint.

Commerce difficile en France

Les sorties de veaux de boucherie étaient toujours très ralenties en septembre en France.

Âge moyen à l'abattage des veaux

Source : GEB-Idele d'après SPIE-BDNI et Normabev

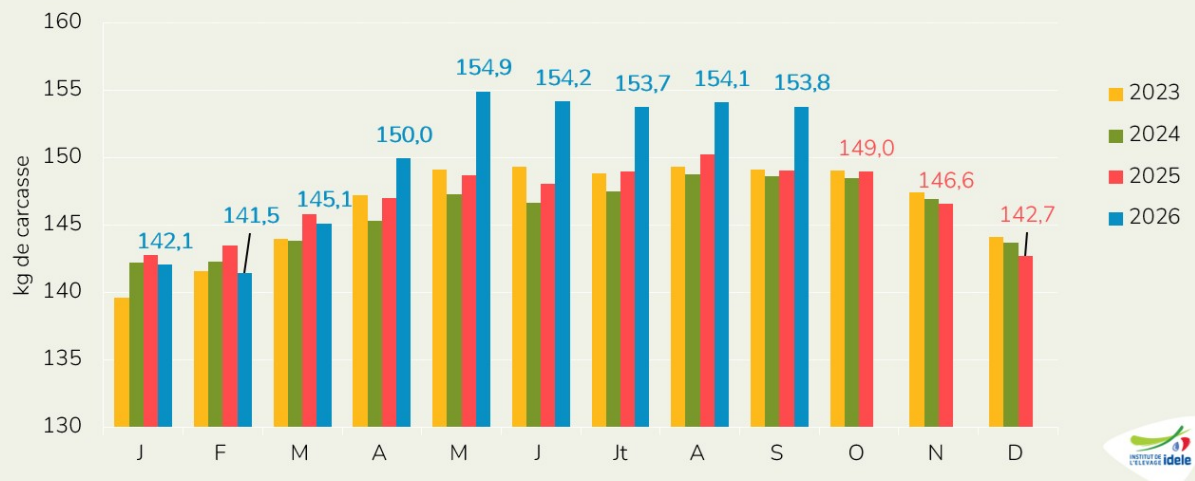


L'**âge moyen à l'abattage** des veaux atteignait 200,8 jours en septembre, en léger retrait par rapport au pic d'août mais toujours très au-dessus de son niveau habituel (+7 jours /2025). La rentrée scolaire et les retours au bureau n'ont pas suffi à résorber le retard accumulé depuis le printemps.

En conséquence de l'abattage plus tardif, les **poids des veaux abattus** ont progressé de 5 kg en septembre, à 154 kg de carcasse en moyenne.

Poids carcasse moyen des veaux

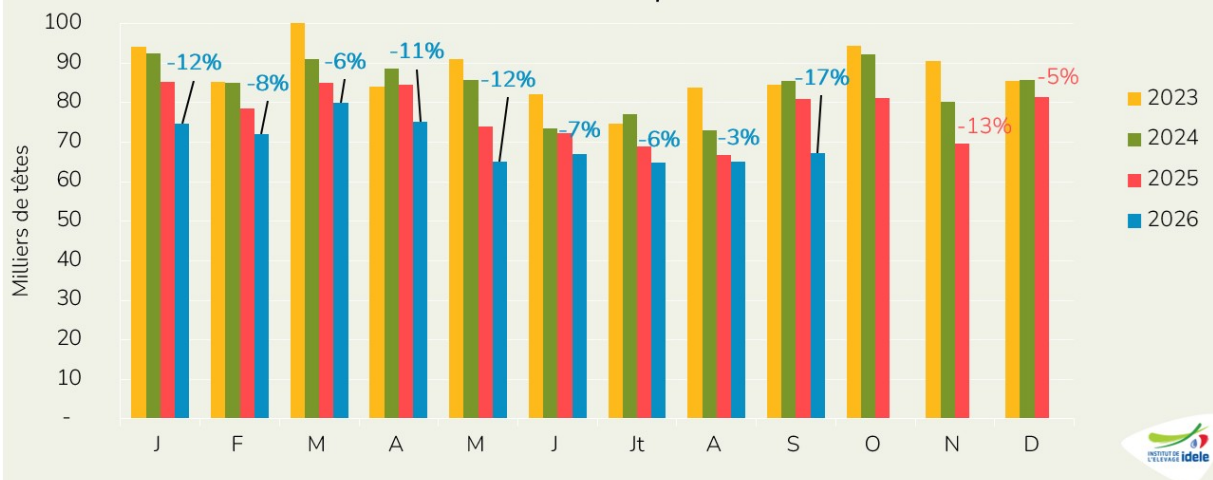
Source : GEB-Idele d'après Normabev



La hausse des poids carcasse conduit à une **production de viande** en moindre retrait que les effectifs abattus (production en téc en recul de 14% /2025 mais effectifs abattus à -17% /2025).

Abattages bruts de veaux en France (têtes)

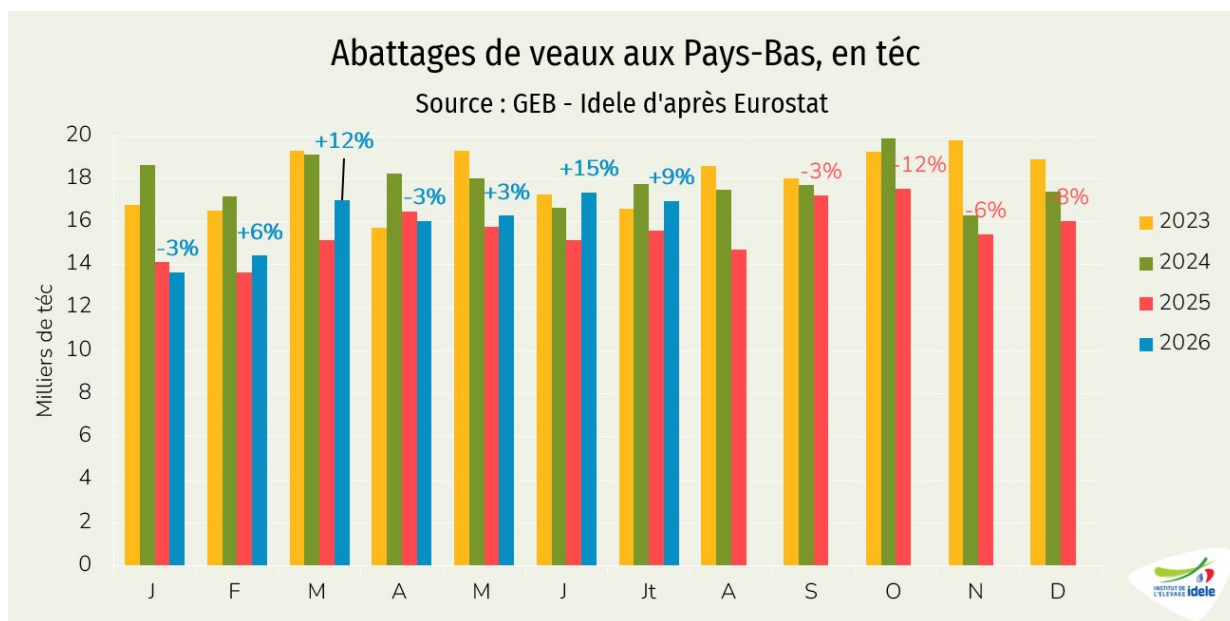
Source : GEB-Idele d'après Normabev



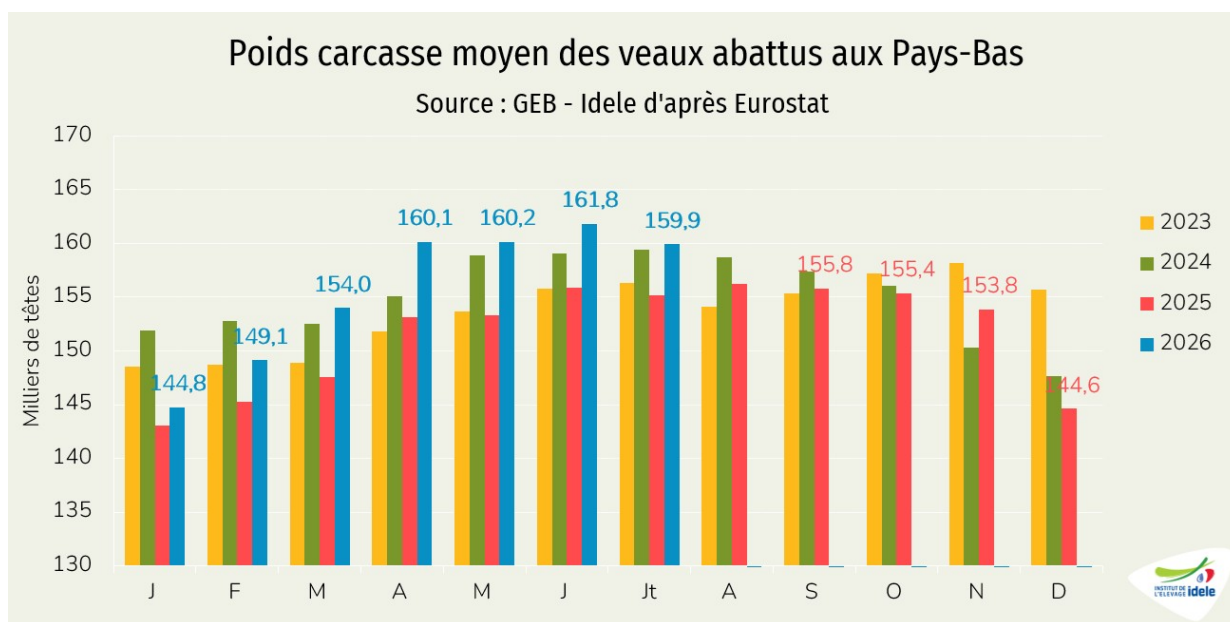
En cumul sur neuf mois, la France a perdu 9% de ses abattages, avec seulement 629 000 veaux produits. Cette baisse est tamponnée par la hausse des poids carcasse et conduit à un recul des tonnages de 8%, à 94 000 téc.

Retour progressif à la normale pour les abattages néerlandais

Les abattages de veau de boucherie poursuivaient leur hausse aux Pays-Bas, dépassant en cumul sur sept mois leur niveau de 2025.



En juillet (dernières données disponibles), 106 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas (+6% /2025) pour 17 000 téc (+9% /2025). La hausse la plus importante des tonnages traduit l'augmentation des poids carcasse résultant d'un commerce peu fluide pendant l'été, avec une moyenne à 160 kg, soit +5 kg /2025.



L'année 2026 bénéficie d'un rattrapage après une année 2025 en fort retrait notamment sur les premiers mois de l'année. Pour mémoire, la production néerlandaise avait beaucoup chuté du fait du manque de veaux à engraisser suite au passage de la FCO3. **En cumul sur sept mois**, 2026 ne retrouve cependant pas les niveaux historiques de production : 717 000 veaux ont été abattus aux Pays-Bas entre janvier et juillet (+2% /2025 mais -11% /2024) pour 112 000 téc (+5% /2025, mais -11% /2024).

Viandes bovines » Veaux laitiers »

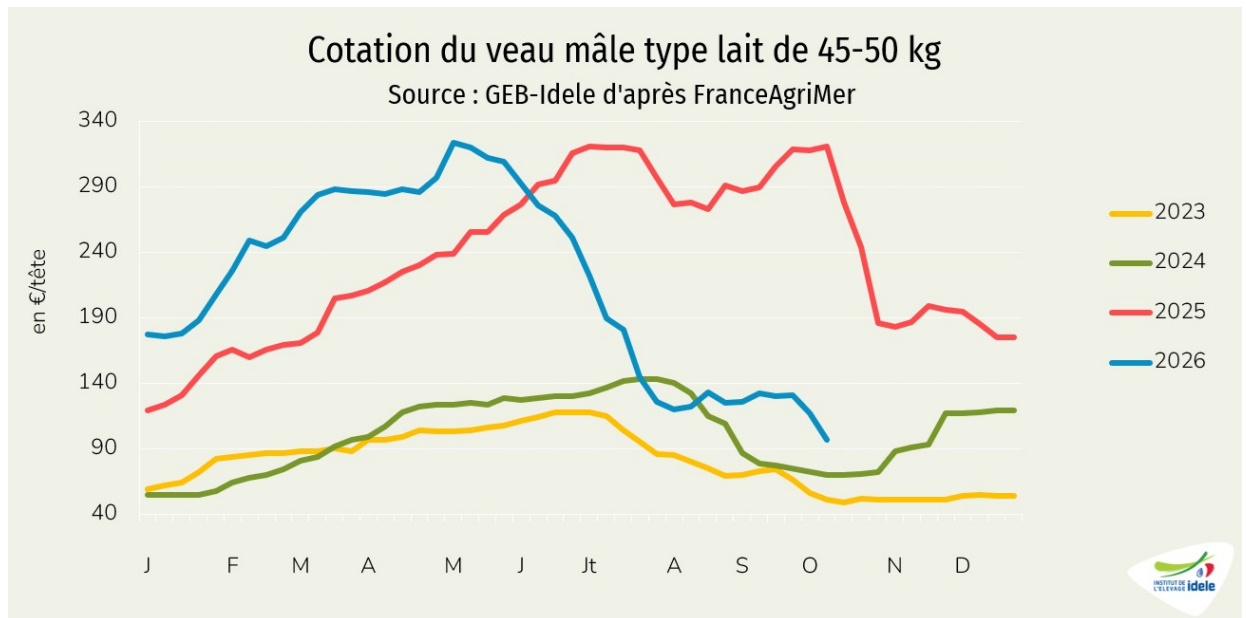
Les veaux laitiers sous les 100 €

Dernière révision le 20 octobre 2026

Les disponibilités plus importantes et la demande limitée en France ont conduit à une chute des prix des veaux laitiers, qui passent sous la barre des 100 €/tête.

Poursuite de la baisse des prix

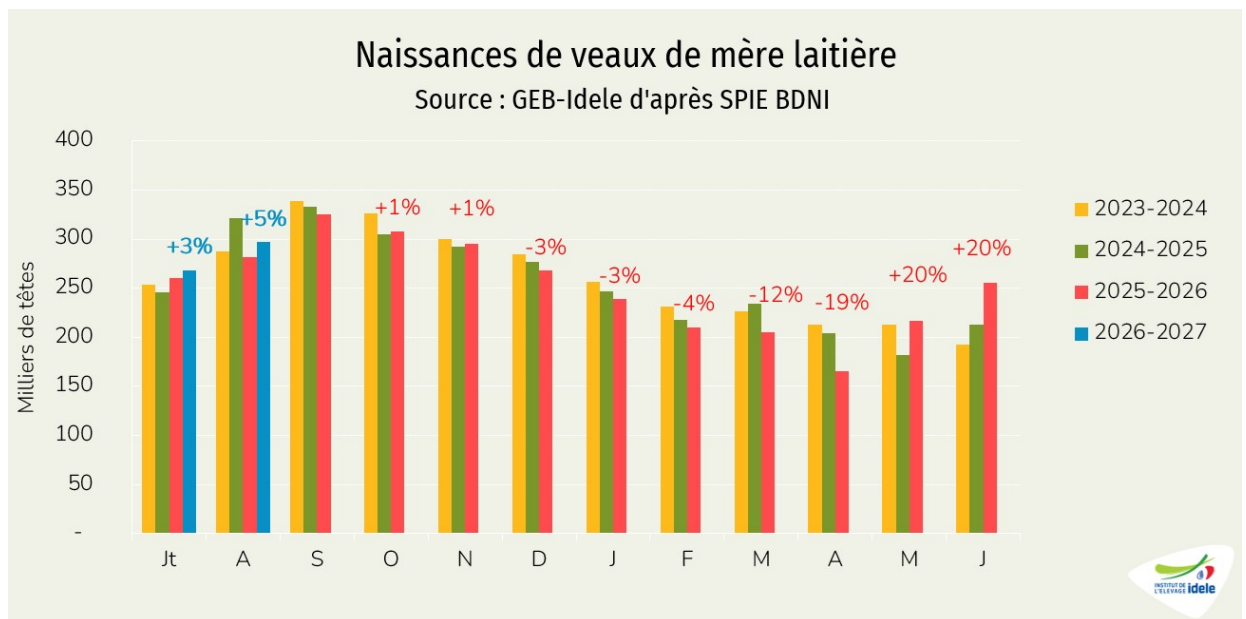
Les prix des veaux laitiers français ont connu une chute quasi ininterrompue depuis le printemps et passent pour la première fois depuis presque deux ans sous la barre des 100 €/tête.



En semaine 41, le veau mâle laitier de 45 à 50 kg cotait ainsi 97 €/tête, en baisse de 35 € en un mois. La hausse des naissances dans un contexte morose pour la production de veau de boucherie (lire notre article dédié aux veaux de boucherie pour en savoir plus) explique ce retour à un niveau plus habituel de prix.

Poursuite du rebond des naissances

Pour le quatrième mois de suite, les naissances de veaux laitiers étaient en hausse en août.



En août, 297 000 veaux sont nés de mère laitière en France, en hausse de 5% /2025 (+15 000 têtes). La hausse est un peu plus mesurée **pour les veaux disponibles pour l'engraissement** (tous les mâles et les femelles croisées lait-viande), avec un rebond de 4%, à **173 000 naissances**.

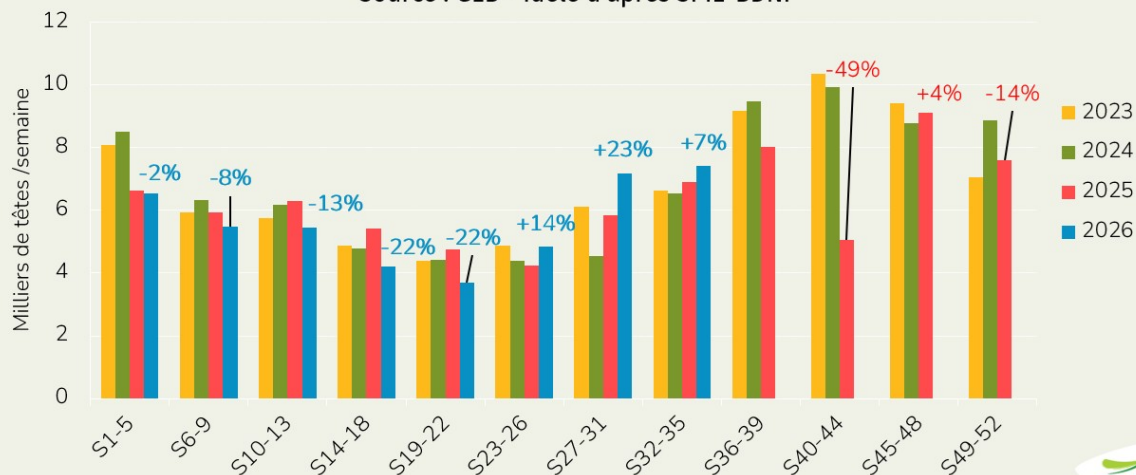
En cumul sur huit mois, les naissances de veaux laitiers atteignent 1,857 têtes, un nombre supérieur de 1% /2025 (+19 000 têtes).

Exportations toujours en hausse

Les envois de veaux laitiers restaient en hausse en août, après un début d'été déjà dynamique.

Export français de veaux de mère laitière (<2 mois) - moyenne hebdomadaire

Source : GEB - Idele d'après SPIE-BDNI



Entre les semaines 32 et 35 (du 3 au 30 août), 30 000 veaux ont été exportés, à 93% vers l'Espagne, en hausse pour le troisième mois consécutif. L'augmentation des envois pendant l'été a presque effacé la baisse des cinq premiers mois de l'année. En cumul sur 38 semaines (jusqu'au 20 septembre), les exportations atteignent ainsi 231 000 veaux, très proche du niveau de l'an dernier (-3 000 têtes /2025).

La forte baisse des prix des veaux laitiers français par rapport aux veaux espagnols a accru la compétitivité des veaux français.

Prix des veaux mâles laitiers en Europe

Source : GEB-Idele d'après Commission européenne, moyenne mobile 5 semaines

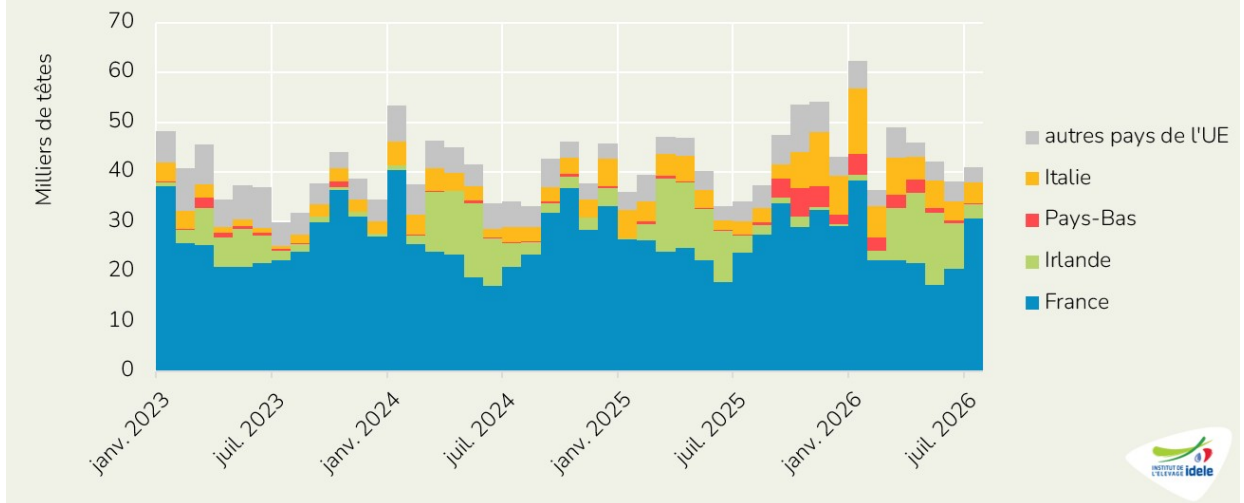


En semaine 39, le veau frison espagnol cotait 116 €/tête, poursuivant sa baisse amorcée mi-2025. Il était supérieur au cours du veau laitier français (97 €/tête en semaine 41) mais toujours très inférieur au veau irlandais (258 €/tête en semaine 40).

La France et l'Irlande assurent la grande majorité des importations de veaux de l'Espagne. La saisonnalité importante des vêlages en Irlande conduit à une forte présence des veaux irlandais au printemps (de mars à juin), puis à leur quasi-absence le reste de l'année.

Importations espagnoles de veaux de moins de 160 kg

Source : GEB-Idele d'après douanes espagnoles



Accentuée par la faiblesse des envois français en tout début d'année, cette saisonnalité habituelle a conduit **la France à ne représenter que 51% des veaux importés par l'Espagne au premier semestre**, contre 58% à 60% les années précédentes. Cette part est **revenue à un niveau plus habituel en juillet**, avec 74% d'origine France dans les importations espagnoles (historiquement 65% à 75%), avec la hausse des disponibilités française et le fort recul saisonnier des disponibilités irlandaises.

Les États-Unis animent les marchés laitiers

Dernière révision le 20 octobre 2026

Lait de vache » Collecte laitière »

Les États-Unis, premier moteur de la croissance de production de lait

Dernière révision le 20 octobre 2026

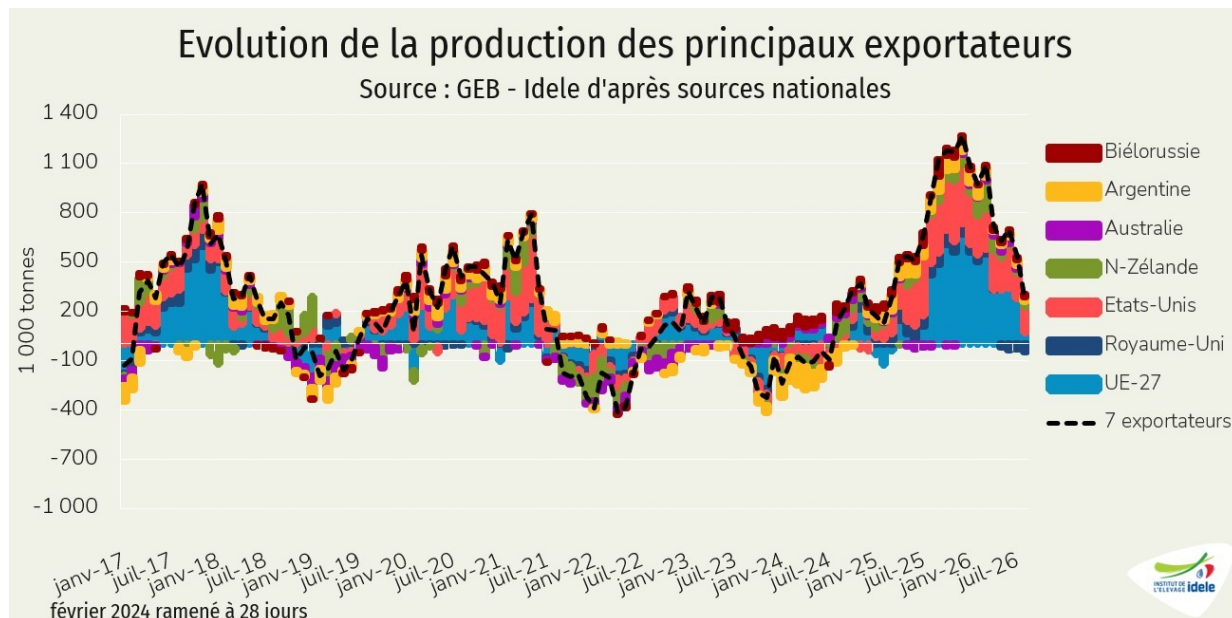
La croissance de production de lait dans les principaux bassins exportateurs est désormais majoritairement portée par les États-Unis qui disposent d'un cheptel étoffé comme jamais. Si le rythme de croissance s'est réduit dans l'UE, la production y reste soutenue, notamment en Allemagne. Seule l'Irlande marque le pas parmi les grands producteurs de la zone.

Moindre croissance de la production de lait chez les principaux exportateurs. Les États-Unis résistent

En août 2026, la **production cumulée de lait des sept premiers exportateurs mondiaux de produits laitiers (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et UE-27) restait en hausse**. Le rythme de croissance sur un an avait cependant à nouveau ralenti, n'atteignant que 262 000 tonnes (+1,0% / août 2025) contre encore plus d'un million de tonnes en mars dernier. Attention toutefois, les comparaisons sont effectuées par rapport à un second semestre 2025 où les niveaux de production étaient croissants et déjà élevés.

En août 2026, seul de Royaume-Uni affichait une baisse. Comparés aux niveaux soutenus un an auparavant, les variations de production restaient variables :

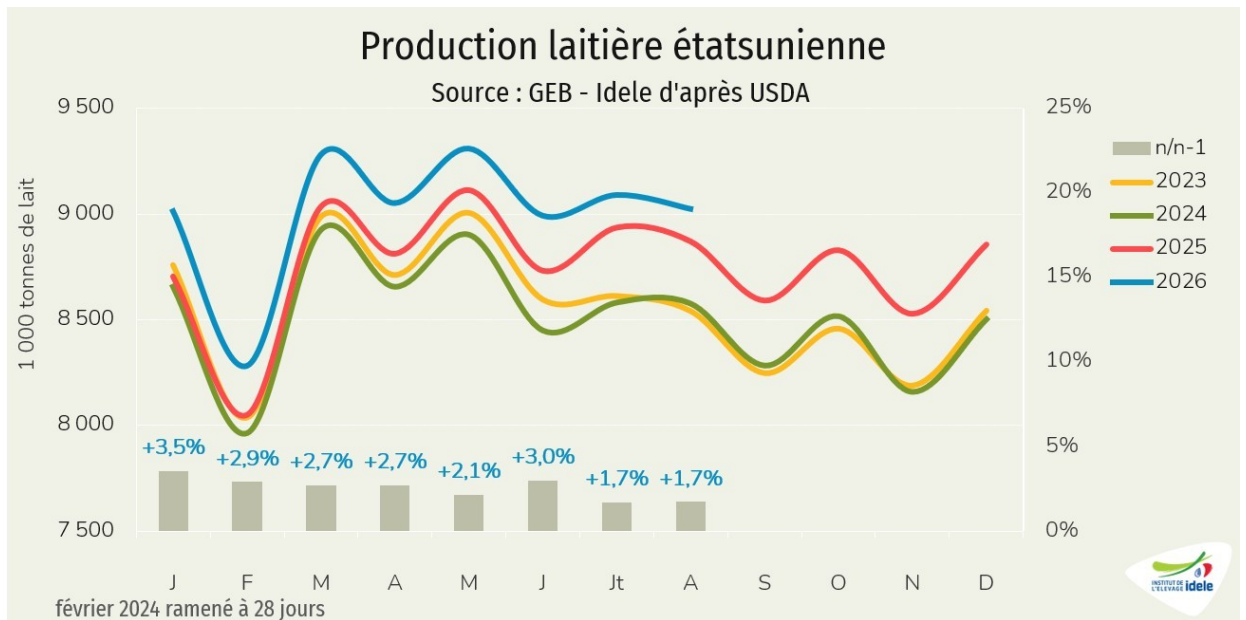
- +278 000 t pour les États-Unis à 9,03 millions de tonnes (+1,7% /2025) ;
- +154 000 t pour l'UE-27 à 12,50 millions de tonnes (+0,6%) ;
- +34 000 t pour la Nouvelle-Zélande à 2,43 millions de tonnes (+2,4%) ;
- +23 000 t pour l'Argentine à 1,05 million de tonnes (+2,2%) ;
- +19 000 t pour la Biélorussie à 768 000 tonnes (+2,4%) ;
- +6 000 t pour l'Australie à 740 000 tonnes (+0,8%) ;
- -45 000 t pour le Royaume-Uni, seule zone en baisse dans le groupe à 1,25 million de tonnes (-3,5%).



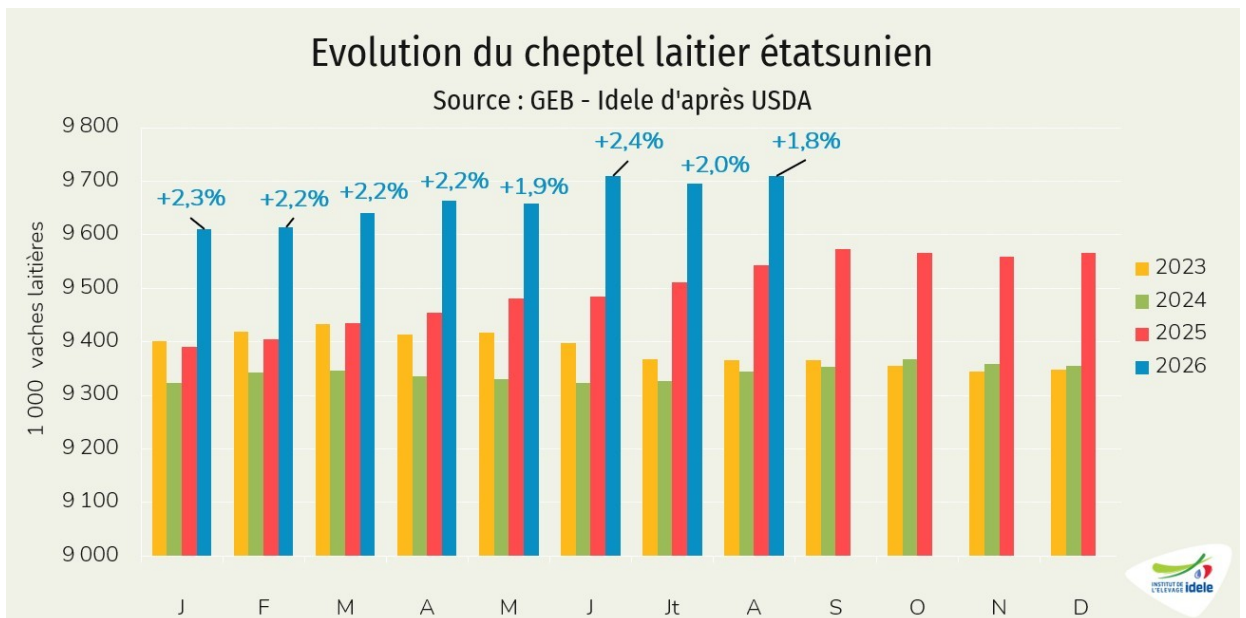
La majorité de la croissance de la collecte du groupe était réalisée par **les États-Unis (59% du total en août 2026 contre seulement 29% le mois précédent)**, une première depuis avril 2025. En effet, l'**UE a cédé sa première place avec une participation à 27% de la croissance** du groupe contre 52% en juillet.

Aux États-Unis, la production de lait continue de battre des records

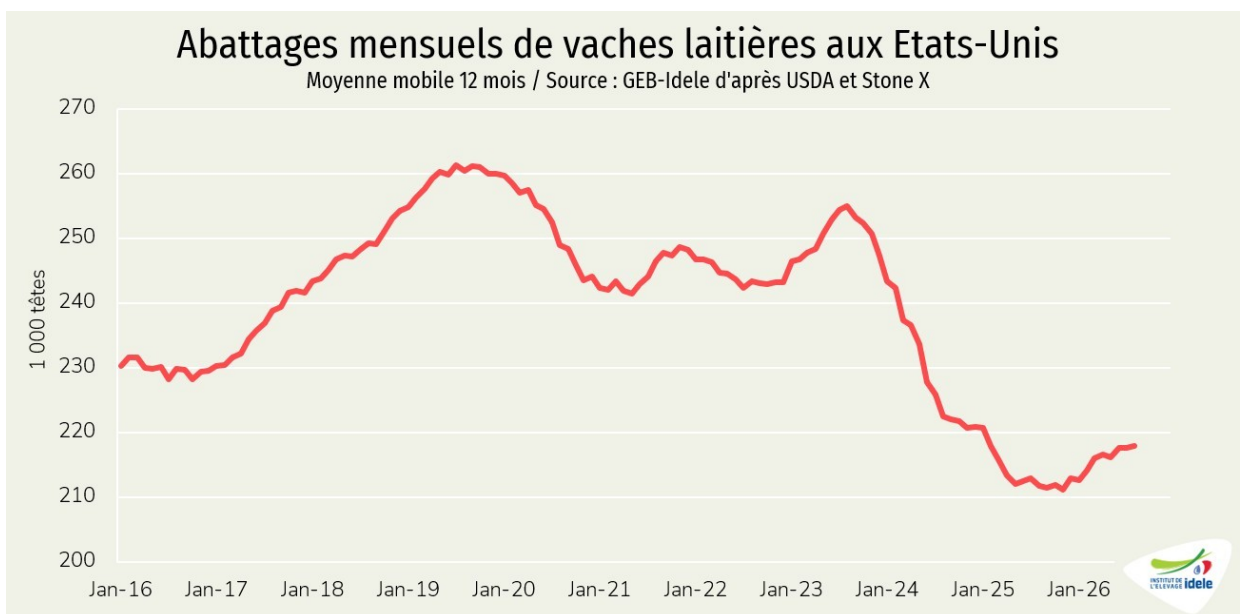
Aux États-Unis, la production est restée particulièrement dynamique depuis le début du second semestre 2026. Depuis février 2025, la production mensuelle dans le pays bat des records, comparée aux mêmes mois des années précédentes. Août 2026 n'a pas échappé à la règle. Depuis le début de l'année, 72,06 millions de tonnes ont été produites (+2,6% /2025). Un niveau inédit qui constitue un record absolu.



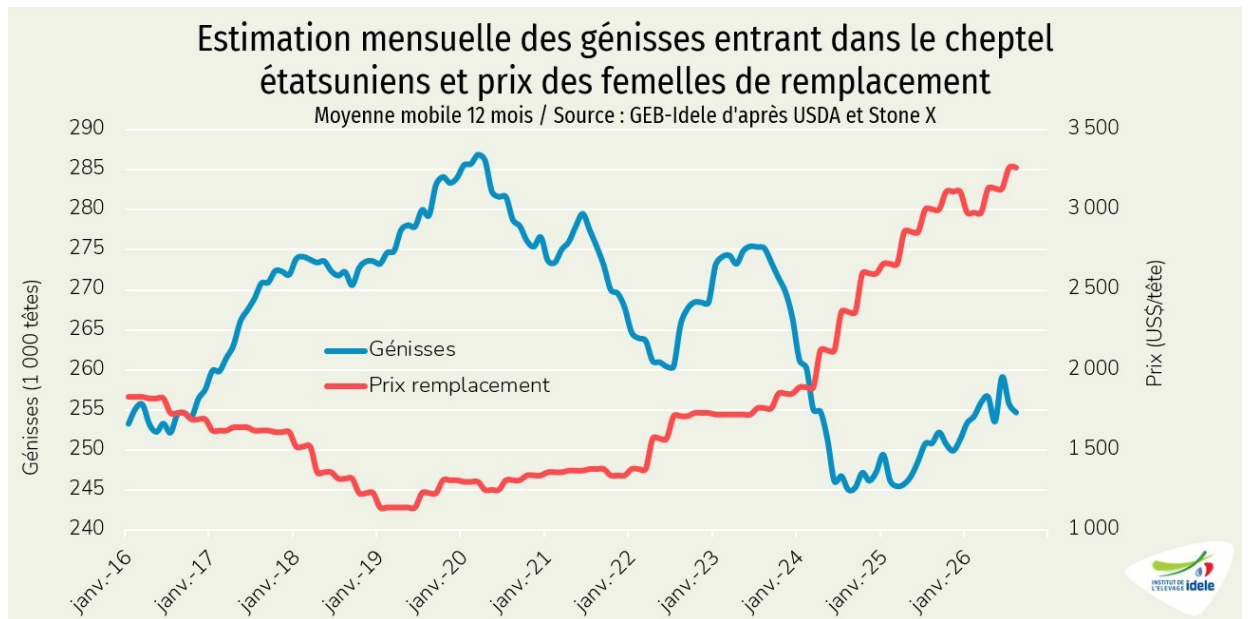
La hausse de la production étatsunienne est portée par un **cheptel laitier étoffé**. En août 2026, le pays comptait 9,71 millions de vaches laitières (+1,8% /2025), soit **le plus haut total historique** à égalité avec juin 2026. En moyenne depuis le début de l'année, le cheptel national de vaches laitières compte près de 200 000 vaches de plus que l'année précédente et 330 000 têtes de plus qu'en 2024.



Il faut dire que **les abattages de vaches laitières sont au plus bas depuis de nombreux mois** malgré un léger redressement récent. D'après l'USDA, en cumul depuis le début de l'année, ce sont seulement 1,73 million de vaches laitières qui ont été abattues aux États-Unis, soit un niveau à peine supérieur au faible total de 2025 (+3,6%), mais inférieurs aux années antérieures (-2,7% /2024, -16,7% /2023 et -10,6% /2022).



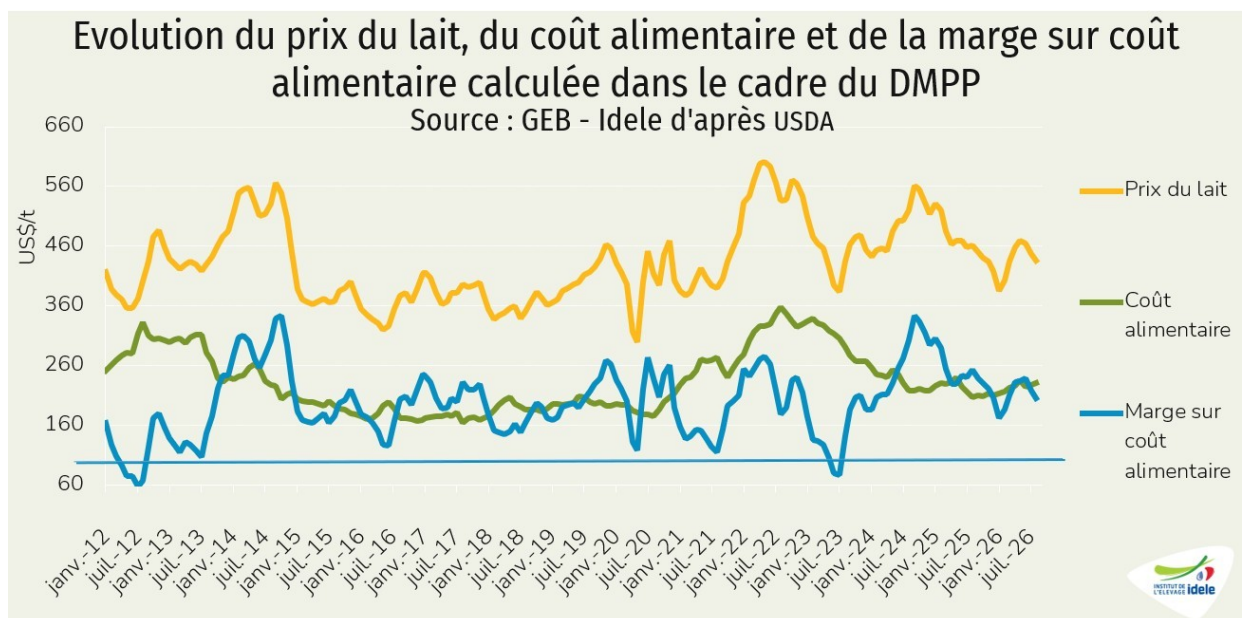
Le cheptel s'est étoffé alors que le renouvellement a été plutôt limité, faute de disponibilité en génisses laitières. D'après l'USDA, **le prix des femelles de remplacement s'est envolé** dans le pays soulignant le manque de disponibilité. Depuis le début de l'année, le prix a progressé de 10%. En août 2026, le prix des femelles de remplacement a atteint **3 260 US\$**, soit 72% de plus qu'en janvier 2024, avant l'envolée des cours.



Ce manque de renouvellement au sein d'un cheptel étoffé se traduit par un vieillissement des vaches et une hausse du nombre moyen de lactations par vache laitière. Pour le moment, cela ne semble pas avoir eu d'influence sur la **productivité moyenne par vache** qui continue de progresser. En moyenne entre janvier et août 2026, elle atteignait **30,8 litres par vache et par jour**, niveau supérieur aux années précédentes, bien que la croissance soit moindre (+0,5% /2025 et +1,2% /2024 et même 8,7% /2015).

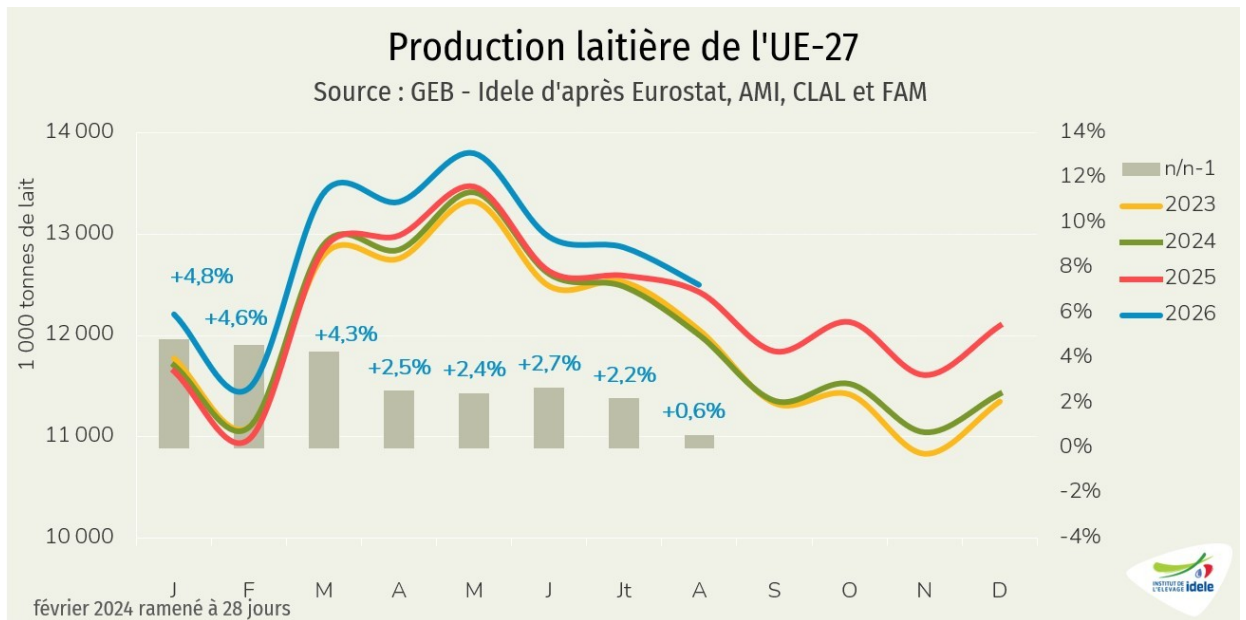
Il reste difficile de dire si la hausse de la production aux États-Unis sera durable. D'après la Rabobank, le cheptel étoffé aux États-Unis devrait soutenir la croissance de production fin 2026 et en 2027, mais à un rythme moins important.

Si **les marges sur coût alimentaire** en atelier laitier se sont repliées dans le pays d'après l'USDA dans le sillage du recul du prix du lait et de la hausse du coût de l'alimentation, elles **demeurent encore intéressantes pour les éleveurs**. Et la récente hausse du prix de la poudre maigre pourrait entraîner à court terme la hausse du prix du lait à la ferme et l'amélioration des marges.

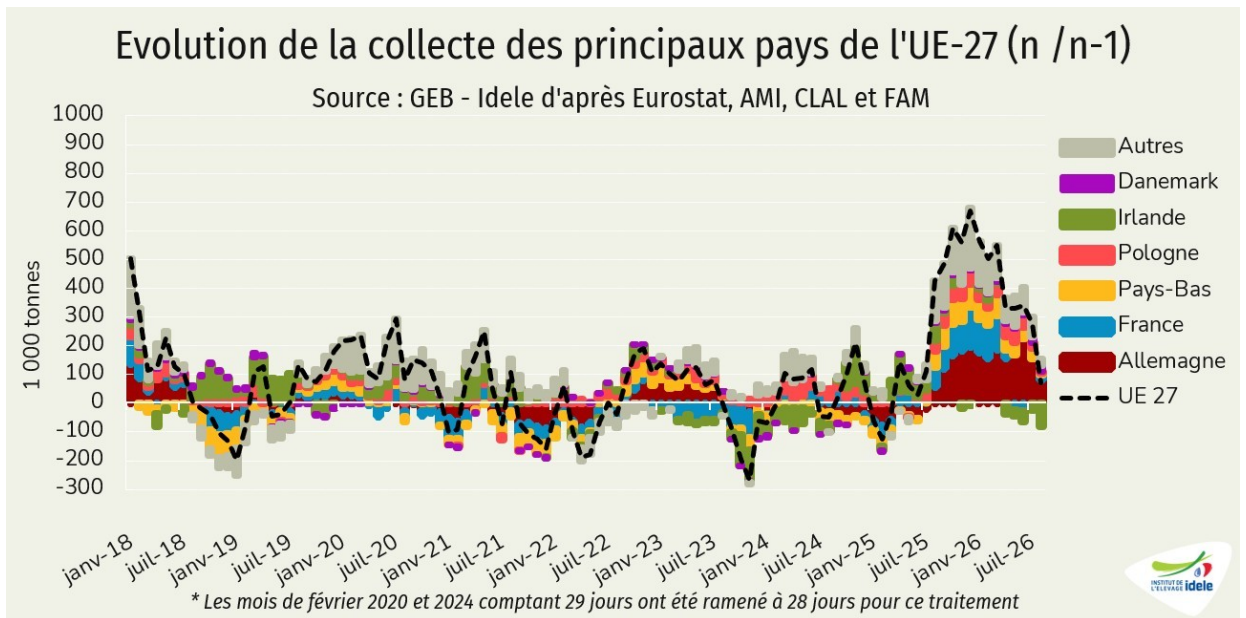


Moindre croissance de la collecte en UE, l'Irlande en retrait

La canicule a ponctuellement pesé sur les niveaux de collecte dans certains États membres de l'UE, sans toutefois provoquer à ce stade de recul généralisé de la production laitière dans la zone. Cependant, en août 2026, la collecte européenne connaissait un taux de progression moindre que les mois précédents. Attention toutefois, août 2025 marquait le début de la progression marquée de la production dans le sillage de prix incitatifs en début d'année, de la disponibilité en fourrages et de prix plus abordables des aliments. En août 2026, la collecte de l'UE atteignait ainsi le total de 12,50 Mt (+0,6% /2025). En cumul depuis le début de l'année, ce sont près de 102,6 Mt (+3,0% /2025), un niveau record malgré les épisodes climatiques sévères de la fin du printemps et de l'été 2026.



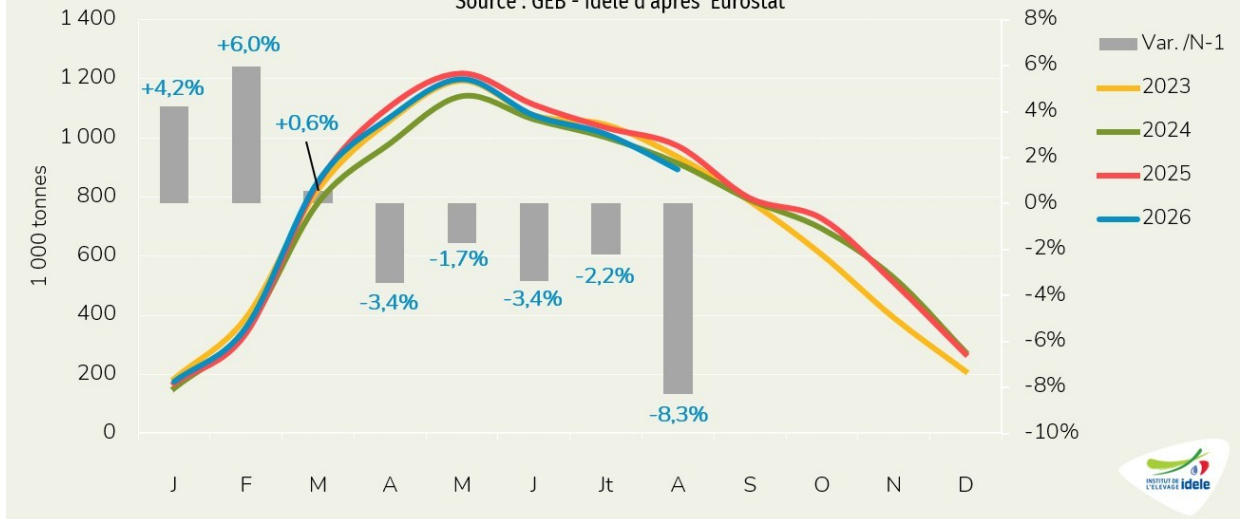
Les collectes mensuelles restaient malgré tout en hausse sur un an chez la majorité des principaux exportateurs européens. C'était notamment le cas en **Allemagne** (+3,1% /août 2025 à 2,73 Mt) ou au **Danemark** (+4,0% à 514 000 t). La progression relative était plus mesurée en **Pologne** (+0,3% à 1,17 Mt), aux **Pays-Bas** (+0,7% à 1,17 Mt) ou encore en **France** (+0,4% à 1,94 Mt). La production était stable en **Italie** (= à 1,08 Mt) ou en Suède (= à 514 000 t).



Elle était cependant à nouveau en recul en **Irlande**, où les éleveurs ont subi un été particulièrement chaud et sec, notamment dans le Sud et l'Est du pays. Le niveau de collecte d'août 2026 n'atteignait que 892 000 tonnes, plus bas niveau de la décennie (-8,3% /2025). En cumul depuis le début de l'année, la production irlandaise avait reculé de 2,5% par rapport au total élevé de 2025.

Collecte laitière en Irlande

Source : GEB - Idele d'après Eurostat



Les perspectives de production de lait dans l'UE restent mitigées. Début septembre, la Rabobank envisageait un repli de la production sur un an, comparé cependant à des niveaux de production élevés fin 2025.

Lait de vache » Collecte laitière »

Un été éprouvant, un hiver incertain pour les élevages laitiers

Dernière révision le 20 octobre 2026

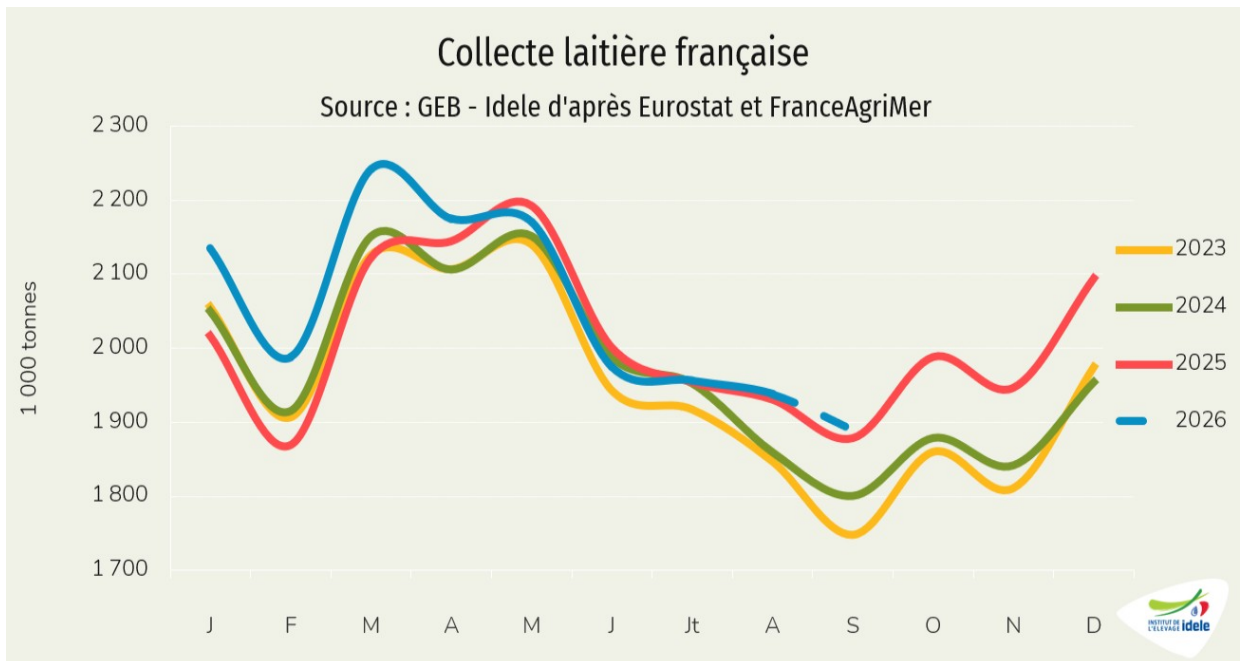
Malgré un été marqué par les fortes chaleurs et la sécheresse, la collecte laitière française a résisté, mais les déficits fourragers font peser des risques sur la production de fin de l'année et du début de 2027. Dans le même temps, le prix du lait reste inférieur à son niveau de 2025 et les charges continuent de progresser.

La collecte laitière a résisté à l'été, mais les tensions fourragères menacent la fin d'année

En août 2026, la collecte laitière française était quasi stable (+0,4% /août 2025). Selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, la collecte serait en légère hausse en septembre (+0,6%). Dans l'Ouest, les décalages de vêlages liés à l'épisode de FCO survenu à l'été 2025 ont entraîné un report des naissances avec un afflux de vêlages entre mai et août. Cette concentration des naissances laissait présager un rebond de la production laitière estivale. Pourtant, la collecte est restée quasiment stable. En cause, les épisodes répétés de fortes chaleurs et de sécheresse, qui ont sévi de fin mai à août. En pénalisant la production laitière et en dégradant les pâturages comme les rendements fourragers, ces conditions climatiques ont largement neutralisé l'effet attendu du décalage des vêlages.

La situation fourragère est aujourd'hui particulièrement contrastée selon les territoires et les exploitations.

Les pertes de rendement en maïs fourrage auraient atteint de 10% à 70% selon les situations. Face à la dégradation des ressources disponibles, de nombreux éleveurs ont dû commencer à distribuer dès l'été des fourrages habituellement réservés à la période hivernale. Les conséquences pour les prochains mois dépendront largement de l'état des stocks constitués lors de la campagne 2025. Les exploitations disposant de réserves abondantes et de bonne qualité pourront amortir le choc pendant plusieurs mois, tandis que celles dont les stocks étaient plus limités risquent de rencontrer davantage de difficultés à l'approche de l'hiver. Dans les territoires peu habitués à des épisodes aussi marqués de chaleur et de sécheresse, les éleveurs ont parfois moins anticipé le recours aux cultures dérobées ou aux achats extérieurs de fourrages. Certains ont déjà dû s'approvisionner à des prix élevés, tandis que le renchérissement des aliments concentrés alourdit également les coûts de production. De plus en plus d'éleveurs sont équipés de robots de traite avec une nécessité de produire du lait pour amortir et rentabiliser leur équipement.

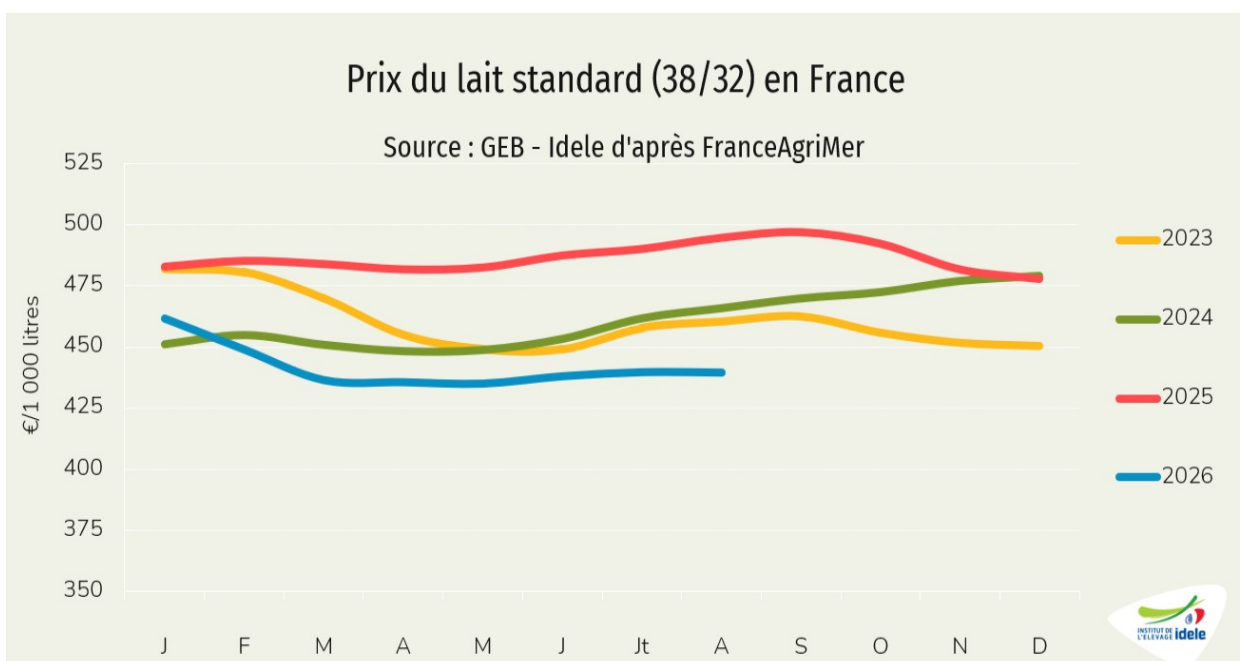


Aujourd'hui, **les réformes de vaches laitières n'ont que peu progressé, mais la situation pourrait évoluer dans les prochains mois**. Le déficit fourrager, le renchérissement de l'alimentation et un prix du lait qui a baissé, pourraient inciter certains éleveurs à accroître les réformes. Après une hausse de 2% sur les neuf premiers mois de l'année, la collecte laitière pourrait s'infléchir au dernier trimestre. Les contraintes fourragères devraient en effet peser davantage sur la production, d'autant que la fin d'année 2025 avait bénéficié de conditions particulièrement favorables, avec une excellente récolte fourragère et des aliments à des prix attractifs. Le développement de la robotisation des élevages pourrait toutefois contribuer à soutenir les volumes.

Un prix du lait sous pression

Depuis octobre dernier, le prix du lait en France a suivi une trajectoire baissière. En août 2026 pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **439 €/1 000 litres**, passant largement sous son niveau d'août 2025 (-55 €). Cette baisse semble marquer le pas. Selon les données de l'Observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix devrait légèrement remonter en septembre et octobre.

En composition réelle, le prix a atteint **459 €/1 000 litres en août** (-56 € /août 2025).



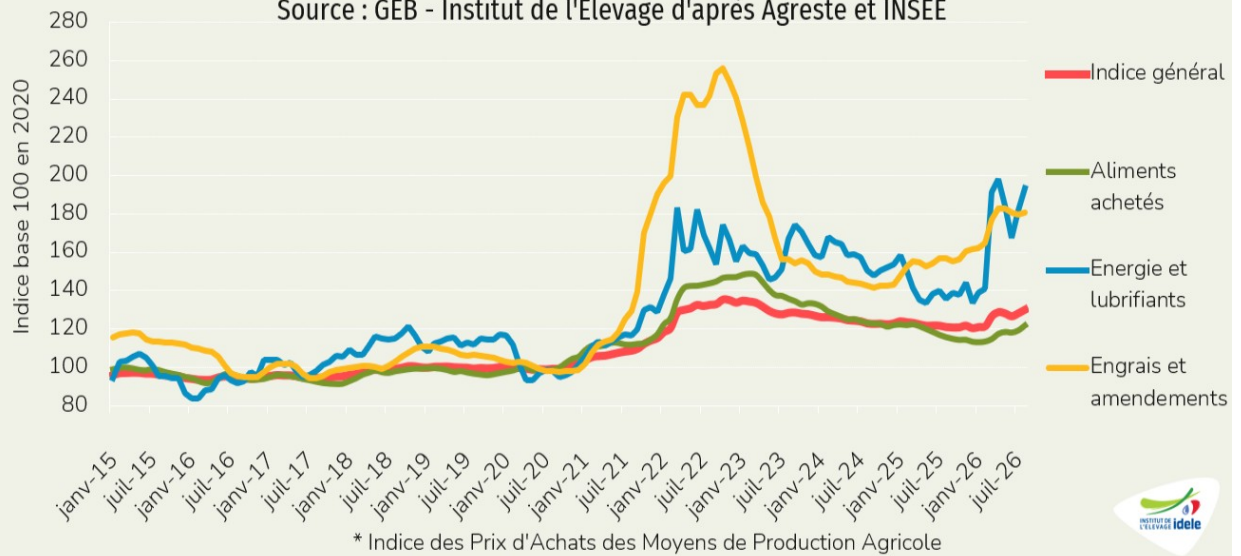
La remontée des cours de la poudre de lait écrémé, conjuguée à la hausse des coûts de production et aux perspectives de repli de la collecte laitière, pourrait contribuer à soutenir le prix du lait dans les prochains mois.

La marge des éleveurs poursuit son recul

Du côté des charges, l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 58% des coûts de production en zone de plaine), a **augmenté en août 2026** d'un mois sur l'autre (+1,4%) et a progressé de 7,4% /août 2025. Sur un an, le poste aliment acheté est désormais en hausse (+5,3% /2025). La progression est très marquée pour l'énergie (+42,2%) et pour les engrais (+15,0%). Dans l'ensemble, les charges courantes ont progressé de 8,6% sur un an tandis que les biens d'investissement se sont renchérissés de 3,1%.

Evolution de l'IPAMPA* Lait de vache

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Agreste et INSEE



Et la marge MILC continue de se dégrader. Estimée à 149 €/1 000 l en août dernier, elle connaît son dixième mois consécutif de recul, perdant 10€ sur un mois. Ce repli sur un mois résulte d'une baisse des prix des vaches de réforme et des veaux et d'une légère augmentation des charges que la modeste hausse du prix du lait (lait conventionnel aux taux réels) est loin de compenser.

Sur un an, le recul de la MILC a atteint 109 €/1000 l. Cette évolution s'explique par le recul des coproduits viande (-22€), la hausse des charges (+27€) et le recul du produit lait (-60€). À noter, les charges considérées dans la marge MILC se basent sur l'IPAMPA lait de vache qui ne couvre pas l'ensemble des charges des exploitations. D'autres charges comme les coûts salariaux, les coûts des travaux par tiers ou les frais financiers qui ne sont pas prises en compte dans l'IPAMPA, restent en hausse par rapport à 2025. Par ailleurs, les investissements en élevages laitiers ont été importants ces dernières années, notamment en robotisation, et l'évolution de la part croissante des investissements n'est pas prise en compte dans le calcul, l'indice IPAMPA étant établi sur la base 2020.

Lait de vache » Commerce extérieur »

L'excédent commercial laitier français en forte hausse

Dernière révision le 20 octobre 2026

Les exportations laitières françaises ont progressé en volume sur les huit premiers mois de 2026. Toutefois, la baisse des valeurs unitaires limite la hausse des recettes à l'export et fait reculer la facture des importations. L'excédent commercial laitier a bondi de 53% sur un an.

Des exportations dynamiques en volume malgré le repli des fromages et du lait infantile

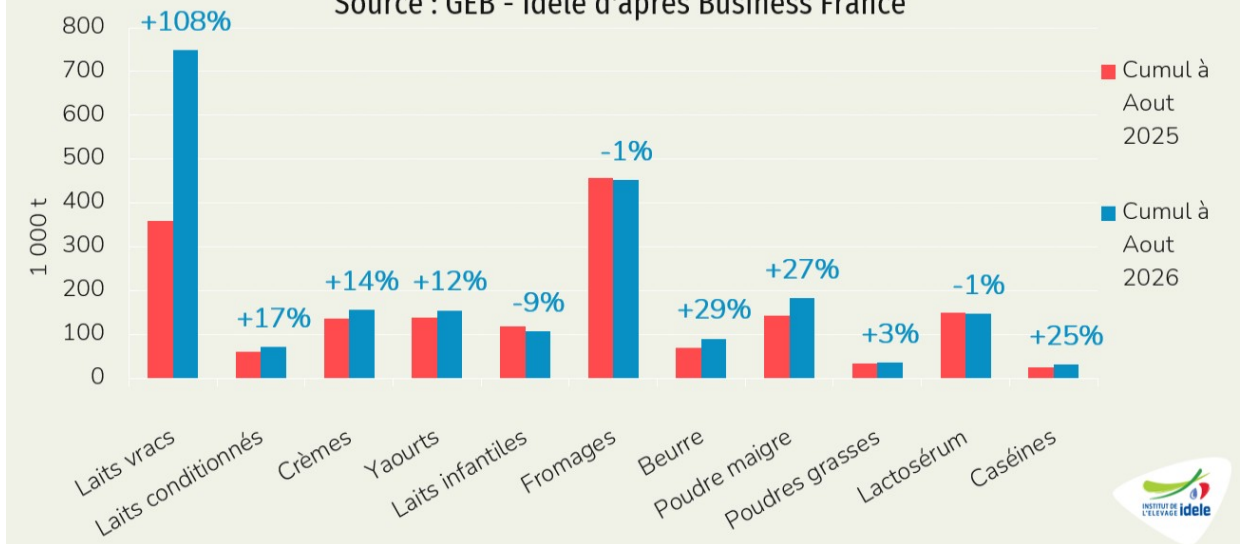
Sur les huit premiers mois de 2026, les exportations françaises de produits laitiers ont progressé de 12,5% en volume équivalent lait par rapport à la même période de 2025. Cette dynamique particulièrement soutenue s'est toutefois quelque peu atténuée en juillet et en août, dans un contexte de stabilisation de la collecte laitière française.

Les exportations de **lait vrac** ont connu une envolée spectaculaire, **en hausse de 108%**. Cette progression s'explique notamment par de très fortes augmentations des expéditions vers les Pays-Bas et l'Espagne. Les expéditions de **poudre maigre ont également progressé de 27%**. La France exporte ces produits vers une grande diversité de pays, avec toutefois des évolutions très contrastées selon les destinations. Les Pays-Bas occupent la première place, avec 16% des exportations et une progression de 38% sur les huit premiers mois de l'année. L'Italie arrive en deuxième position, avec 9% de part de marché et une hausse plus modérée de 7%. L'Égypte, également créditée de 9% des exportations, se distingue par une forte progression de 65%. Les ventes vers l'Indonésie ont, quant à elles, bondi de 285%. Les exportations de **beurre** affichent, elles aussi, une **forte croissance de 29%** en volume. Là encore, les débouchés sont nombreux et répartis sur plusieurs continents. La Belgique reste la première destination, avec 15% de part de marché et une hausse des exportations de 20%. La Corée du Sud arrive en deuxième position (8 % des volumes, +5%), devant l'Espagne (7% des volumes, +52%), les Pays-Bas (7% des volumes, +124%) et la Chine (7% des volumes, +37%). Les exportations vers les États-Unis, qui représentent 5% des volumes, ont également progressé de 16%.

Dans ce tableau globalement favorable, **les exportations de fromages et de poudres de lait infantile font figure d'exception**. Les **fromages**, premier poste d'exportation français de produits laitiers, **ont reculé de 1%** en volume sur les huit premiers mois de 2026. Cette baisse est particulièrement marquée pour les fromages râpés, dont les expéditions ont chuté de 13%. Les exportations de **poudres de lait infantile ont également nettement diminué, de 9%** sur la période.

Exportations françaises de produits laitiers

Source : GEB - Idele d'après Business France



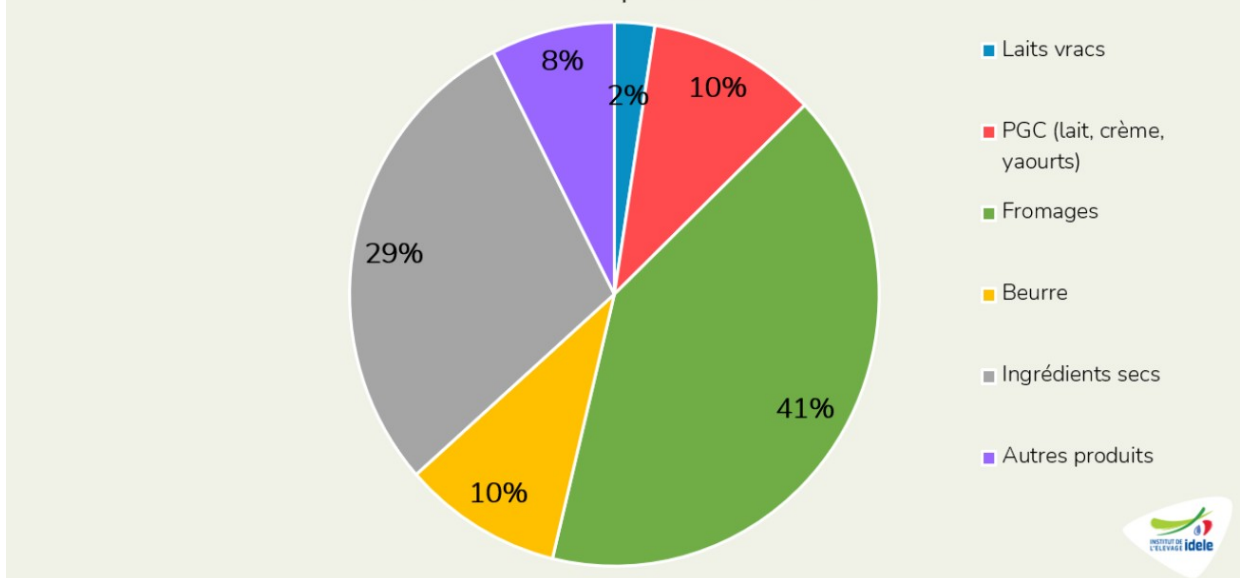
Des recettes à l'export presque stables malgré la hausse des volumes

Malgré la forte progression des volumes exportés, **les exportations françaises de produits laitiers n'ont augmenté que de 1% en valeur** sur les huit premiers mois de 2026, pour atteindre 6,128 milliards d'euros. La répartition de cette valeur met en évidence le poids de deux grandes catégories : les fromages, qui représentent 41% des recettes à l'export, et les ingrédients secs, qui en concentrent 29%. La part des fromages s'est réduite par rapport à la même période de 2025, où elle atteignait 43%. À l'inverse, celle des ingrédients secs a progressé de 26% à 29%, portée notamment par la forte hausse des exportations de poudre maigre.

Cette évolution contrastée s'explique par **le recul marqué des valeurs unitaires moyennes à l'export**. Celles-ci ont fortement diminué dans le sillage des cotations. C'est notamment le cas pour le lait vrac (-52%) et les laits conditionnés (-33%), mais aussi pour la crème (-21%) et le beurre (-26%). Les fromages ont mieux résisté, avec un repli limité à 3%. À contre-courant de cette tendance, les poudres de lait infantile affichent une nette hausse de leur valeur unitaire moyenne, de 19% sur la période.

Exportations françaises de produits laitiers en valeur sur 8 mois 2026

Source : GEB - Idele d'après Business France

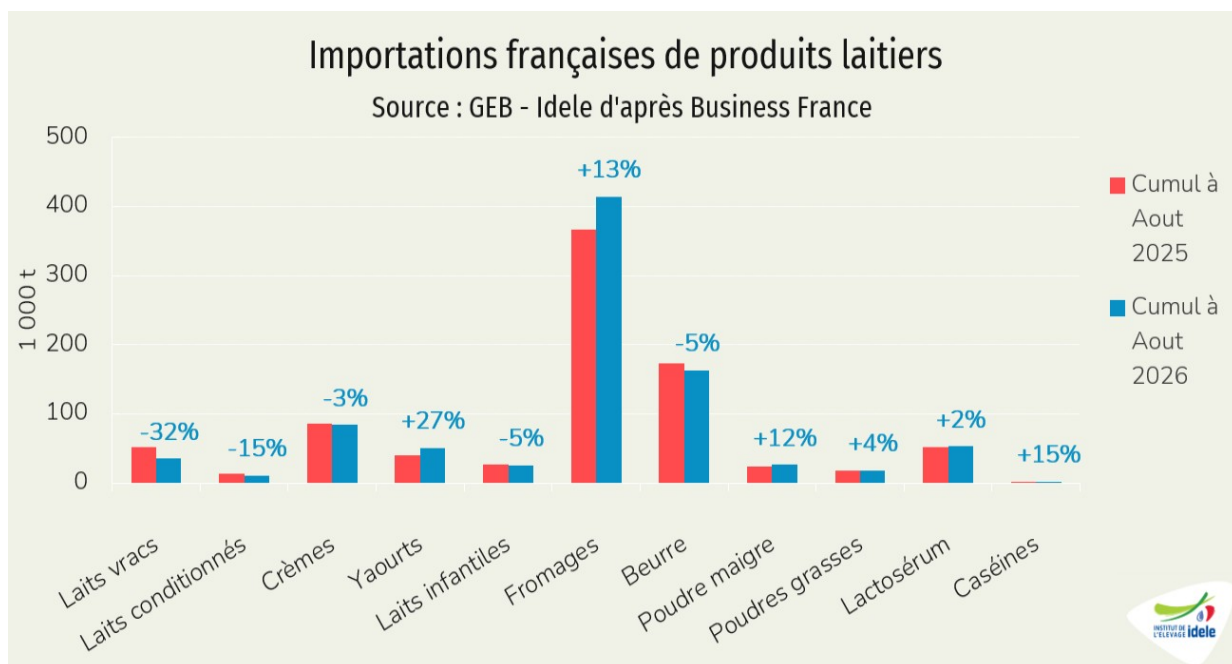


Fromages et yaourts dopent la progression en volume des importations laitières

Sur les huit premiers mois de 2026, les importations françaises de produits laitiers ont progressé de 6,3% en volume équivalent lait par rapport à la même période de 2025. Cette hausse est particulièrement marquée pour les fromages (+13%) et les yaourts (+27%).

Au sein des fromages, les importations de **fromages frais** ont augmenté de 16,1%, tandis que celles de **fromages râpés** ont bondi de 31,6%. L'Italie domine largement les approvisionnements en fromages frais, avec 55% des volumes importés et une progression de 24% sur un an. L'Allemagne arrive en deuxième position, avec 16% de part de marché, mais ses expéditions sont restées stables. Pour les fromages râpés, la Belgique occupe la première place, avec 38% des volumes et une envolée de 70% en un an. L'Italie, deuxième fournisseur avec 24% de parts de marché, affiche des volumes stables, tandis que les importations en provenance des Pays-Bas, qui représentent 19% des volumes, ont progressé de 50%.

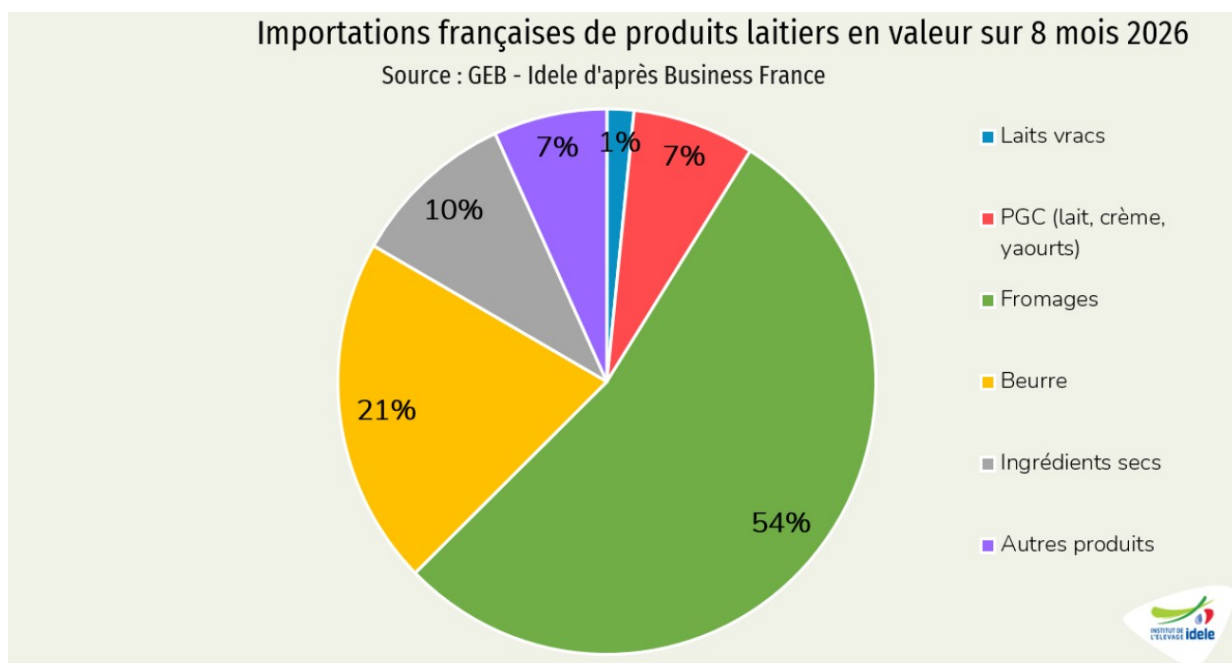
Les importations de **yaourts** affichent la plus forte hausse parmi les catégories citées. L'Allemagne reste le premier fournisseur, avec 35% des volumes importés et une hausse de 12%. La Grèce se place en deuxième position, avec 16% de part de marché et une progression de 34%. Enfin, les importations en provenance d'Islande, qui représentent 11% des volumes, ont plus que doublé, bondissant de 119% sur un an.



Les importations laitières reculent fortement en valeur sous l'effet de la baisse des prix

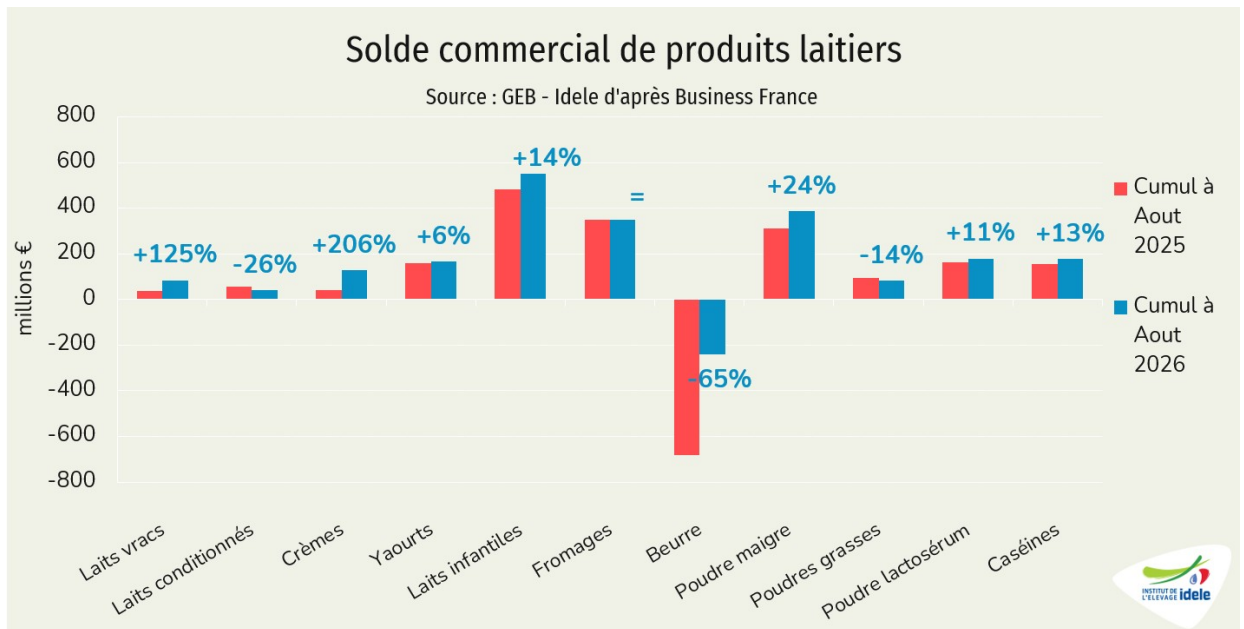
Sur les huit premiers mois de 2026, les importations françaises de produits laitiers ont atteint 4,031 milliards d'euros, en recul de 15% par rapport à la même période de 2025. Les fromages représentent désormais 54% de la valeur totale des importations en valeur, contre 47% un an plus tôt. À l'inverse, la part du beurre s'est réduite, passant de 28% à 21%, malgré son poids toujours important dans les achats français à l'étranger.

Ce recul en valeur s'inscrit dans un contexte de **forte baisse des valeurs unitaires moyennes à l'importation**. Celles-ci ont diminué de 38% pour les crèmes, de 32% pour le beurre, de 17% pour les yaourts et de 14% pour les fromages. La baisse des prix à l'importation contribue ainsi à expliquer le recul marqué de la valeur des achats français, malgré la progression des volumes importés.



Le solde commercial laitier français en nette amélioration

Sur les huit premiers mois de 2026, l'excédent commercial français en produits laitiers a fortement progressé, atteignant 2,097 milliards d'euros, soit une hausse de 53% par rapport à la même période de 2025. Cette amélioration s'explique notamment par le dynamisme des exportations en volume conjugué au recul de la valeur des importations sous l'effet de la baisse des prix unitaires. Dans le détail, le solde commercial est resté stable pour les fromages, tandis qu'il s'est nettement amélioré pour la crème (+206%) et la poudre de lait infantile (+14%). L'excédent sur la poudre maigre a également progressé de 24%. Enfin, le déficit commercial en beurre s'est réduit de 65%, porté par la hausse des exportations et le recul des importations.



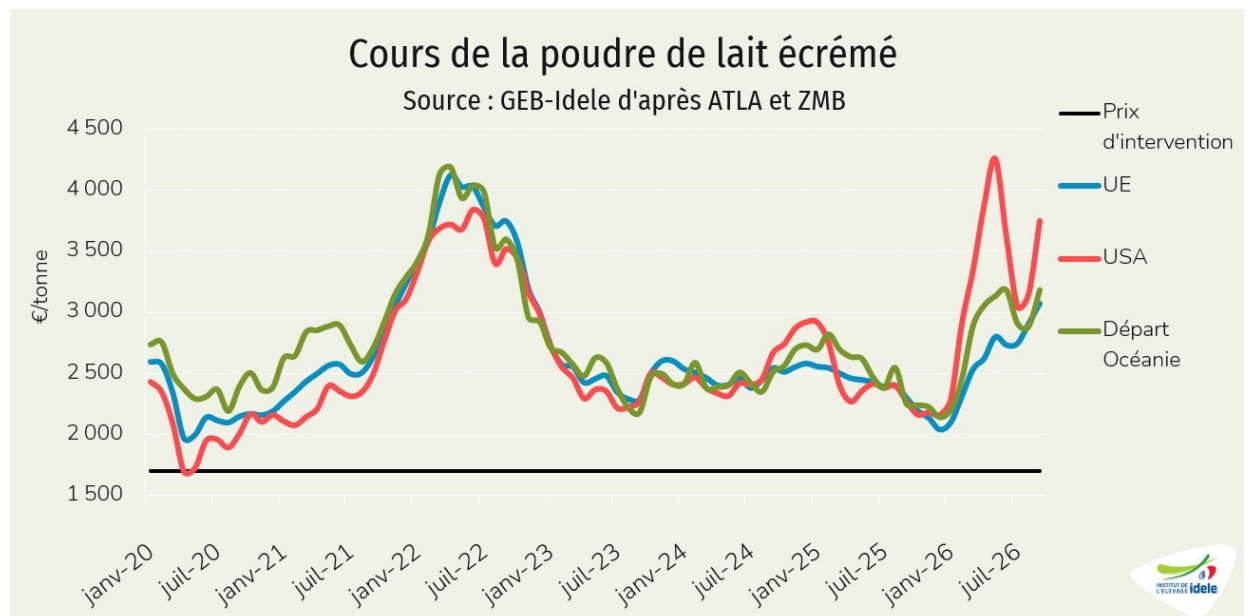
Lait de vache » Marché des produits laitiers » Divergences du côté des commodities laitières

Dernière révision le 20 octobre 2026

Après une première envolée des cours au printemps aux États-Unis, les prix de la poudre maigre se sont de nouveau affolés. Les cours sont globalement orientés à la hausse. Le constat est nettement différent pour les matières grasses laitières alors que les cours du beurre connaissent des niveaux de pression diverses.

Les cours de la poudre maigre en nette progression, les États-Unis à nouveau moteur de la hausse

Durant le printemps, les cotations de la poudre de lait écrémé s'étaient nettement redressées, notamment aux États-Unis, affectés par un manque de disponibilité. A la fin de l'été, les prix étaient de nouveau fortement orientés à la hausse, notamment en **Amérique du Nord**. Les hausses des cours étaient moindres ailleurs mais néanmoins soutenues. En **Nouvelle Zélande**, le cours de la poudre maigre s'est sensiblement apprécié, à 3 182 €/t (+10% / août 2026 et +41% / septembre 2025). **Même constat dans l'UE** où le prix de la poudre de lait écrémé produite a atteint 3 071 €/t (+6% en un mois et +33% / 2025).

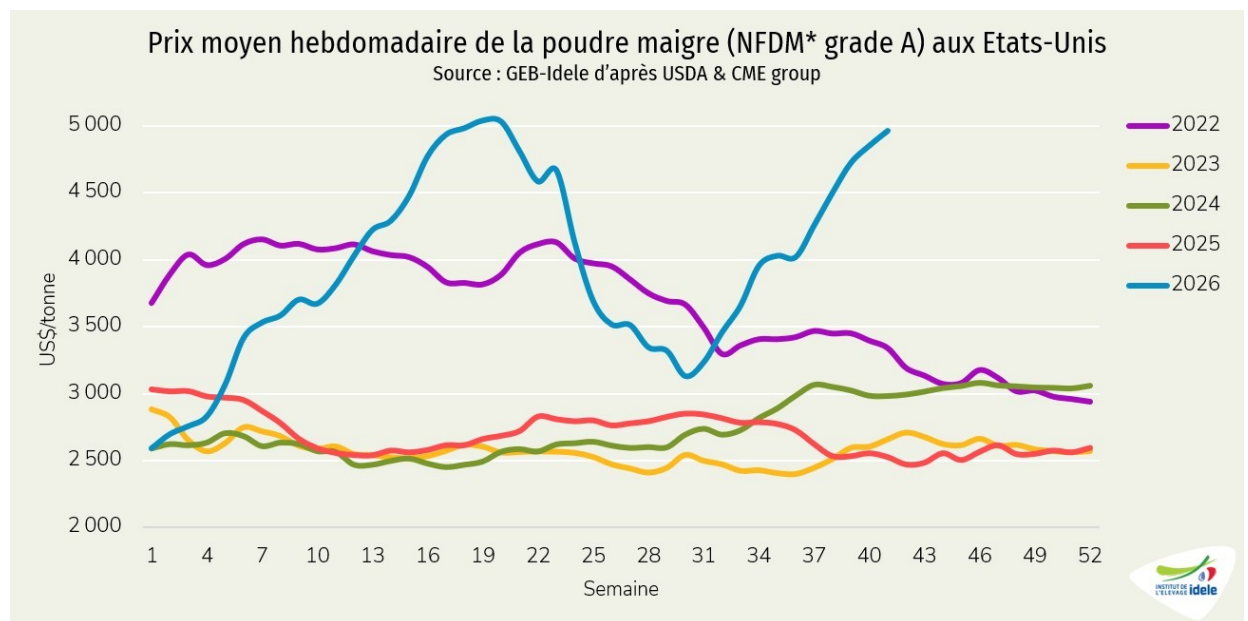


Comme au printemps dernier, la hausse la plus impressionnante concernait les États-Unis. Après un bref réajustement, la cotation départ USA s'est à nouveau envolée. En septembre 2026, elle a atteint 3 746 €/t (+19% / août 2026 et +65% / septembre 2025). Elle dépassait ainsi sensiblement les cotations néo-zélandaise (+18%) et européenne (+22%).

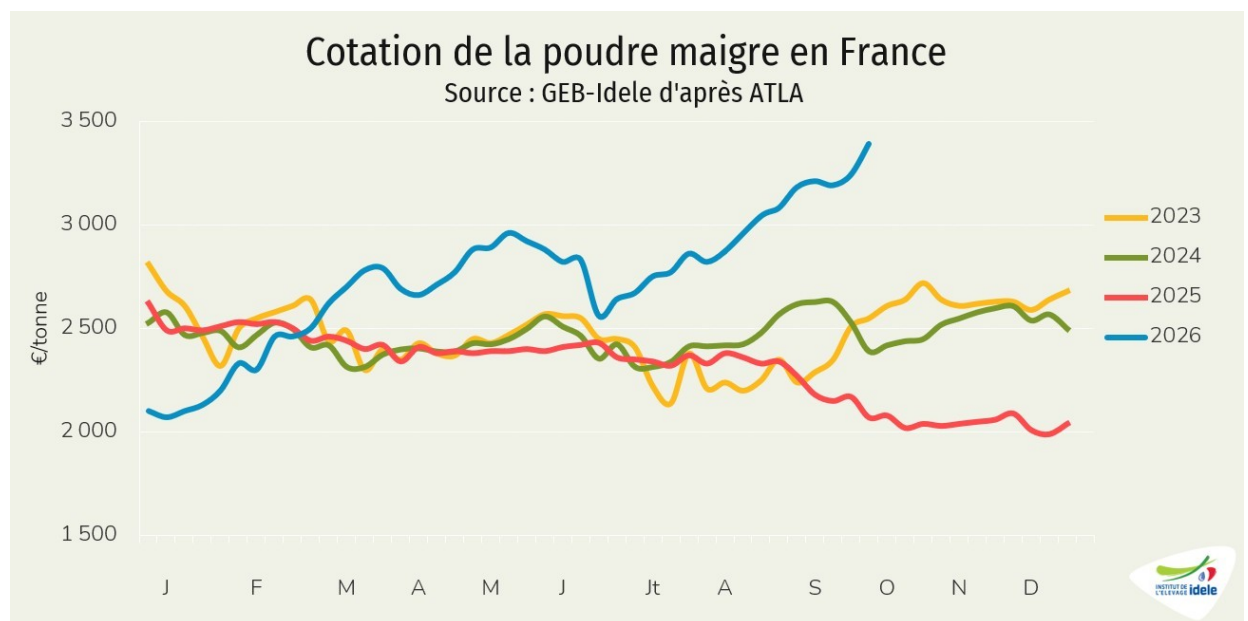
La dynamique observée actuellement aux États-Unis est liée à des facteurs similaires à ceux de la hausse du printemps. La demande rencontre à la fois des **niveaux de fabrications limités** par la diversification de l'utilisation des protéines laitières, mais également **de nouveaux problèmes sanitaires qui entravent la production**, notamment pour l'entreprise *California Dairies Inc.*

Ainsi, l'envolée des cours est restée jusqu'ici de mise. En semaine 41, le cours hebdomadaire de la NFDM (*non-fat dry milk*) qui représente environ 70% de la poudre maigre produite aux États-Unis, approchait les 5 000 US\$, à

4 960 US\$ (x2 /2025). Ce niveau était très proche du record atteint au printemps en semaine 19 (5 038 US\$, -2%).



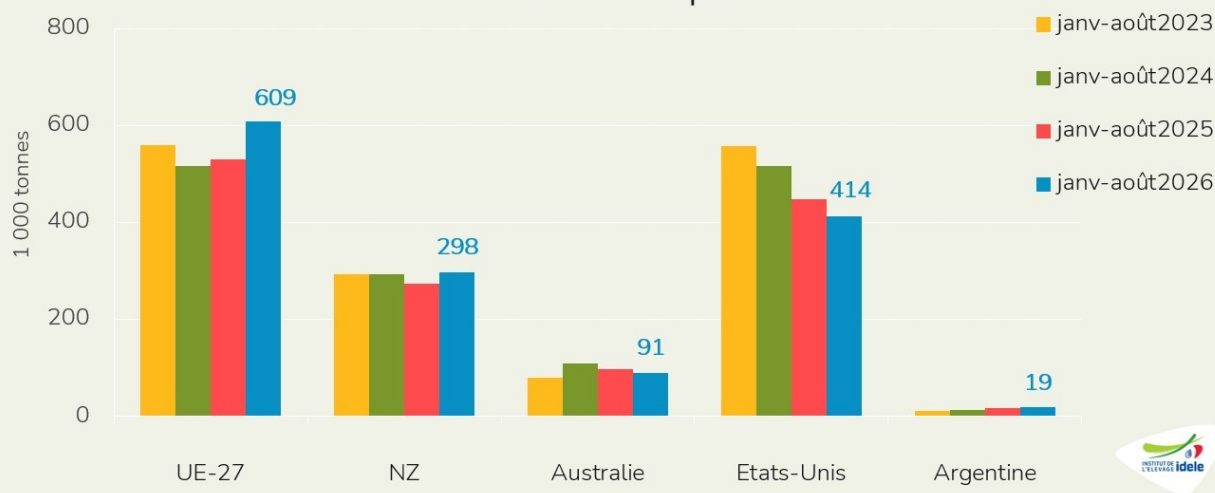
Certains observateurs craignent que cette hausse des cours et la dégradation de la compétitivité des poudres étatsuniennes qui en résulte ne pèse encore plus sur des exportations déjà en repli. Mais le cours de la poudre de lait écrémé originaire des États-Unis n'est pas le seul à connaître une forte progression. **En France**, d'après ATLA, **la cotation de la poudre maigre poursuivait son ascension entamée au début de l'été**. En semaine 41, elle a en effet atteint 3 380 €/t (+7% sur un mois et +64% sur un an), niveau plus atteint depuis le pic à plus de 4 000 €/t du premier semestre 2022.



Mais depuis le début de l'année, **la poudre maigre produite dans l'UE a bénéficié jusqu'ici d'une compétitivité accrue** vis-à-vis des poudres produites en Océanie et surtout en Amérique du Nord. Avec des disponibilités accrues, **les envois de poudre de lait « origine UE » se sont nettement redressés**. En cumul sur huit mois, les exportations européennes ont ainsi totalisé 609 000 t (+15% /2025 et +18% /2024).

Exportations cumulées de poudre maigre

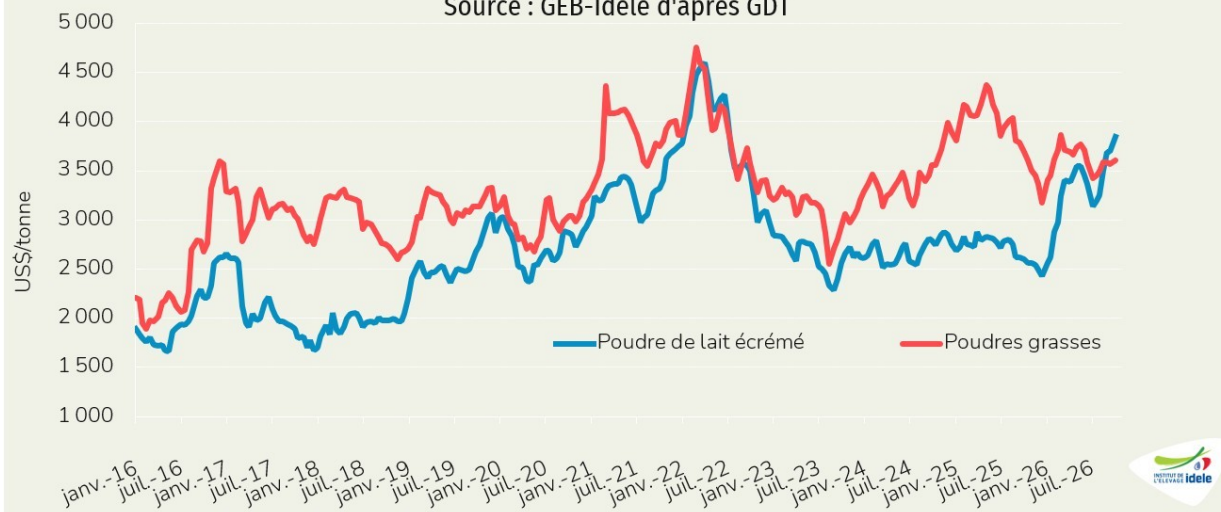
Source : GEB - Idele d'après TDM



Si la demande reste soutenue, les perspectives restent incertaines, notamment aux **États-Unis** où les fabrications pourraient se redresser rapidement. En **Nouvelle-Zélande**, les dernières enchères pour la poudre maigre sur la plateforme du *Global Dairy Trade* étaient orientées à la hausse. Entre la première enchère de septembre et la première d'octobre, le prix de la poudre maigre avait progressé de 4%, à 3 847 US\$/t.

Prix des produits échangés sur la plateforme Global Dairy Trade

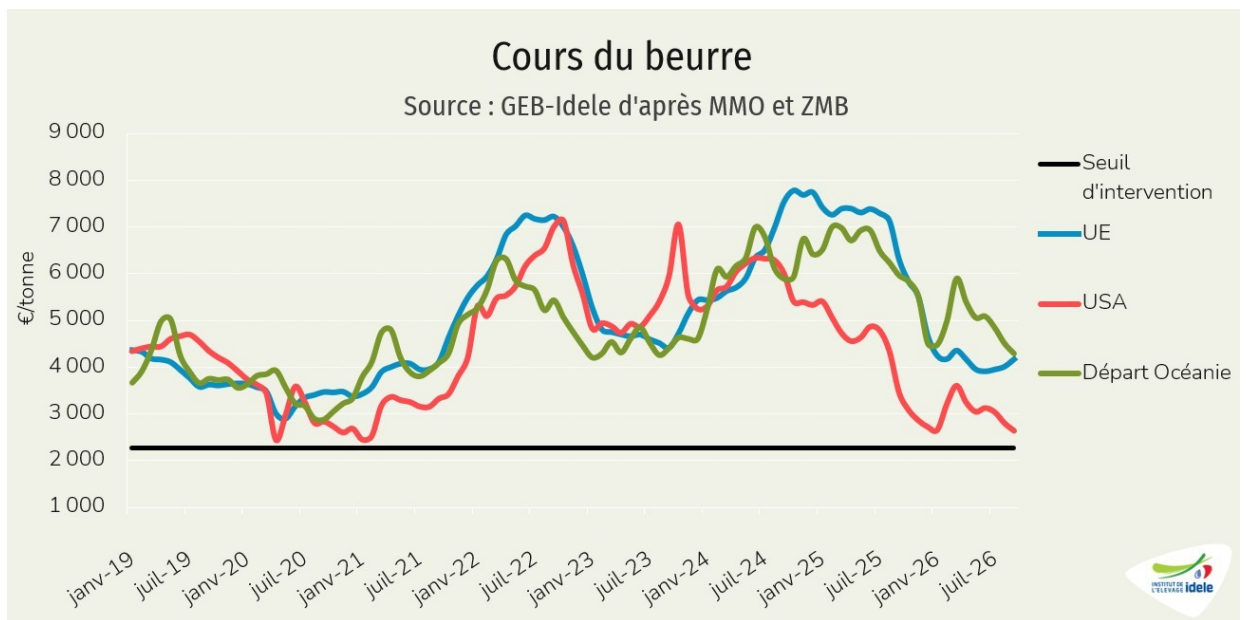
Source : GEB-Idele d'après GDT



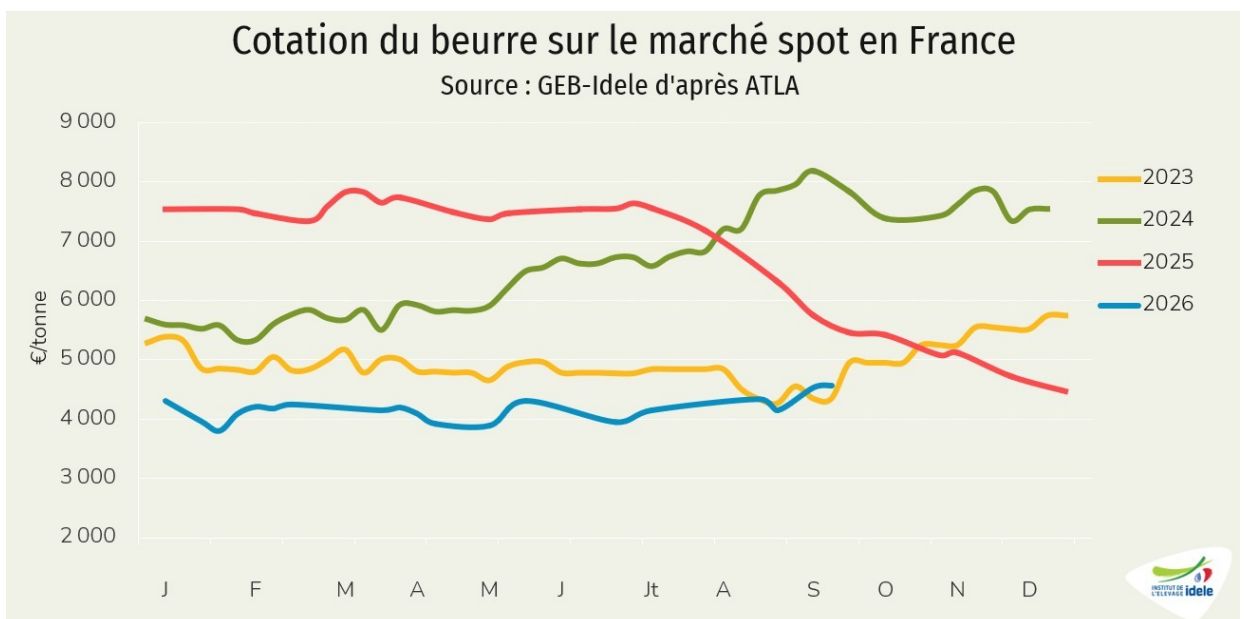
La matière grasse laitière toujours sous pression

Depuis la progression observée durant le premier trimestre 2026 liée principalement au fait que les opérateurs se couvraient sur les marchés, les cours du beurre restent sous pression. En septembre 2026, les évolutions des cours mondiaux étaient néanmoins divergentes :

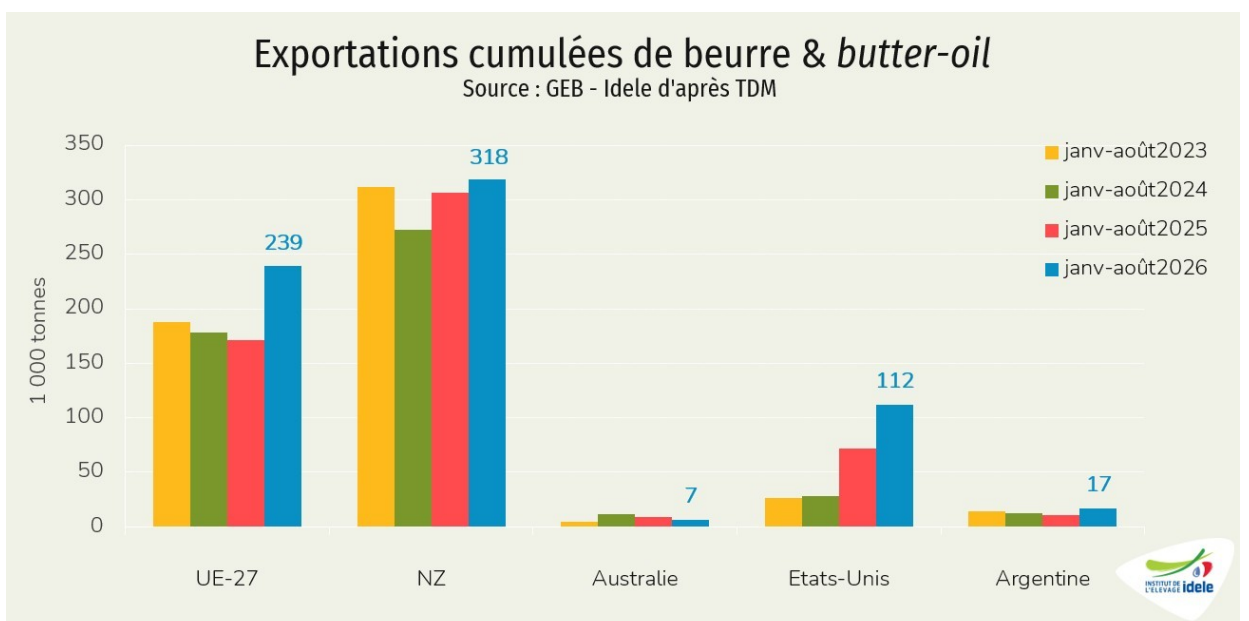
- En légère progression **en UE** où la cotation a atteint 4 173 €/t (+4% en un mois mais -34% /2025) ;
- En baisse assez marquée **en Nouvelle-Zélande comme aux États-Unis**, où les cotations se sont établies à respectivement 4 298 €/t (-5% en un mois, -28% /2025) et 2 635 €/t (-6% en un mois, -24% /2025).



En **France**, d'après l'ATLA, la cotation restait contenue, bien qu'en légère progression. En semaine 39, dernière semaine cotée, le prix spot du beurre atteignait 4 570 € (+5% en un mois mais -21% /2025).



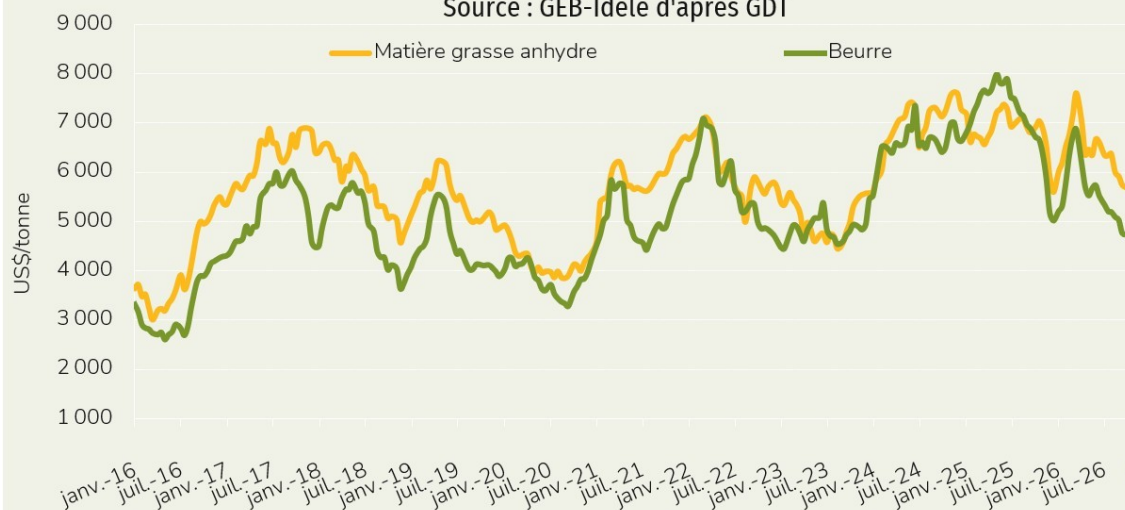
Avec des disponibilités en hausse, les principaux exportateurs de beurre et de *butter-oil* ont vu leurs envois progresser depuis le début de l'année.



Contrairement à la poudre maigre, les dernières enchères pour le beurre sur la plateforme du *Global Dairy Trade* étaient en baisse. Entre début septembre et début octobre, le prix du beurre s'était déprécié de 6%, à 4 740 US\$/t.

Prix des produits échangés sur la plateforme Global Dairy Trade

Source : GEB-Idele d'après GDT



Les cours de l'agneau repartent à la hausse en Europe

Dernière révision le 20 octobre 2026

Viande ovine » France »

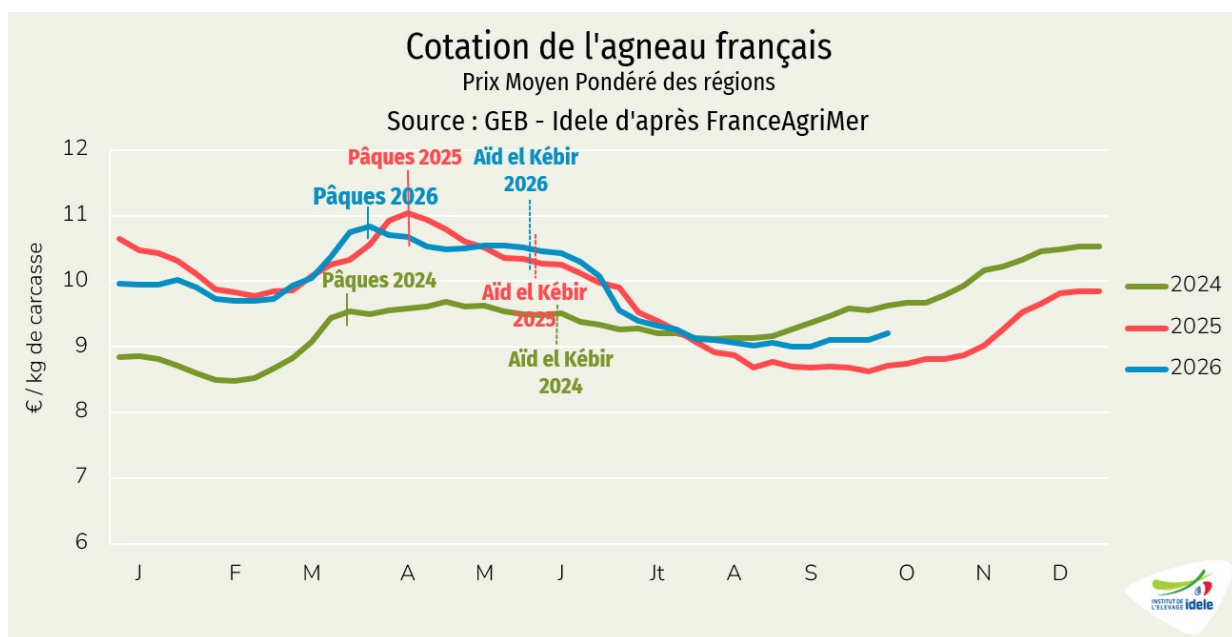
La cotation française reste entre ses niveaux de 2024 et 2025

Dernière révision le 20 octobre 2026

Avec une production relativement stable d'une année sur l'autre en septembre 2026 et des importations de viande ovine toujours en repli, le disponible en viande ovine est moindre que l'an passé. Cela se traduit par des cours plus élevés.

La cotation de l'agneau lourd français repart à la hausse mi-octobre

En **semaine 41** de 2026 (se terminant le 11 octobre), la cotation entrée abattoir de l'agneau français progressait de 0,10 €/kg d'une semaine sur l'autre et de 0,49 €/kg /2025, à **9,20 €/kg**.



Pour certaines conformations, **on constate toujours un écart de plus d'un euro entre les bassins Nord et Sud de la France, avec un prix plus élevé dans le Sud**. En effet, la saison de production bat son plein dans le Nord, ce qui alourdit le marché et pèse sur les prix tandis que dans le Sud, le creux de production démarre tout juste, et devrait se prolonger jusqu'à fin novembre. Moins d'agneaux sont attendus pour cette période de contre-saison, malgré les primes associées.

Du fait d'un **manque d'herbe** sur certaines zones, les éleveurs ont nourri dès septembre leurs animaux avec les rations d'hiver et sur certaines estives les bêtes sont descendues précocement. **La croissance des agneaux a en outre été impactée par les conditions climatiques**.

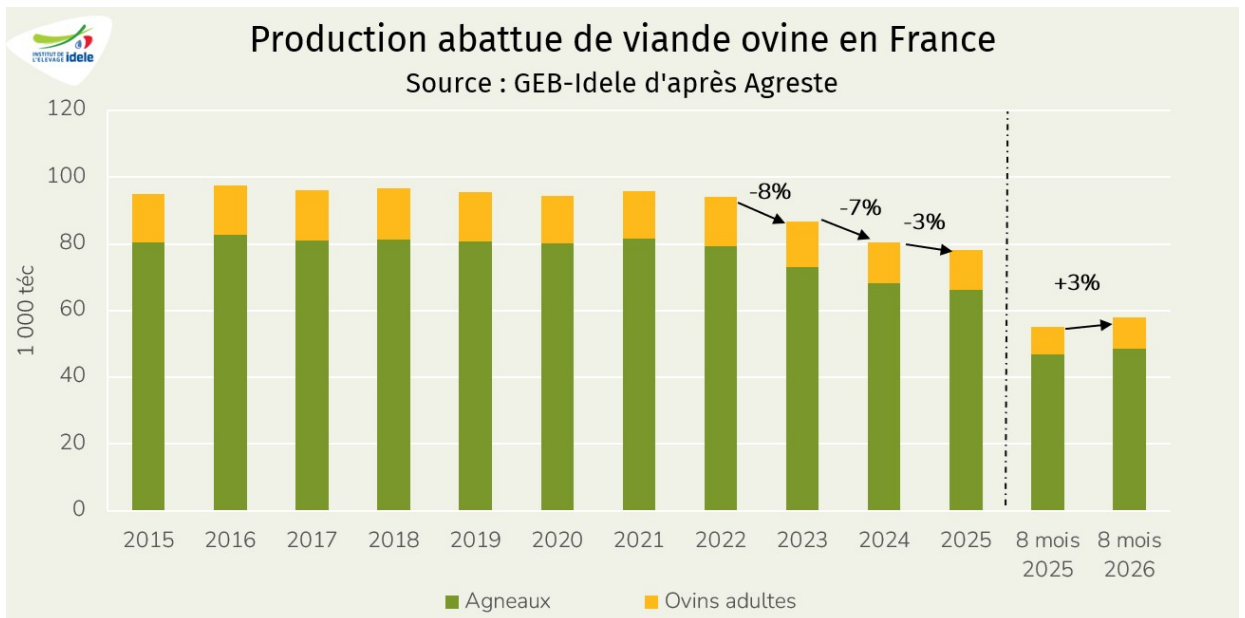
Le début d'automne **sec** empêche la repousse de l'herbe, ce qui creuse encore le déficit fourrager.

La production française rattrape partiellement le retard pris en 2025

Selon Agreste, la **production était en hausse de 3% d'une année sur l'autre sur les huit premiers mois de 2026**, totalisant 48 500 téc. Mais elle a reculé de 3% comparée à 2024 et 10% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2021-2025). Cette hausse d'un an sur l'autre reflète un rattrapage partiel du bas niveau de production de 2025, du fait de l'épidémie de FCO-3 ayant durement frappé nombre d'élevages français au second semestre 2024.

Cette hausse de production est due à la fois à l'augmentation du nombre **d'agneaux** et de **réformes** abattus, de respectivement 1% et 11% à 2,1 M et 335 000 têtes, et au net alourdissement des carcasses de réformes (+3% à 27,9 kg).

En juillet, on constate une hausse de 11% /2025 des abattages de réformes, peut-être en lien avec la sécheresse et les très fortes chaleurs. En **août**, la hausse est moins importante (+3%).



Selon les données d'Ovinfos (basées sur un échantillon représentant plus de 90% des notifications de déchargements d'ovins en abattoirs en 2025), fournies par Interbev, **le nombre d'ovins abattus de janvier à début octobre 2026, soit sur 40 semaines, est stable comparé à 2025**, avec un léger recul en septembre et un peu plus marqué (-4%) sur la première semaine d'octobre.

Les effectifs **d'agneaux vivants importés ont fortement reculé**. Leur part dans les abattages français a nettement diminué au fil des ans et 2026 ne fait pas exception. Les imports d'agneaux ont **reculé de 53% sur huit mois**, totalisant 23 000 têtes, essentiellement espagnoles. **C'est le plus bas niveau jamais enregistré (au moins depuis 2000).**

Les exports français d'agneaux vivants ont par ailleurs augmenté de 32% sur la période, totalisant 228 000 têtes, avec des envois qui ont fortement augmenté vers l'Espagne (+16%), l'Italie (x2) et l'Allemagne (+5%). Le recul de l'offre espagnole et la concentration de ses envois vers les pays du Maghreb expliquent ces évolutions.

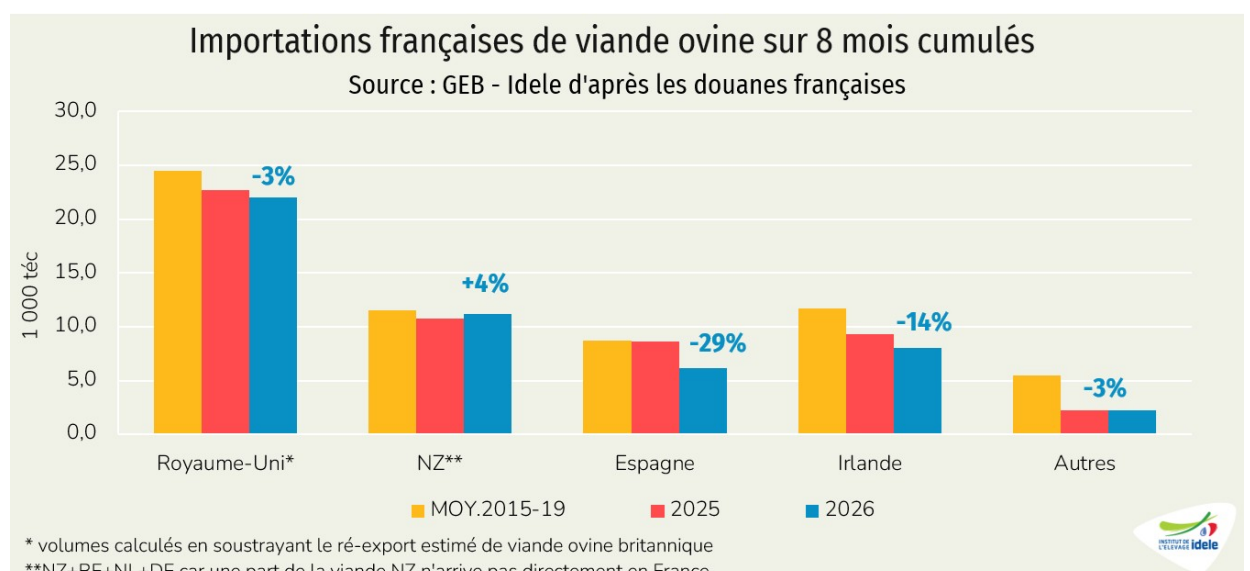
Les exports de réformes étaient en hausse de 7%, cumulant 41 000 têtes tandis que leurs imports ont chuté de 79%, à 2 730 têtes.

Le recul des imports de viande ovine s'accroît encore en août

Les importations de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) ont chuté en juin, juillet et août.

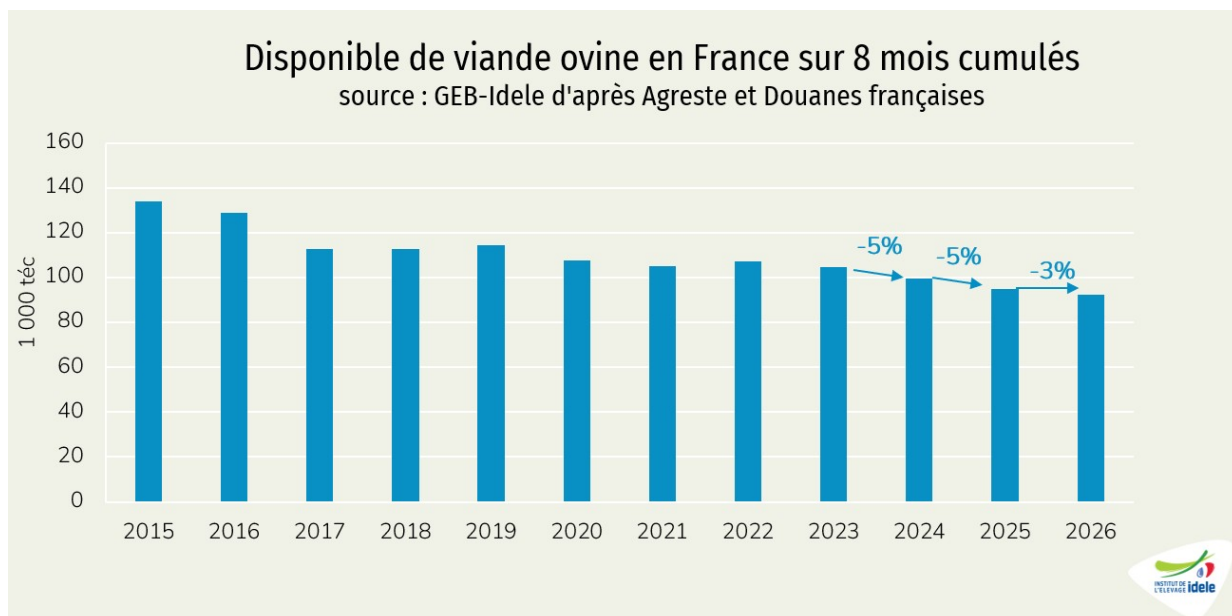
En cumul sur les huit premiers mois de 2026, elles **ont baissé de 8% /2025**, totalisant 49 600 téc (-20% /moyenne 2015-2019) avec des reculs en provenance d'Espagne, du Royaume-Uni et d'Irlande mais une hausse de Nouvelle-Zélande.

Concernant la viande ovine originaire de Nouvelle-Zélande, on y ajoute les viandes ovines provenant de Belgique, Allemagne et Pays-Bas. En effet, une partie de la viande ovine néo-zélandaise transite par ces pays avant d'arriver en France de façon régulière ou ponctuelle. Cela dépend du choix des importateurs français, pour des questions économiques ou logistiques, ou encore par exemple pour cause de grèves dans les ports français, incitant à passer par un autre pays.



Le disponible français en viande ovine recule encore

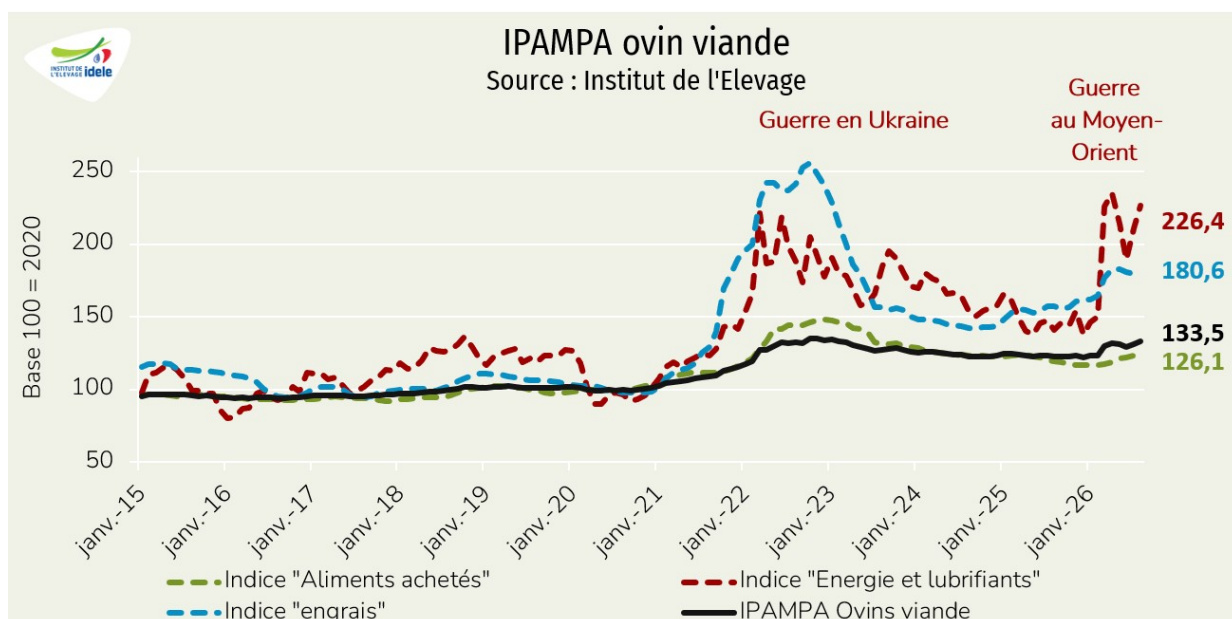
Sur huit mois cumulés en 2026, la production française de viande ovine est en hausse mais les importations reculent nettement d'une année sur l'autre : **le disponible français en viande ovine diminue de 2,8% /2025**, et reste 23 % sous la moyenne 2015-2019 (avant Covid et *Brexit*).



Selon les professionnels de la grande distribution et de la boucherie, les vagues de chaleur de cet été, associées à une nouvelle hausse des prix de la viande ovine, ont fortement limité les achats d'agneau. Ils reculeraient de 14%/2025 sur sept mois 2026. **Seul le porc semble pour le moment tirer son épingle du jeu.**

Après un repli en juin l'IPAMPA reparti à la hausse en juillet et août 2026

Après un léger repli en juin, l'IPAMPA viande ovine est reparti fortement à la hausse en juillet et août 2026, retrouvant ses niveaux de fin 2022. La hausse des prix du carburant, sur fond de **guerre au Moyen-Orient**, a provoqué une forte hausse de l'IPAMPA, qui se rapproche dangereusement de ses records de 2022 (135,4 en octobre 2022). En août, il était enregistré à 133,5, soit +9% /2025 : l'indice relatif aux **carburants** bondissait de 60% /2025, celui relatif aux **engrais** de 15% et celui aux **aliments achetés** de 6%.



Viande ovine » UE et monde »

Les cotations entrée abattoir augmentent au sein de l'UE

Dernière révision le 20 octobre 2026

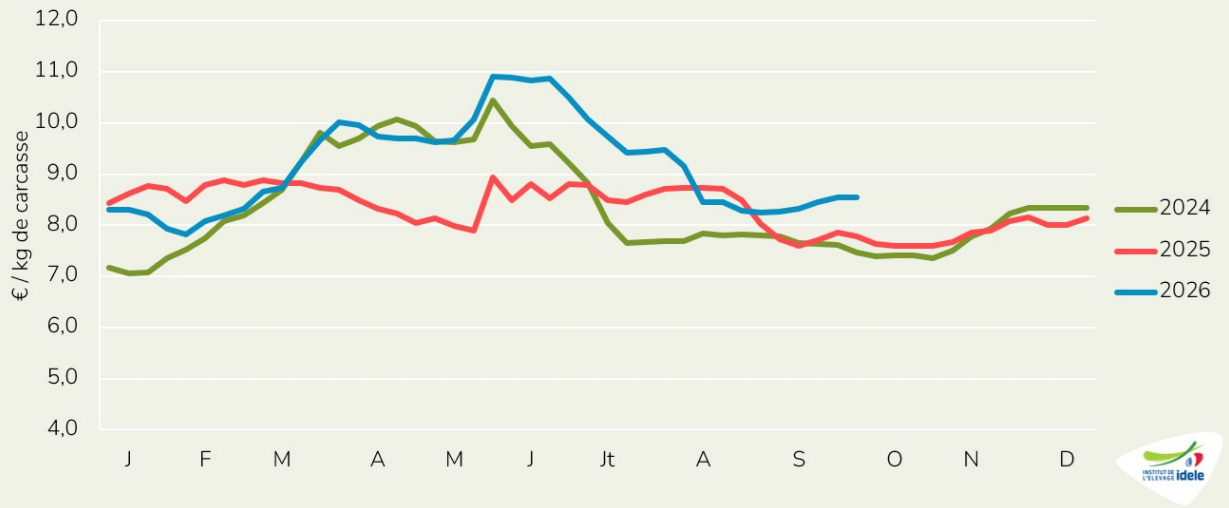
Depuis le début de l'automne, on constate un regain des cotations britanniques, irlandaises et espagnoles. La production reste timide ou en retrait dans ces pays et les quantités de viande importées y sont en recul.

Royaume-Uni : la cotation se maintient au-dessus des niveaux de 2024 et 2025

Le cours de l'agneau britannique entrée abattoir atteignait **8,55 €/kg en semaine 40**, stable d'une semaine sur l'autre et en hausse de 0,76 €/kg d'une année sur l'autre.

Cours de l'agneau lourd britannique

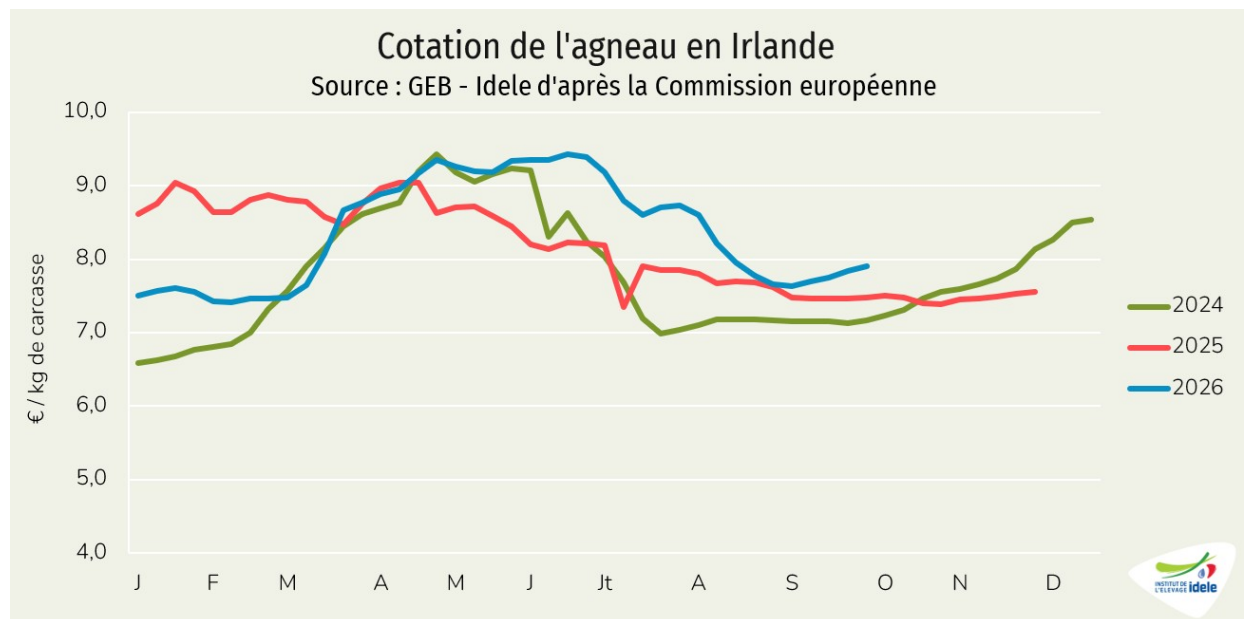
source : GEB - Idele d'après AHDB



La **demande internationale soutenue**, conjuguée à une **production** en léger recul (-1% sur huit mois en 2026 /2025 en lien avec la sécheresse et le passage de la FCO- 3) et à des **importations** quasiment stabilisées (+1% /2025 sur sept mois), expliquent probablement ces niveaux de prix. La baisse des **achats** de viande ovine par les ménages britanniques permet de maintenir des **exports** haussiers (+9% sur sept mois en 2026 /2025).

Irlande : la cotation de l'agneau repart franchement en hausse

Le cours entrée abattoir de l'agneau irlandais atteignait **7,90 €/kg en semaine 40** en hausse d'une semaine sur l'autre (+0,06 €/kg) et d'une année sur l'autre (+ 0,42 €/kg).

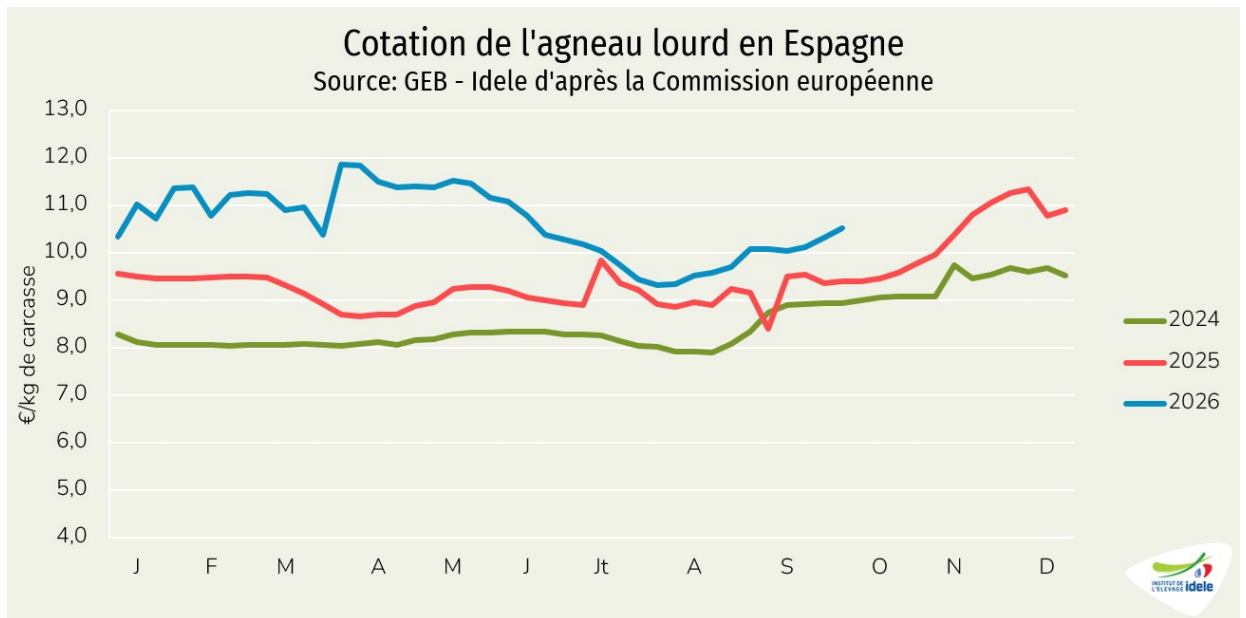


En Irlande, la production ovine totale a baissé de 3% /2025 sur huit mois en 2026, à 34 400 t. Les abattages d'agneaux ont reculé de 5%. Ceux des réformes étaient par ailleurs en hausse de 8% comparés à 2025, année où ils étaient particulièrement bas.

Les exportations de viande ovine irlandaise auraient de leur côté diminué sur la période, les industriels irlandais auraient du mal à commercialiser leurs stocks face à une demande à l'export atone. *Les données des douanes irlandaises ne correspondent pas aux observations sur le terrain depuis 2025.*

Espagne : la cotation de l'agneau lourd en forte hausse

En Espagne, le cours de l'agneau lourd entrée abattoir atteignait **10,53 €/kg en semaine 40**, en hausse de 0,21 €/kg d'une semaine sur l'autre et de 1,13 €/kg d'une année sur l'autre. Ce prix plus élevé année après année s'explique par la **réduction de l'offre espagnole face à une demande toujours plus grande des pays du pourtour méditerranéen**, particulièrement en ovins vifs.



Après une stabilisation en 2025, suite à trois années de baisse, la production espagnole de viande ovine diminue de nouveau sur les sept premiers mois de 2026, de 6% /2025, totalisant 54 000 t.

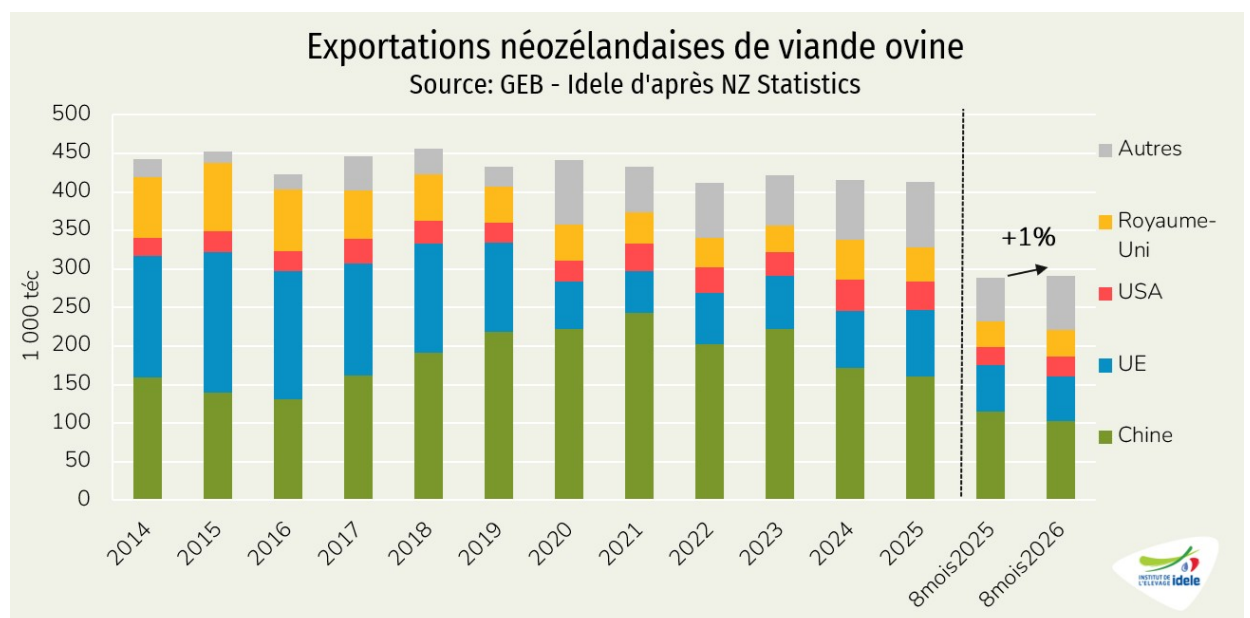
A cause de cette baisse d'approvisionnement, les exportations espagnoles de viande ovine ont diminué de 4%, totalisant 27 150 t, selon les douanes espagnoles

Les exportations espagnoles d'agneaux vivants ont aussi baissé, de 19%, cumulant 540 000 têtes. Les envois espagnols de **réformes** ont encore davantage baissé, de 42%, à 43 400 têtes.

Nouvelle-Zélande : production stable et exportations en légère hausse

La production néo-zélandaise a diminué de 0,3% /2025 sur les huit premiers mois de 2026, totalisant 278 000 t. Les abattages d'agneaux reculent de 2% et ceux des réformes de 6%.

Les exportations de viande ovine ont gagné 0,9%, totalisant 291 000 t. D'une année sur l'autre, la baisse des envois néo-zélandais vers la Chine se poursuit, tandis qu'on observe des hausses vers les USA et le Canada, mais aussi vers Taïwan, le Japon, le Mexique, le Royaume-Uni ou encore la Belgique. Les envois régresseraient de 5% vers l'UE à 27.



Maintien de la dynamique dans la filière caprine

Dernière révision le 20 octobre 2026

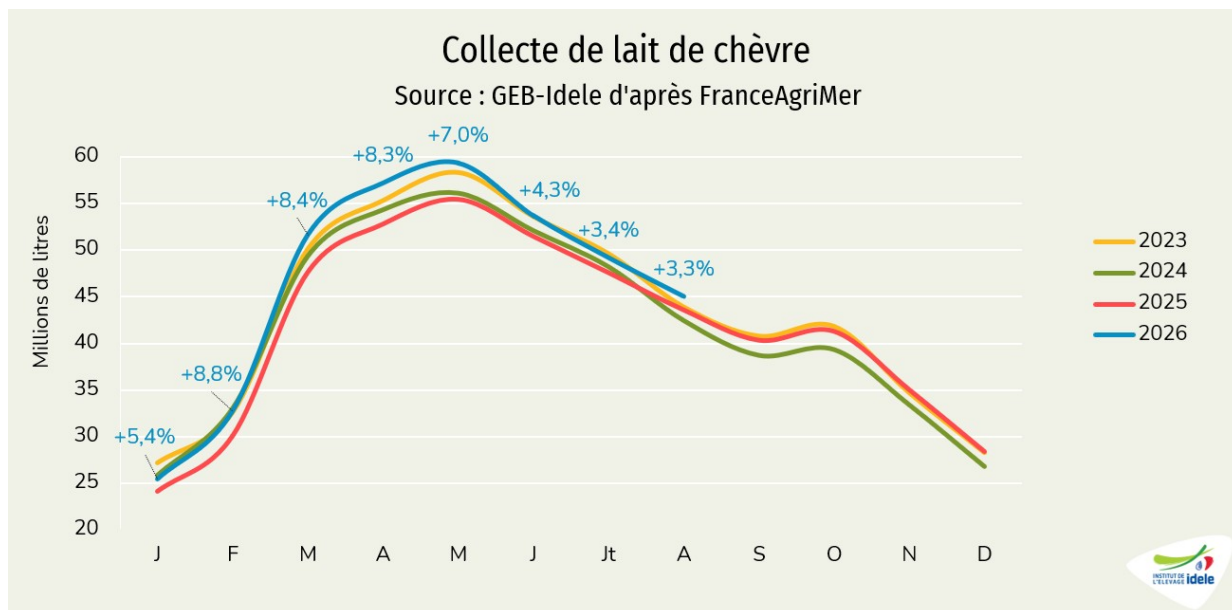
Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre » Hausse des fabrications en août

Dernière révision le 20 octobre 2026

La collecte de lait de chèvre progresse toujours en août. Les fabrications de fromages ont été en hausse, y compris les bûchettes qui avaient été en léger retrait au premier semestre. Les achats des ménages sont, eux aussi, en hausse, soutenant la dynamique de la filière.

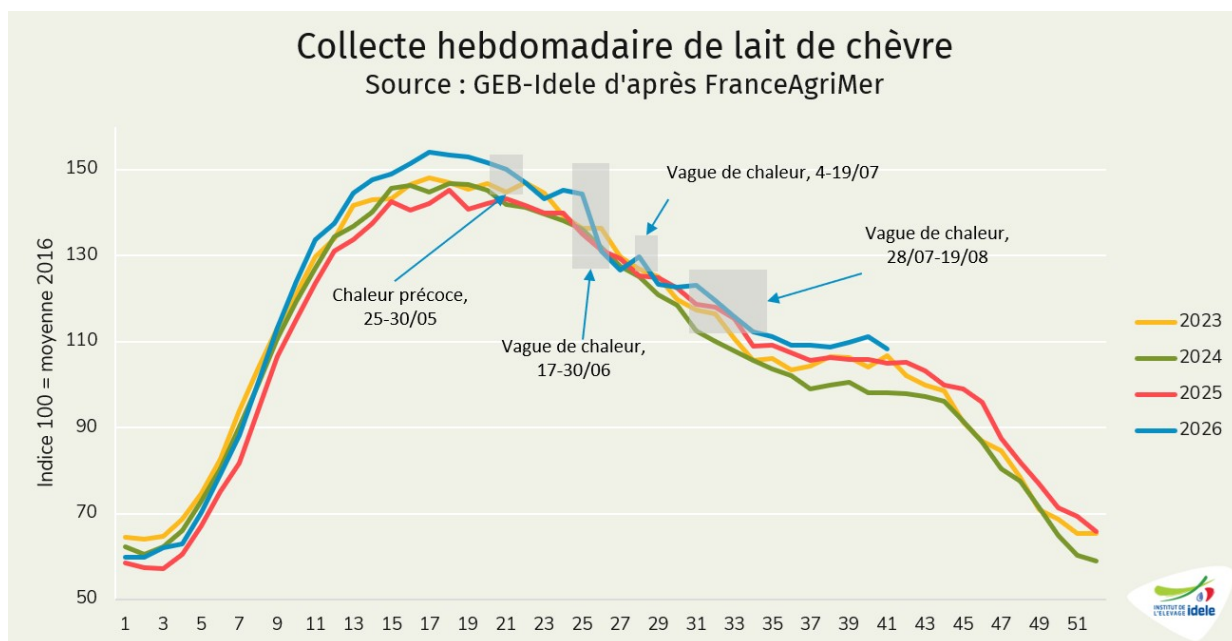
Collecte laitière toujours dynamique

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à 45,3 millions de litres en août 2026, une hausse de 3% /2025.



En cumul sur les huit premiers mois de l'année, les livraisons ont atteint 374 millions de litres (+6% /2025).

Avec quatre épisodes successifs de fortes chaleurs en juin, juillet et août, la production de lait de chèvre a marqué le pas. Ces vagues de chaleur ont frappé par leur durée et leur intensité.



Leur conséquence directe sur la collecte est visible sur les données hebdomadaires transmises par FranceAgriMer : en semaine 22, soit la première vague, l'indice de collecte hebdomadaire s'est affiché en recul de 2% d'une semaine sur l'autre. L'épisode de fin juin est celui qui a le plus fortement touché les chèvres par sa durée et son

intensité. On a ainsi observé une baisse de 9% de l'indice entre les semaines 25 et 26, et de nouveau de 3% en semaine 27, et 5% en semaine 29. Enfin, en août, sur les semaines 32 à 34, l'indice de collecte hebdomadaire a reculé de 3% toutes les semaines par rapport à la précédente.

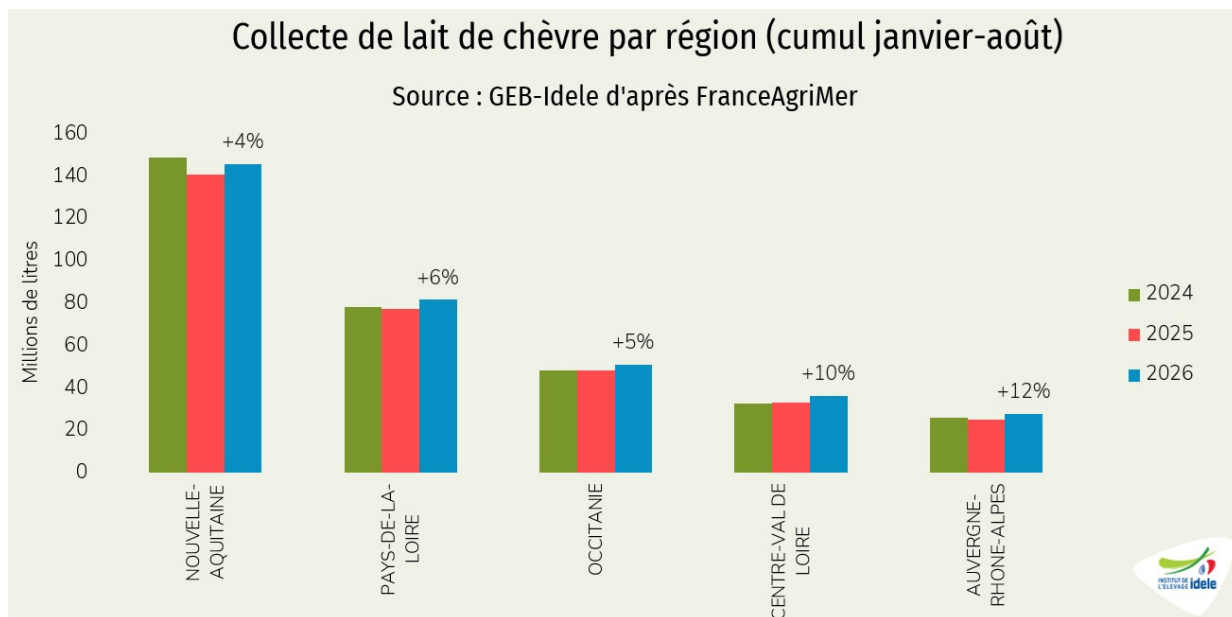
Semaines 39 (du 21 septembre) et 40, les livraisons sont en hausse d'une semaine sur l'autre. Elles étaient moins dynamiques en semaine 41 mais restaient au-dessus de leur niveau de 2025 (+3,2%).

Par ailleurs, les conséquences sur les fins de lactations, les mises bas désaisonnées, et la production fourragère restent encore à évaluer.

La hausse des livraisons se poursuit sur tout le territoire

En août, la collecte a progressé dans toutes les régions :

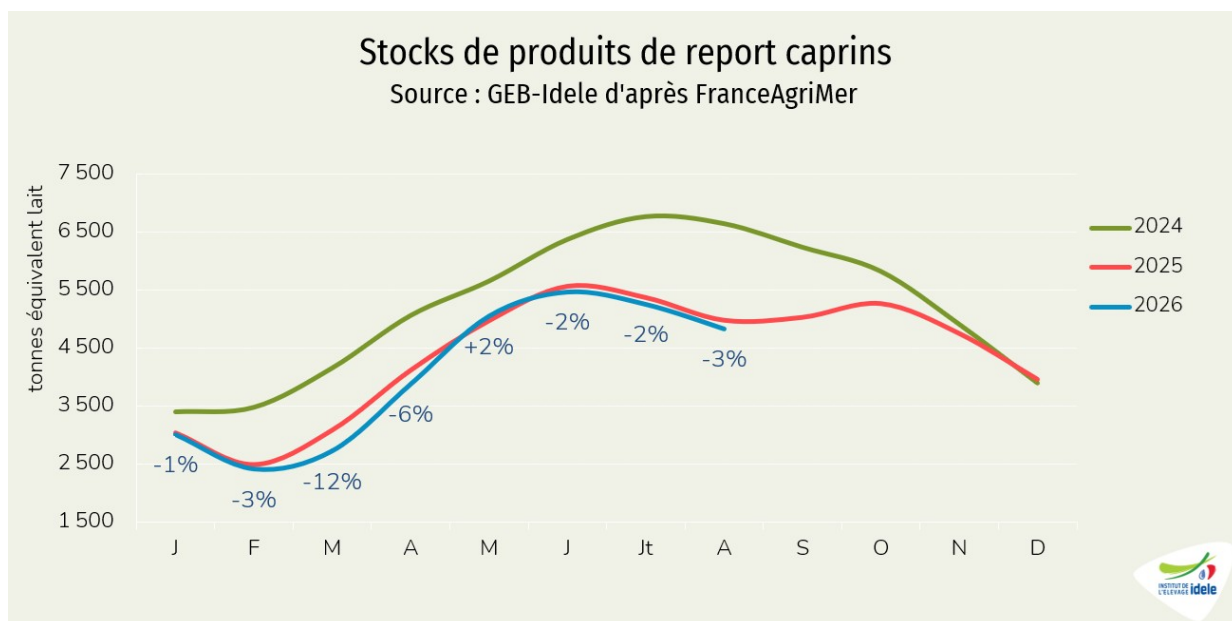
- +10% en AURA,
- +7% en Centre-Val de Loire,
- +5% en Occitanie
- +2% en Pays de la Loire et
- +1% en Nouvelle-Aquitaine.



En cumul sur les huit premiers mois de l'année, les hausses sont significatives dans toutes les régions.

Approvisionnements quasi stables en août

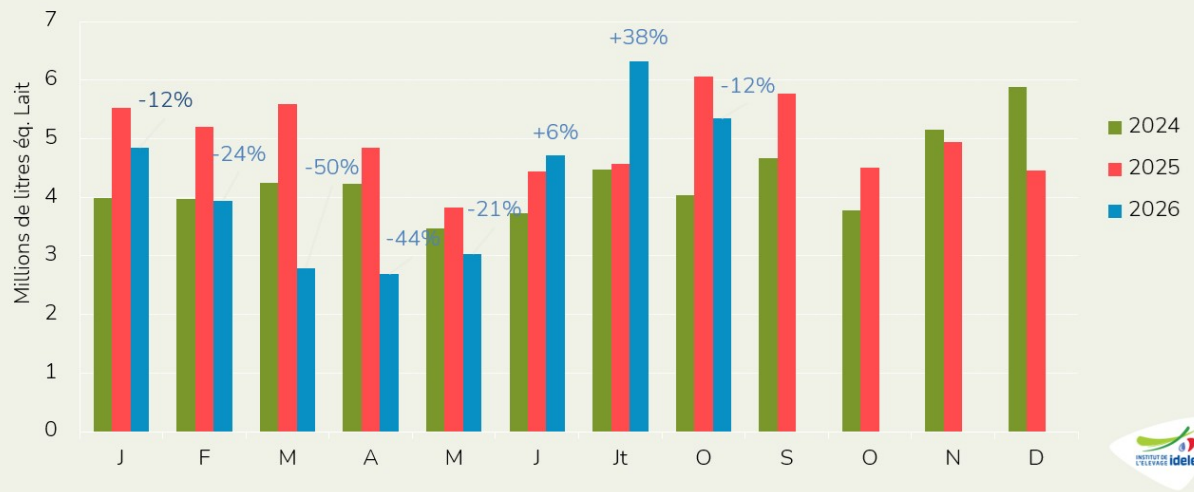
La baisse saisonnière des stocks de produits de report caprins débutée en juillet s'est poursuivie en août : -8% d'un mois sur l'autre, et -3% /2025.



Les industriels français ont **importé 5,3 millions de litres équivalent lait en août 2026 (-12% /2025)**. En cumul sur huit mois, 34 millions de litres équivalent lait ont été importés, soit 16% de moins que sur la même période de 2025.

Importations mensuelles de produits de report caprins

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer

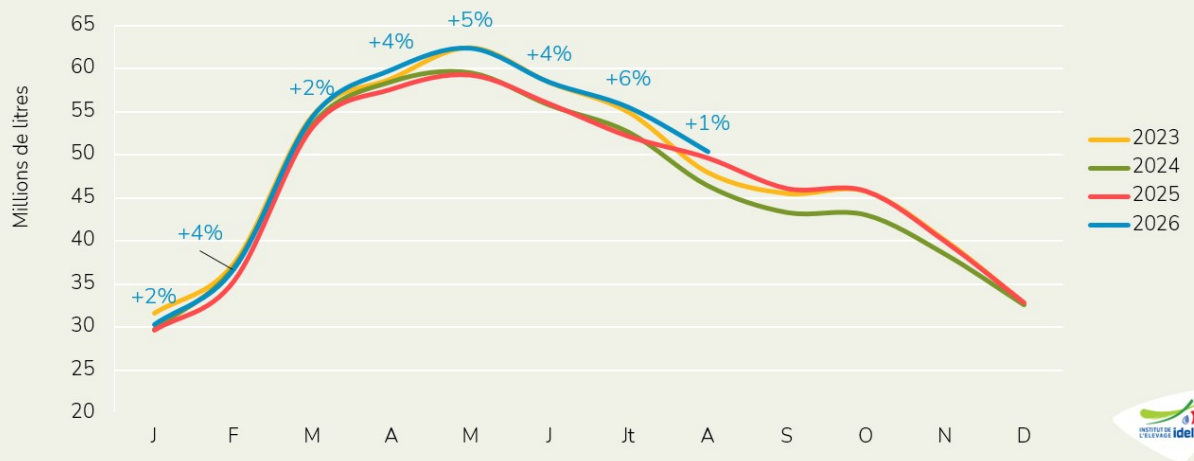


Les importations sont très réduites depuis le début de l'année, en lien avec la collecte en forte progression. Stockage et limitation des importations, pour les entreprises qui ont ce levier, permettent de temporiser la hausse de collecte au niveau des sites de transformation.

Les approvisionnements des transformateurs sont en légère hausse par rapport à août 2025, à 50,4 millions de litres (+1% /2025).

Approvisionnement mensuel des transformateurs

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



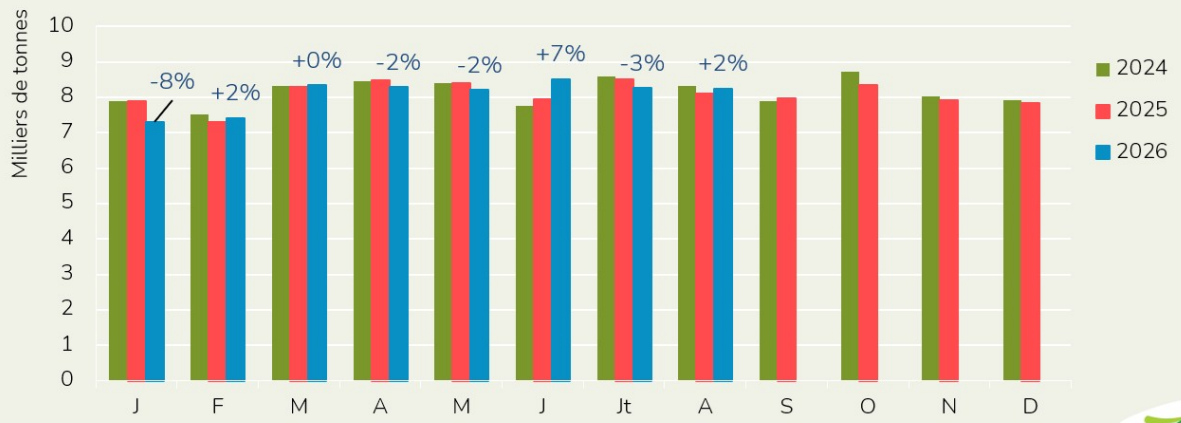
En cumul sur huit mois, **408 millions de litres de lait étaient disponibles pour les laiteries, soit une hausse de 4% /2025 et une stabilité par rapport à 2023.**

Hausse des fabrications de bûchettes

Les fabrications de fromages de chèvre progressent de 2% en août d'une année sur l'autre, totalisant **8 244 tonnes.**

Fabrications industrielles de fromages de chèvre

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer

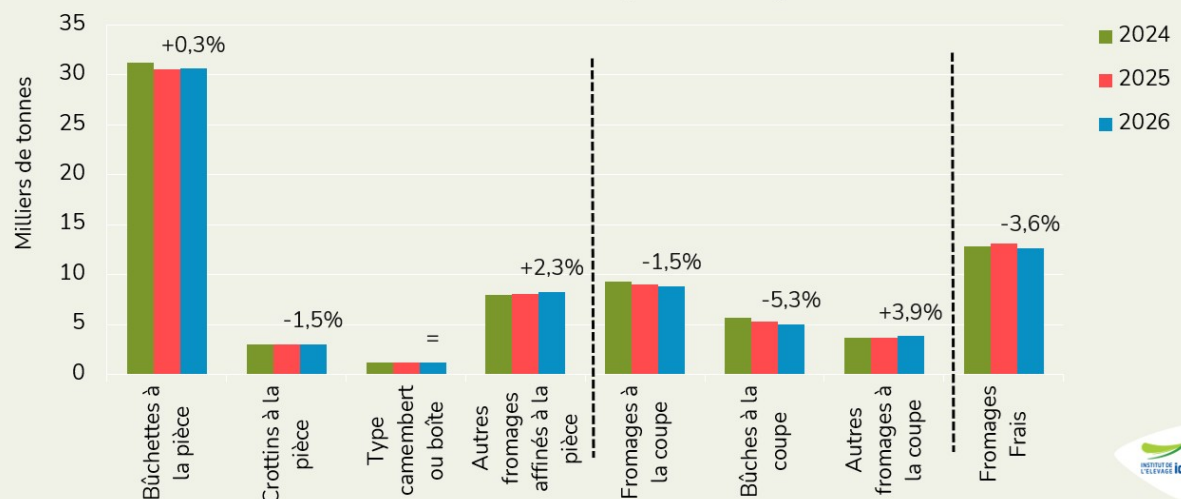


En cumul sur huit mois, elles s'élèvent à plus de 64 500 tonnes, stables par rapport à 2025.

Les fabrications de fromages de chèvre à la pièce destinés à la vente au détail sont en hausse de 4% en août et de 1% en cumul. Les fabrications de bâchettes ont augmenté de 3% en août, ce qui permet de rattraper le niveau de 2025 en cumul sur huit mois.

Fabrications par type de fromages de chèvre (janvier-août)

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



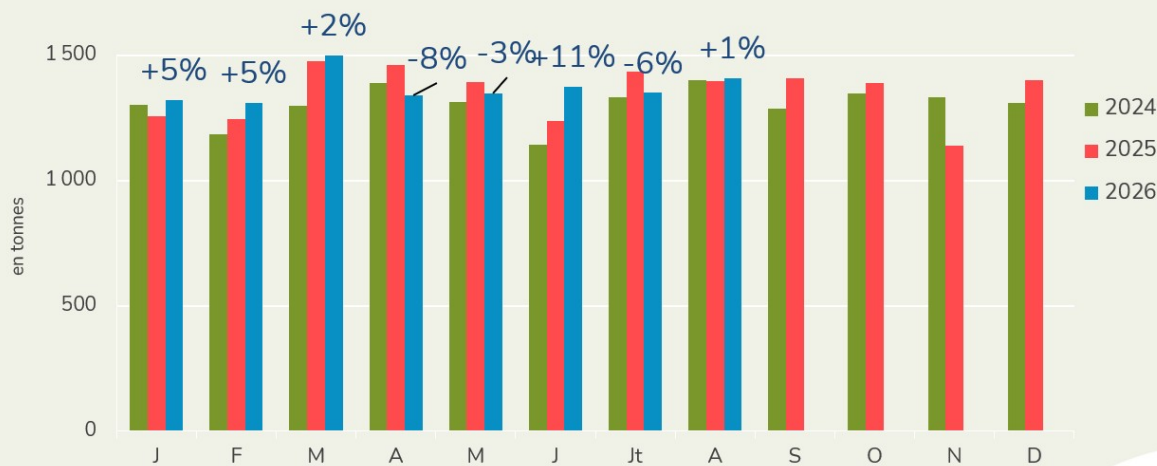
Les fabrications de fromages de chèvre dits « à la coupe », c'est-à-dire destinés à la restauration hors domicile et à l'industrie agro-alimentaire, affichent des évolutions contrastées. Les bâches de 1kg dites « à la coupe » sont en baisse de 5% quand les autres fromages « à la coupe » de cette catégorie sont en hausse de 4%. Le débouché IAA semble plus souffrir que la restauration pour les fromages de chèvre.

La catégorie fromages frais est en retrait de 4%, mais cela cache également des disparités : les fabrications de « frais à tartiner » augmentent de 4% sur cinq mois, tandis que les « frais traditionnels » diminuent de 9%.

Du côté de l'ultra-frais au lait de chèvre, les fabrications sont en hausse en août et en cumul annuel, de 1% /2025.

Fabrications d'ultra-frais de chèvre

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer

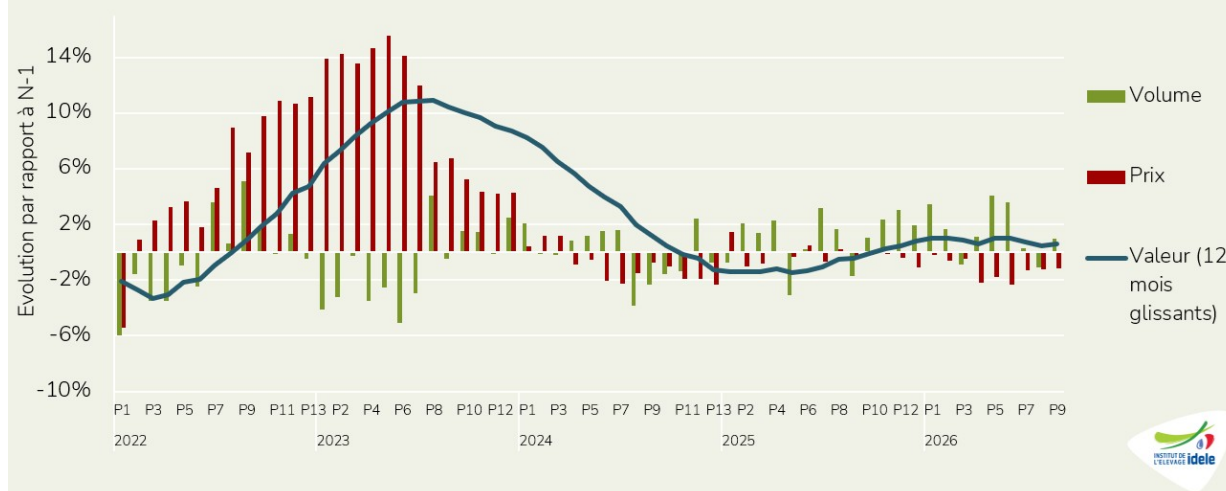


Achats des ménages stables

Selon les données du **panel Circana de la période 9 (du 10/08 au 06/09)**, les ventes de fromages de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces affichent une légère hausse (+1,0% /P9 2025). En cumul annuel mobile (CAM), la hausse observée est de 1,7% et de 1,5% en cumul courant. En valeur, les achats de fromages de chèvre reculent de 0,2% sur la période, mais restent en légère hausse en CAM : +0,7%.

Ventes et prix du fromage de chèvre en libre-service GMS

Source : GEB-Idele d'après Circana



Dans le détail, **les marques de distributeurs (MDD) ont progressé de 4,2% sur la période 9 et les marques nationales (MN) ont reculé de 1,2%**. En cumul annuel mobile, les deux catégories progressent respectivement de 1,3 et 3,6%. Les tendances sont similaires en valeur :

- Pour les MDD : +3% sur la P9 et +0,3% en CAM
- Pour les MN : -1,6 sur la P9 et +3,1 en CAM.

Côté AOP, hormis sur la première période de 2026 (qui intégrait les achats du 31/12) les ventes sont en recul en volume sur les 13 dernières périodes.

Lait de chèvre et viande » Viande caprine »

Abattages stables sur la période de Pâques

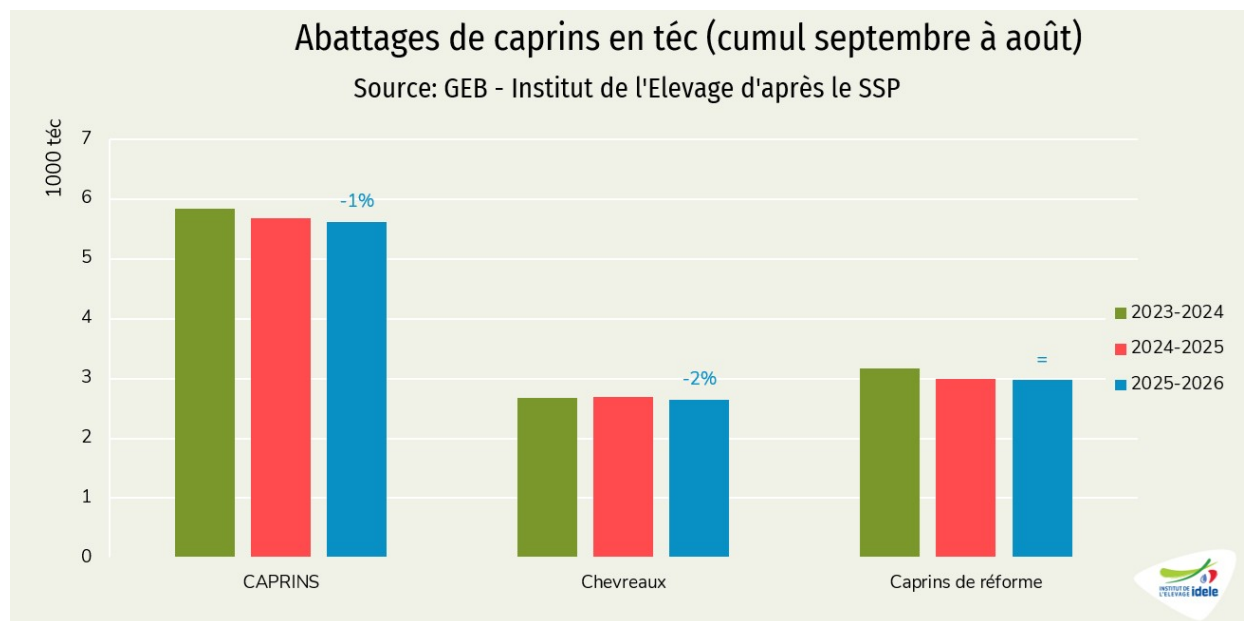
Dernière révision le 20 octobre 2026

Les volumes de chevreaux abattus sur la campagne 2025/2026 montrent une nouvelle fois une concentration au printemps et un recul très marqué des abattages sur la fin d'année. Côté cotations, elles ont été légèrement supérieures à celles de la campagne précédente.

Abattages de caprins en retrait de 1% en volume

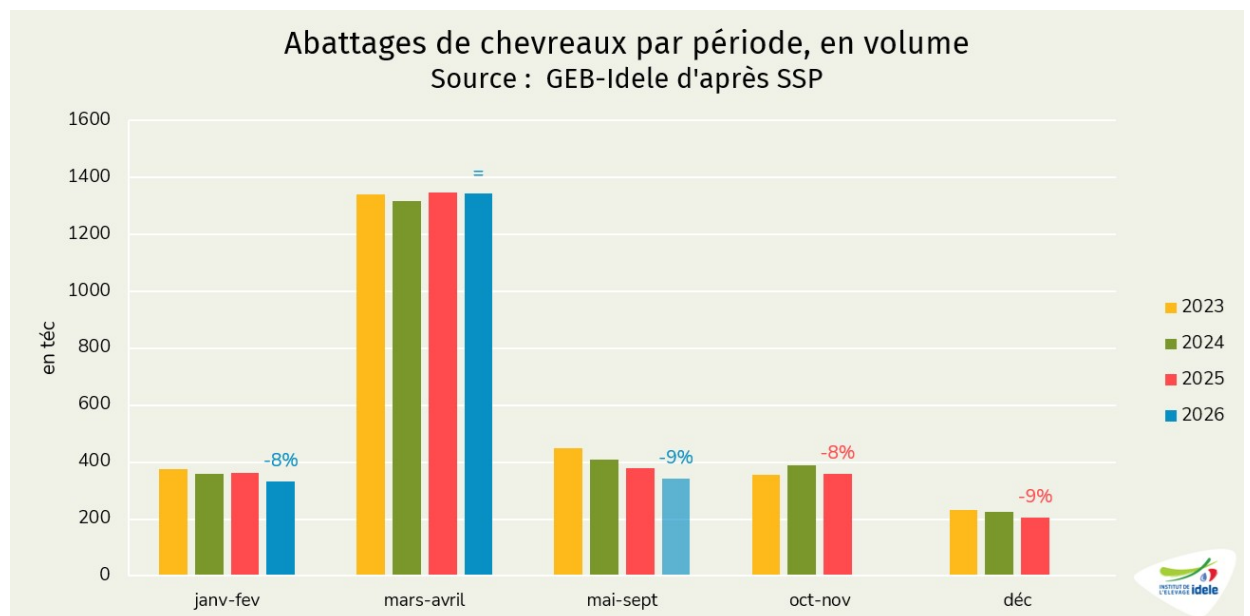
Sur la campagne 2025-2026 (de septembre à août), les abattages de caprins ont légèrement diminué, à un

peu plus de 5 600 téc (-1% /2024-2025). En têtes, le recul est sensiblement supérieur, de 2%, à 586 000 têtes.



Concentration des abattages de chevreux au printemps

Le nombre de chevreux abattus sur la campagne a reculé de 2% en tête et en téc, avec des poids carcasse stable.



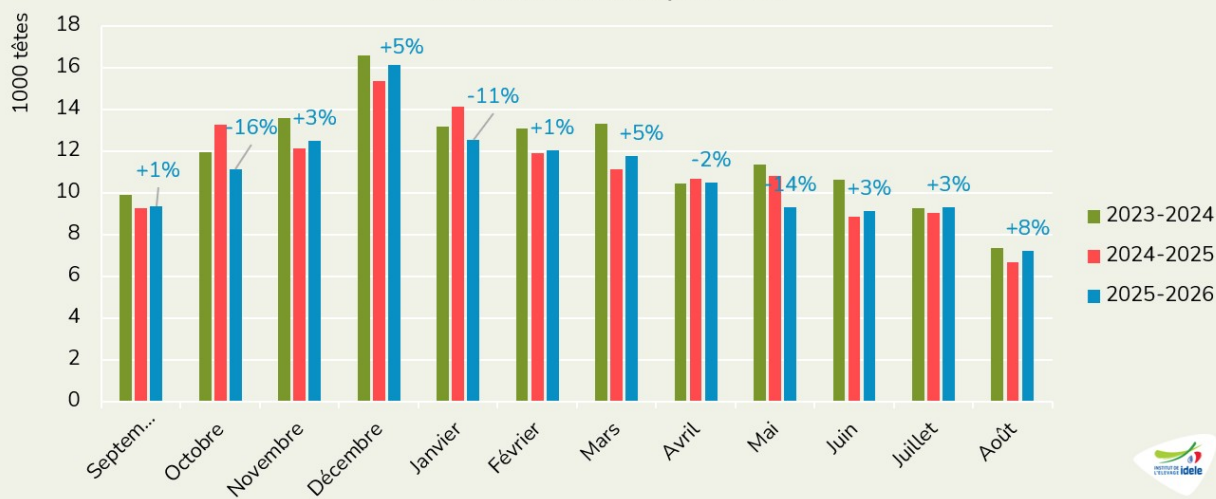
Ce recul annuel cache d'une part un fort recul des abattages sur la fin d'année 2025, et d'autre part une stabilité sur la période mars-avril. Le manque de chevreux sur la période de Noël s'accroît d'année en année.

Légère hausse des réformes en fin de campagne

Entre septembre 2025 et août 2026, 131 000 chèvres ont été abattues (-2% /2024-2025). Les poids carcasse sont en hausse de 2%, le volume produit est donc stable par rapport à la campagne précédente.

Abattages mensuels de caprins de réforme en têtes (France métropolitaine)

Source: GEB-Idele d'après le SSP



Une légère hausse des abattages est observée sur les mois de juillet et août 2026, respectivement +3 et +8% /2025. Mais en valeur absolue, le nombre est limité. Il représente moins de 1 000 animaux.

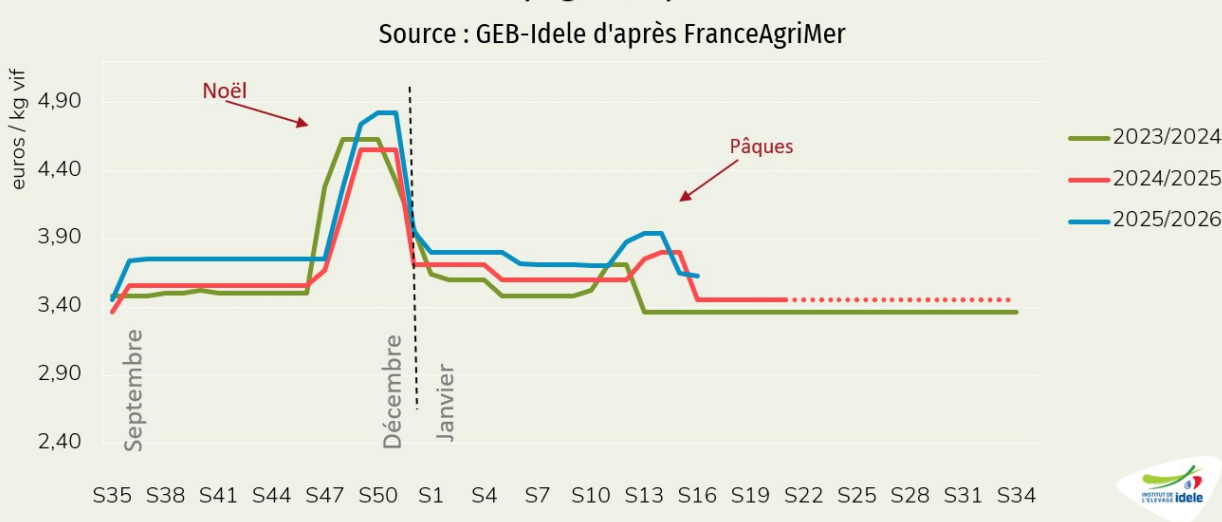
Fin de la publication des cotations du chevreau vif de 11kg

Depuis la semaine 17, FranceAgriMer ne publie plus de cotation pour le chevreau léger. En effet, l'un des trois abatteurs de la filière a cessé ses activités caprines mi-avril. Elles ont été reprises par l'un des deux opérateurs restants, offrant une solution aux éleveurs et engraisseurs de la région. La concentration de la filière chevreau est aujourd'hui très forte tant au niveau de l'engraissement que de l'abattage.

L'interprofession viande caprine, Interbev caprin, cherche une alternative avec FranceAgriMer et les acteurs de la filière.

Cotation du chevreau vif de 8 à 11 kg en campagne (sept. à août)

Source : GEB-Idele d'après FranceAgriMer



Pour les fêtes pascales, grand temps fort de consommation du chevreau, le pic de cotation du chevreau léger vif a atteint 3,94 €/kg sur deux semaines (+14 cents ou +4% /2025).

Depuis le pic de Noël, le prix du chevreau de 8 à 11 kg vif était stable, autour de 3,70 €/kg (+3% /2025). Après Pâques, il est redescendu à 3,63 €/kg (+18 cents ou +5% /2025).

Pénurie de fourrages 2026 : quelques conseils pour adapter vos conduites

Dernière révision le 20 octobre 2026

Le dossier est disponible sur idele.fr.